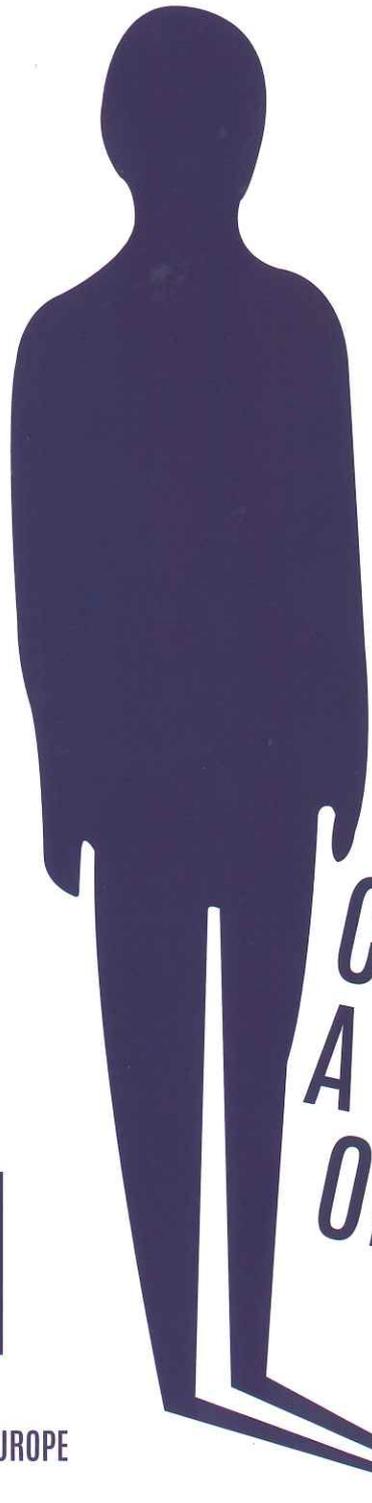


EYES ON EUROPE



**THE
JUNCKER
COMMISSION:
A WIND
OF CHANGE**

**L'EUROPE
AU PIED DU MUR**

**EYES ON EUROPE #21
DES REGARDS CROISÉS SUR L'EUROPE
HIVER 2014 / 80 PAGES
WWW.EYES-ON-EUROPE.EU**

LA DERNIÈRE CHANCE ?

Malgré bien des tourments qui ont touché de près ou de loin l'Union européenne depuis notre dernière publication, il nous est permis d'y croire. Croire en une Europe plus efficace, plus unie – plus démocratique. Après des élections européennes marquées par de fortes abstentions signalant un désintérêt croissant des citoyens malgré la nouveauté des « spitzenkandidaten », l'heure était venue pour les dirigeants européens d'assumer leurs responsabilités. Là encore, l'ouverture démocratique annoncée par la désignation indirecte du président de la Commission a bien failli céder sous la pression de plusieurs capitales européennes. Finalement, le 27 juin, c'est bien Jean-Claude Juncker, candidat désigné du PPE, qui est chargé de former la nouvelle Commission européenne.

C'est donc un pouvoir européen renouvelé qui se présente à nous, traduit par des modifications substantielles au sein du triangle institutionnel. Bien que l'équilibre traditionnel au Parlement soit conservé, il n'en demeure pas moins altéré par l'influence nouvelle des partis « périphériques ». Cette composition inédite au Parlement européen entraîne de nouvelles interrogations, notamment sur la capacité de l'institution à agir de manière cohérente en tant que contrepoids du Conseil des ministres et à fédérer au-delà de la grande coalition. Ce renouvellement du pouvoir européen se marque aussi au travers de la nomination de Donald Tusk à la présidence du Conseil européen afin d'incarner le projet politique communautaire. Surtout, c'est la formation d'une nouvelle Commission, entrée en fonction le 3 novembre, qui soulève le plus de questions et fait naître le plus d'attentes.

La Commission Juncker, précisément, poursuit des objectifs clairs, qui sonnent comme autant d'obligations : regagner la confiance des citoyens, remettre l'Union sur les rails de la croissance tout en respectant l'orthodoxie budgétaire et sécuriser l'avenir politique d'une Union qui fait face à la crise la plus importante de son histoire. Pour ces raisons, Jean-Claude Juncker lui-même n'a pas hésité à parler de « la Commission de la dernière chance » justifiant ainsi les innovations et mutations dans la structure de l'exécutif européen. Parmi ces changements, on note la création d'un poste de Premier Vice-pré-

sident, attribué au Néerlandais Frans Timmermans, qui consistera à renforcer la structure présidentielle de la Commission et sa cohérence interne, et dont le portefeuille sera consacré notamment à l'amélioration de la régulation et aux relations interinstitutionnelles. Ce rôle innovant et primordial en dit long sur l'ambition de cette nouvelle Commission et souligne bien les enjeux relatifs à la nature du processus décisionnel communautaire. La Commission Juncker met également en place 5 autres « super commissaires », ou vice-présidents, qui auront sous leur supervision des pans entiers des politiques européennes. Ce mécanisme de « clustérisation » témoigne d'une hiérarchisation originale mise au service de la coordination et de l'efficacité des décisions. Enfin, la nomination de Federica Mogherini à la tête des affaires étrangère démontre une volonté de redynamiser la politique internationale de l'UE et de renforcer sa présence aux côtés des autres acteurs globaux. Ces nouveautés nourrissent bien des espoirs mais sont également porteuses d'interrogations et de réflexions de la part des observateurs politiques comme des citoyens européens.

En dépit donc de ces effets d'annonce, la nouvelle Commission n'aura guère eu l'opportunité de savourer un quelconque état de grâce liée à sa nomination ou à l'élection indirecte de son président. En effet, l'heure semble trop grave pour que le bénéfice du doute ne soit accordé à des dirigeants qui font d'ores et déjà l'objet de vives critiques. On se souvient des premières controverses liées aux nominations des commissaires européens, notamment de Mme Mogherini, Mme Bratusek ou MM. Canete et Moscovici. On garde également en mémoire les premières critiques sur la féminisation ratée de cette Commission, de même que les couacs liés aux politiques de consolidation budgétaire et à l'inflexibilité de la trajectoire politique de l'UE sur la question. Plus récemment, les révélations du « Luxleaks » ont mis en exergue ce qui, pour beaucoup de citoyens, représentent les travers d'une Union à deux vitesses, incapable de lutter contre l'optimisation fiscale d'une frange de l'économie alors que les contribuables sont mis devant le fait accompli de l'austérité budgétaire. Surtout, c'est la personnalité même de Jean-Claude Juncker, ancien Premier ministre et ministre des Finances du

Luxembourg, qui est touchée par ces révélations, et de l'action de la Commission pour lutter contre ces montages financiers dépendra sa crédibilité aux yeux des Européens.

Afin de mettre en lumière ces éléments pour nos lecteurs, notre publication se veut à la fois rigoureuse et indépendante, empreinte de réflexions apportées à la fois par des étudiants, des acteurs de la décision européenne et des chercheurs en sciences politiques. En premier lieu, notre dossier sera consacré aux différentes facettes de cette nouvelle Commission européenne et vous proposera certaines pistes de réflexion au regard des récents développements et des nouveaux visages de l'exécutif européen. Qui plus est, cette publication se propose également d'interroger les objectifs politiques majeurs de l'Union européenne, notamment concernant la politique de migration, l'établissement d'une union digitale, les négociations du TTIP ou encore la réforme de l'union économique et monétaire.

Nous sommes fiers de vous proposer un magazine lui aussi renouvelé, qui cherche plus explicitement encore à contribuer au débat et à favoriser l'échange et la confrontation d'idées, en écho à la politisation renforcée du pouvoir européen. Eyes on Europe est aujourd'hui plus que jamais visible et engagé dans le débat sur la construction européenne, une présence que l'on doit à nos lecteurs, toujours plus nombreux et que nous remercions chaleureusement, ainsi qu'à nos partenaires, sans qui notre travail ne pourrait aboutir. Bonne lecture à toutes et à tous !

Stefano Messina & William Meyer
Rédacteur et vice-rédacteur en chef



FR / 2-3 EDITORIAL
LA DERNIÈRE CHANCE ?



Dossier

FR / 8-10
LA NOUVELLE COMMISSION
EUROPÉENNE

DE / 11-13
HÜTERIN
DER VERTRÄG,,
EINE RÜCKBESINNUNG?

FR / 14-15
DÉMOCRATIE ET ALLIANCES :
LES AUDITIONS
PARLEMENTAIRES EN QUESTION

EN / 16-17
DIGITAL ECONOMY,
DIGITAL SOCIETY :
THE EUROPEAN VISION

FR / 18-20
LA COMMISSION JUNCKER FACE
À L'EUROSCEPTICISME AMBIANT

EN / 21-22
FEDERICA MOGHERINI: THE NEW
BORDERS OF EU'S FOREIGN POLICY

EN / 23-24
A COMMISSION OF MAKE-BELIEVE



Débat

25-29
A NEW FIRST VICE-PRESIDENT
IN CHARGE OF BETTER REGU-
LATION, INTER-INSTITUTIONAL
RELATIONS, THE RULE OF LAW
AND THE CHARTER OF FUNDA-
MENTAL RIGHTS: WHAT CAN
BE EXPECTED?

EU BETTER REGULATION AND
THE FIRST VICE PRESIDENT:
A NEW MANDATE BETWEEN
CHALLENGES AND OPPOR-
TUNITIES

UN PREMIER VICE PRÉ-
SIDENT DE LA COMMISSION
EUROPÉENNE : QUELLE PLUS
VALUE ?

THE FIRST VICE-PRESIDENT
OF "RED TAPE":
A POWERFUL TOOL FOR THE
COMMISSION'S DEREGULA-
TORY AGENDA



relations internationales

FR / 32-33
L'UNION EUROPÉENNE,
UN ACTEUR FONDAMENTAL
DANS LA LUTTE CONTRE EBOLA

FR / 34-35
L'UNION EURASIATIQUE :
ENJEUX STRATÉGIQUES ET RÉGIONAUX
SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

EN / 36-37
UE BRAZIL EU-BRAZIL : WHAT FUTURE
FOR THEIR RELATIONS?

FR / 38-39
LA SUISSE ET
L'UNION EUROPÉENNE :
ÉTAT DES LIEUX

FR / 40-41
L'UE À TRAVERS LA COALITION CONTRE
L'ÉTAT ISLAMIQUE

EN / 42-43
EU, RUSSIA AND UKRAINE: WHAT'S
THE STATE OF PLAY ?



Économie et social

FR / 45-46

L'INNOVATION SOCIALE : UNE SOLUTION POUR SORTIR DE LA CRISE ÉCONOMIQUE?

FR / 48-50

LE TTIP : ÉCOSYSTÈME ET POLÉMIQUES D'UN TRAITÉ

EN / 51

INVESTMENTS AND REFORMS NEED TO GO HAND IN HAND

EN / 52-53

LET THEM COME: WHY EUROPE NEEDS MORE IMMIGRATION

EN / 54-55

FINANCIAL TRANSACTION TAX - IS IT THE RIGHT STEP TO ENSURE STABILITY ?

FR / 56-57

LE CETA OU L'AVENIR DES TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE EN DÉBAT



Citoyenneté

FR / 59-60

QUAND L'EUROPE DEVIENT CONCRÈTE...

FR / 61-62

ESPACE PUBLIC EUROPÉEN : DÉFIS ET ENJEUX

FR / 64-65

L'EUROPE CADETTE, UNE AUTRE EUROPÉANITÉ ?

EN / 66-67

PARTICIPATORY DEMOCRACY : A MEANS OF ADDRESSING EUROPEAN CITIZENS' CONCERNS ?



Book & documentary review

FR / 69

COMPRENDRE LE DÉBAT EUROPÉEN. PETIT GUIDE À L'USAGE DES CITOYENS QUI NE CROIENT PLUS À L'EUROPE

EN / 70

LE RÉGIME POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

FR / 71-72

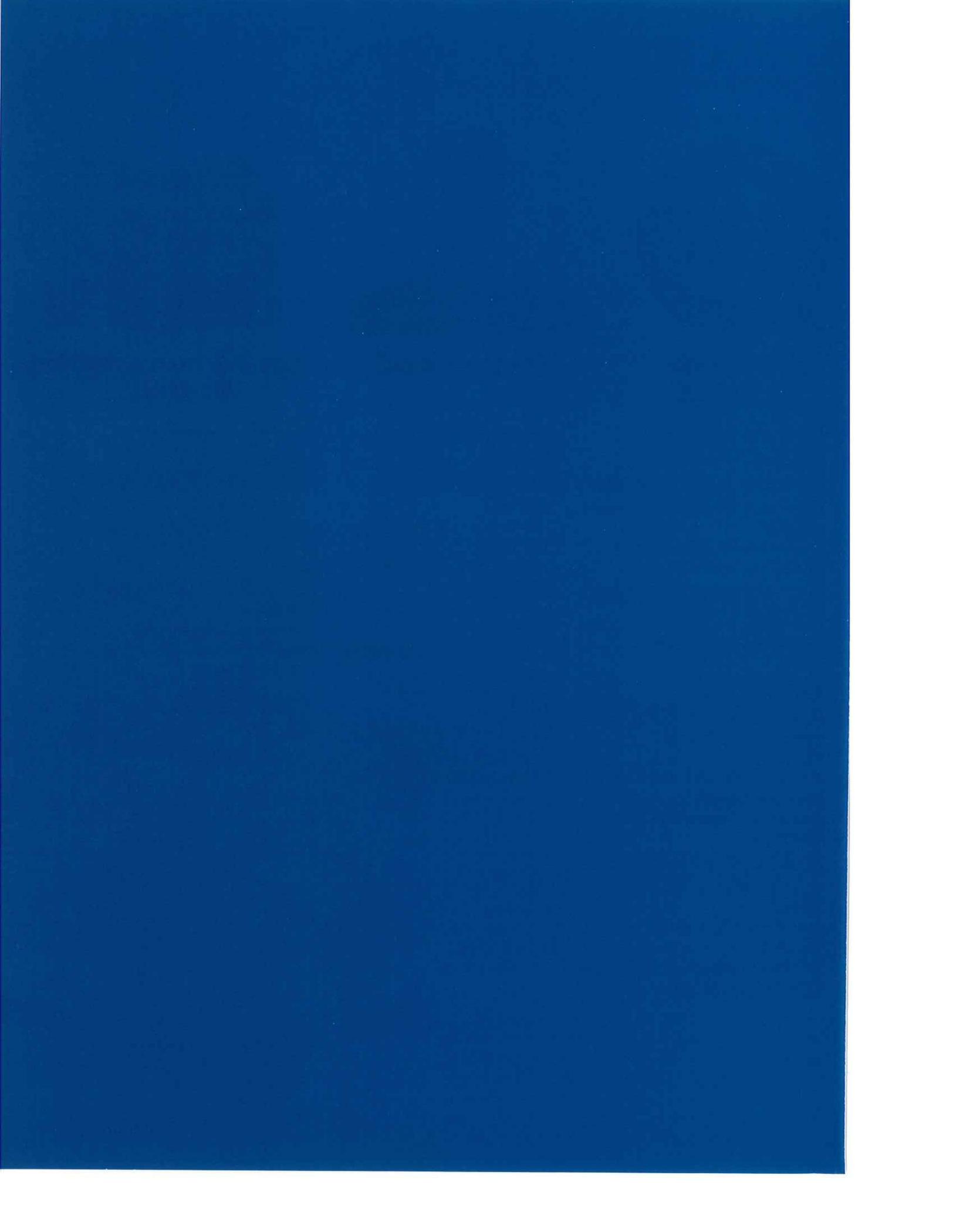
LE BEL AVENIR DE L'ÉTAT PROVIDENCE

EN / 73

THE BRUSSELS BUSINESS

78-79

CRÉDITS





Dossier

VANESSA JOSIS EST ÉTUDIANTE EN MASTER EN RELATIONS INTERNATIONALES À L'ULB ET MARINE PLANQUART EST ÉTUDIANTE EN MASTER À L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES.

LA COMMISSION DE LA DERNIÈRE CHANCE

APRÈS DES ÉLECTIONS UNIQUES DANS L'HISTOIRE DE L'UNION EUROPÉENNE ET DES AUDITIONS PARLEMENTAIRES DIFFICILES, LA COMMISSION PRÉSIDÉE PAR JEAN-CLAUDE JUNCKER EST ENTRÉE EN FONCTION AVEC UNE LARGE MAJORITÉ EN SA FAVEUR. ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION.

UNE COMMISSION EN DANGER

« La Commission européenne que je vous présente aujourd'hui est une Commission politique, dynamique et efficace, prête à donner un nouvel élan à l'Europe ». Tels étaient les propos de Jean-Claude Juncker lorsqu'il a dévoilé son équipe le 10 septembre dernier.

« La Commission européenne que je vous présente aujourd'hui est une Commission politique, dynamique et efficace, prête à donner un nouvel élan à l'Europe » (J-C Juncker)

S'il sera difficile de retrouver le leadership et le dynamisme communautaire de l'institution sous la présidence de Jacques Delors, cette nouvelle Commission de « la dernière chance », approuvée par le Parlement européen, va devoir faire ses preuves pour gagner en influence et répondre aux nombreuses critiques qui lui sont adressées. En effet, la Commission sortante est accusée de nombreux maux: technocratique, cloisonnée, inefficace et éloignée de ses citoyens. Un état des lieux peu glorieux qui fait le jeu des eurosceptiques et met en danger l'Europe.

Au cours des dernières années, l'institution communautaire a perdu de sa légitimité, et s'est réduite progressivement à un rôle de secrétariat à côté du Conseil européen, qui s'est accaparé du leadership politique en apportant des réponses fortes à la crise. L'enjeu pour la nouvelle Commission est donc de retrouver pleinement son rôle d'exécutif de l'Union.

UN COCKTAIL POLITIQUE DÉTONANT

Le nouveau président de la Commission, Jean-Claude Juncker, aborde ces défis confiant. Issu du groupe politique ayant obtenu le plus de voix

aux élections européennes, l'ex-premier ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroupe apporte dès le départ un souffle plus démocratique à l'institution. Il faut espérer que son expérience de leader lui permettra de communiquer avec les États membres de manière plus ferme que ne l'avait fait Barroso. « Je ne serai pas le valet du Conseil », a-t-il d'ailleurs assuré au Parlement pour rompre avec la servilité reprochée à l'ancien Président.

Pour confirmer cette nouvelle ambition, Jean-Claude Juncker emmène avec lui à Bruxelles une équipe très politique: cinq anciens premiers ministres, quatre anciens vice-premiers ministres et dix-neuf anciens ministres viennent désormais constituer la nouvelle Commission.

Il n'est plus question ici d'y intégrer technocrates et néophytes. Les commissaires sont des anciennes personnalités politiques d'expérience, qui ont exercé des fonctions à hautes responsabilités dans leurs pays. Tout cela permet un réel espoir de démocratie accrue, de fermeté face au Conseil, et de visibilité renforcée pour la nouvelle Commission. Et cela d'autant plus que le personnel du service de communication des commissaires a été sérieusement restreint, afin d'encourager ces derniers à s'exprimer eux-mêmes sur leurs dossiers dans les médias.

Néanmoins, coordonner les décisions de toutes ces grandes pointures de la politique européenne ne sera pas une tâche aisée. Certains commissaires ont mené des mesures d'austérité fortes dans leurs pays, et il sera intéressant de voir comment cette nouvelle Commission sera capable d'agir selon l'approche « plus sociale » que revendique Juncker.

Si le président n'a pas pu choisir ses commissaires, il a néanmoins tenté d'accorder une plus grande importance au respect de la parité des sexes et des équilibres géographiques et politiques. Comptant neuf femmes, la nouvelle Commission restera évidemment majoritairement composée de membres du PPE, à l'image de son président. Mais les libéraux (ALDE), malgré leurs résultats à la baisse

aux élections, ont aussi obtenu de grands portefeuilles: le commerce, la concurrence, la justice et le marché intérieur numérique. Les sociaux-démocrates, quant à eux, ont une influence plus contestable au sein de cette Commission, exception faite des compétences de l'économie et la diplomatie.

SIX COMMISSAIRES SUR LA SELLETTE

Malgré la bonne volonté du président, la répartition des portefeuilles choisie par Jean-Claude Juncker a levé de violentes critiques de la part de l'opinion publique et du Parlement européen.

Un des candidats controversés est le Français Pierre Moscovici, à qui a été confiée la compétence des équilibres budgétaires, alors que la France annonce un déficit public plus important que prévu pour 2014 (4.4% au lieu de 3.8% du PIB) et qu'elle ne tiendra pas son engagement fait il y a deux ans d'atteindre les 3% pour 2015.

Attribuer le poste de l'énergie et du climat au portugais Miguel Cañete, qui avait des actions dans une compagnie pétrolière, est aussi contestable, notamment pour les Verts, qui jugeaient le conflit d'intérêts trop important. Ses justifications confuses sur ses liens avec le secteur pétrolier et sa déclaration d'intérêts incomplète avaient encore davantage enflammé les députés.

Un autre point litigieux était celui de l'attribution, dans un premier temps, de la compétence de la citoyenneté au commissaire hongrois Tibor Navracsics, alors même qu'il est proche du premier ministre Viktor Orbán, à qui l'Union européenne reproche de bafouer les droits de l'homme.

Enfin, le dernier commissaire problématique était l'ex-lobbyiste britannique Jonathan Hill, qui a obtenu le poste convoité de responsable des affaires financières, alors même qu'il maintient des relations très étroites avec la City. Cette fonction implique de surcroît la gestion de l'intégration bancaire de la zone euro, par le ressortissant d'un pays qui n'en est même pas membre.

L'argument donné par le président pour calmer le jeu a été de dire que cette attribution contre-intuitive des portefeuilles obligerait les États des commissaires controversés à respecter davantage leurs engagements vis-à-vis de l'Union européenne. Toujours est-il que la plupart d'entre eux ont peiné à se montrer convaincants lors de leurs auditions. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls : on notera la médiocre prestation de la candidate slovène auto-désignée Alenka Bratušek, et la difficile performance de Věra Jourová, la commissaire tchèque.

CHANTAGES ET REMANIEMENT

Lors des auditions en commission, l'alliance du PPE et des S&D n'a pas empêché un jeu de chantage entre les deux partis. Miguel Cañete ayant été fortement bousculé par les sociaux-démocrates lors de sa défense, les députés du PPE ont répliqué en n'accordant aucun traitement de faveur au candidat socialiste Pierre Moscovici.

« L'alliance du PPE et des S&D n'a pas empêché un jeu de chantage entre les deux partis. »

Après une première évaluation des auditions, il a été décidé que Tibor Navracsics, Věra Jourová et Pierre Moscovici devraient répondre à des questions supplémentaires par écrit, alors que Jonathan Hill a été convoqué pour un deuxième tour devant les députés.

Grâce à la coalition des grands partis, le candidat Miguel Cañete a été accepté comme commissaire, ce qui n'a pas été le cas de la candidate slovène Alenka Bratušek, qui a décidé de retirer sa candidature après avoir été recalée par le Parlement européen en l'absence de soutien de la coalition PPE-S&D et de l'ALDE.

Afin de satisfaire la majorité au Parlement européen, le président Jean-Claude Juncker a dû remanier sa Commission, pour qu'elle soit enfin acceptée.

La citoyenneté a été retirée au commissaire hongrois et confiée au grec Dimitris Avramopoulos, qui tient également le portefeuille de la migration et des affaires intérieures.

Suite à la démission de la candidate Alenka Bratušek, la Slovénie a proposé une autre candidate, Violeta Bulc, qui a hérité des Transports. Elle remplace ainsi le commissaire slovaque Maros Šefčovič, qui a pris la place d'Alenka Bratušek au poste de vice-président chargé de l'Union de l'énergie.

Enfin, les socialistes ont obtenu que le commissaire Miguel Cañete soit mis sous la tutelle de Frans Timmermans, qui détient ainsi la responsabilité du développement durable, en plus de son poste de vice-président de la Commission, en charge de la meilleure réglementation et des relations institutionnelles.

UN AVENIR PROMETTEUR ?

Si ces coups de théâtre ont été perçus comme des tractations douteuses aux yeux de certains, ils ont néanmoins assuré une plus grande visibilité des cli-

vages qui structurent la politique européenne, et, par la même occasion, provoqué un regain d'intérêt des électeurs.

Est-ce que cela conscientisera davantage les citoyens aux grands enjeux communautaires des années à venir ? Le temps nous le dira. Mais une chose est sûre, la nouvelle Commission a gagné une plus grande légitimité et remet l'Europe politique au goût du jour avec une personnification et une politisation très forte.

Son défi pour les cinq ans à venir sera de créer un véritable espace public européen pour qu'aux prochaines élections, le débat ne soit plus « *Sommes-nous pour ou contre l'Europe ?* » mais enfin « *Quelle Europe voulons-nous ?* ».



STÉPHANIE TOSCHI BEFINDET SICH IM ERSTEN STUDIENJAHR DES MASTERS-STUDIENGANGS INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN DER ULB.



„HÜTERIN DER VERTRÄGE, EINE RÜCKBESINNUNG?“

DIE DE FACTO DIREKTWAHL DES NEUEN KOMMISSIONSPRÄSIDENTEN UND DIE INNER-STRUKTURELLEN NEUERUNGEN DER EUROPÄISCHEN KOMMISSION GEBEN ANSTOSS ZU DER FRAGE, OB DAS ORGAN ALS GANZES EINE RÜCKBESINNUNG AUF DIE BESTIMMUNGEN DER VERTRÄGE ERFÄHRT.

Die Wahl des Europäischen Parlaments im Mai 2014 hat für die Europäische Union (EU) einige Neuerungen mit sich gebracht: Zum ersten Mal zogen die zur Wahl stehenden Europäischen Parteien mit einem gemeinsamen Spitzenkandidaten für den Posten des Kommissionspräsidenten in die Wahl.

Diese Neuauslegung kam nicht von ungefähr: laut Art. 17 (7) EUV muss der Kommissionspräsident unter Berücksichtigung der Parteienverhältnisse im Europaparlament gewählt werden. Dass dies anhand von Spitzenkandidaten/innen bewerkstelligt werden kann, war Politikwissenschaftlern bereits vor 2014 bewusst (Maurer/von Ondarza, 2012).

„Stellt die Neuordnung durch Juncker eine Rückbesinnung auf die von den Verträgen vorgesehene Rolle der Kommission dar?“

Nun hat Europa gewählt und neuer Kommissionspräsident wurde der Spitzenkandidat der EVP, Jean-Claude Juncker.

Die Wahl eines Spitzenkandidaten ist ein Erfolg für die Verträge, ist doch als Grundgedanke des Art. 17 (7) EUV die Stärkung der demokratischen Legitimation der Kommission. Doch die Reformen der Europäischen Kommission finden nicht mit der Wahl des Kommissionspräsidenten ihr Ende.

Der vorliegende Artikel soll der Frage nachgehen, ob es einen neuen strukturellen Aufbau der Kommission gibt. Stellt die Neuordnung durch Juncker eine Rückbesinnung auf die von den Verträgen vorgesehene Rolle der Kommission dar? Geht man diesen Fragen nach, so ist ein kurzer Einblick in die interne Neuordnung vonnöten, um anschließend zwei Argumente zur Unterstützung der These vor-

zustellen. Eine Betrachtung des Projektes zur Energie- und Klimapolitik eignet sich schlussendlich als Beispiel um die anfangs gestellten Fragen und Thesen zu beantworten.

DIE KOMMISSION ALS VERTRETERIN DER INTERESSEN DER EUROPÄISCHEN UNION

Nach Art. 17 (1) EUV vertritt die Kommission die Interessen der Europäischen Union als Ganzes, und soll somit Abstand von den einzelnen nationalen Positionen nehmen und als supranationales Organ fungieren (Kopp/Malek, 2009). Dies ermöglicht der Kommission, einen gemeinsamen Standpunkt der Union festzulegen, was unabdingbar für ein geschlossenes Auftreten nach außen ist (Kröger 2014). Allerdings wurden der Kommission in den letzten Jahren vermehrt Defizite in diesem Bereich vorgeworfen, da viele Kommissare die enge Gratwanderung zwischen nationalen Belangen und supranationalen Herausforderungen nicht bewältigen können.

In diesem Zusammenhang wird in der Fachliteratur oft das Principal-Agent-Modell angeführt, welches die Beziehung zwischen Kommissar und nationaler Regierung beschreibt (Hustedt et al., 2014, Kopp-Malek, 2009). In diesem Modell nehmen die Regierungen die Rolle des „Principals“ ein, während die Kommissare die „Agenten“ sind, welche die Interessen des Principals in den Verhandlungen innerhalb der Kommission vertreten.

Dies erschwert die Arbeit der Kommission nach Art. 17 (1) EUV und ein gemeinsamer Standpunkt

entsteht nur mit viel Mühe und einer oftmals mangelnden Kompromissbereitschaft.

“In seiner Rede vom 10. September 2014 nannte Jean-Claude Juncker selbst diese Umstrukturierung ‘a new collaborative way of working’,”

Die Kommission Junckers kommt diesem Anspruch zumindest in der Theorie etwas näher. Zwar senden die nationalen Regierungen noch immer Kandidaten nach Brüssel, allerdings sieht die Arbeit in Projekten, so wie von Juncker vorgestellt, eine stärkere Kooperation der verschiedenen Portfolios vor. Jedem Projekt ist ein Vize-Präsident/in zugeordnet, der/die die Arbeit innerhalb des Projektes überwachen wird. Die Kommissare sind nun nicht mehr nur auf ihr eigenes Ressort konzentriert, sondern werden dazu angehalten, ihre Vorhaben mit den anderen Kommissaren und dem Vize-Präsidenten abzustimmen.

Die verschiedenen Projekte spiegeln die Zielsetzungen, die Juncker in den Richtlinien innerhalb seiner Agenda (15.07.2014) vorgestellt hat, wieder. Aus den 10 in der Agenda genannten Richtlinien, wurden 7 in konkrete Projekte übertragen, die zukünftig Kommissare aus verschiedenen Ressorts zusammenbringen werden. Um innerhalb dieses Systems jedoch erfolgreich handeln zu können, wird es für die einzelnen Kommissare unerlässlich sein, von den nationalen Interessen Abstand zu nehmen um eine gemeinsame Politik im Sinne der Union zu entwerfen. In seiner Rede vom 10. September 2014 nannte Jean-Claude Juncker selbst diese Umstrukturierung „a new collaborative way of working“; im Zentrum steht also die Kooperation innerhalb der einzelnen Projekt-Teams.

EINE EFFIZIENTERE KOMMISSION

Gemäß Art. 17 (5) EUV sollte die Anzahl der stimmberechtigten Kommissare der Kommission, die am 1. November 2014 das Amt antritt, auf 2/3 der in der Kommission vertretenen Kommissare reduziert werden. Befürworter dieser Reform sprachen vor allem von einem Mangel an Effizienz, solange jeder Kommissar eine Stimme habe. In der Wissenschaft wird auch von einem „Gerangel um Portfolios“ (Maurer/von Ondarza) gesprochen, da jeder der mittlerweile 28 Kommissare einen Aufgabenbereich für sich beansprucht. Allerdings wurde von Seiten der kleinen Mitgliedsstaaten kritisiert, dass sie, im Falle des Inkrafttretens der Verkleinerung, an Einfluss über die Geschehnisse auf EU-Ebene verlieren würde. Aus diesem Grund wurde bereits im Jahr 2008 beschlossen, dass die Regelung zumindest zum 1. November 2014 nicht in Kraft treten würde,

was durch den Beschluss 2013/272/EU vom 22. Mai 2013 des Europäischen Rates formalisiert wurde (T. Hustedt et al., 2014, Maurer/von Ondarza, 2012).

Obwohl sich die Kommission nun in ihrer Entität erhält, bleibt der Anspruch derselbe: Die Arbeit muss effizienter bewerkstelligt werden. Juncker scheint für dieses Problem eine Lösung gefunden zu haben: Ohne formal die Anzahl der Kommissare zu verringern, lässt er die einzelnen Posten innerhalb der Projekte näher aneinander rücken. Durch die neugeschaffenen Vize-Präsidenten findet de facto auch eine Hierarchisierung der internen Struktur der Kommission statt. Durch den neuen Anspruch der Koordinierung innerhalb der Teams, soll die Arbeit effizienter werden.

FALLBEISPIEL - PROJEKT: ENERGIEUNION

Dass innerhalb der Europäischen Kommission eine neue Zeit angebrochen scheint, beweist der Blick auf das Projekt der „Energieunion und Klimapolitik“. Vorab wird jedoch knapp dargestellt, welche vertragsrechtlichen Grundlagen beide Politikfelder innerhalb der EU aufweisen.

Energie- und Umweltpolitik, welche die Klimapolitik beinhalten, sind zwei eng verknüpfte Politikfelder, bedingt durch ihren Querschnittscharakter. Demnach darf moderne Umweltpolitik nicht isoliert betrachtet werden, sondern muss sich in einen größeren Rahmen neben anderen Politikfeldern einfügen, wie zum Beispiel der Agrarpolitik, der Wirtschaftspolitik oder auch der Verkehrspolitik (Kopp-Malek, 2009). Mit dem Vertrag von Lissabon wurde im weitesten Sinne der oben angesprochene Querschnittscharakter der Umweltpolitik anerkannt, indem die in Art. 191 AEUV hervorgehobenen Zielsetzungen nicht nur den Umweltschutz einschließen, sondern auch den Schutz der menschlichen Gesundheit, den rationellen Umgang mit natürlichen Ressourcen und die Berücksichtigung unterschiedlicher regionaler Bedürfnisse. Art. 194 (1) AEUV stellt den Zusammenhang zwischen Energie- und Umweltpolitik her, indem auf die Förderung von erneuerbaren Energien als eine der Richtlinien der Europäischen Energiepolitik eingegangen wird. Die Anerkennung der Interkonnektivität beider Politikfelder ist grundlegend, um den klimapolitischen Herausforderungen des jetzigen Jahrhunderts gerecht zu werden (Fischer, 2009).

Während beide vorherigen Kommissionen – Barroso I und II – jeweils einen Kommissar für Umwelt und Energie, die Kommission Barroso II des Weiteren noch einen für Klimaschutz, designierten, wählt Juncker eine andere Strategie, um dem Querschnittscharakter beider Portfolios gerecht zu werden. In seinem Projekt-Team „Energieunion“, vereint

Vize-Präsident Maroš Šefčovič nicht nur die Portfolios Energie und Klima, sondern insgesamt 7 Ressorts: Regionalpolitik; Transport; Binnenmarkt, Industrie, Unternehmertum, und KMU; Klimapolitik und Energie; Forschung, Wissenschaft, und Innovation; Umwelt, Meerespolitik und Fischerei; und Landwirtschaft und ländliche Entwicklung.

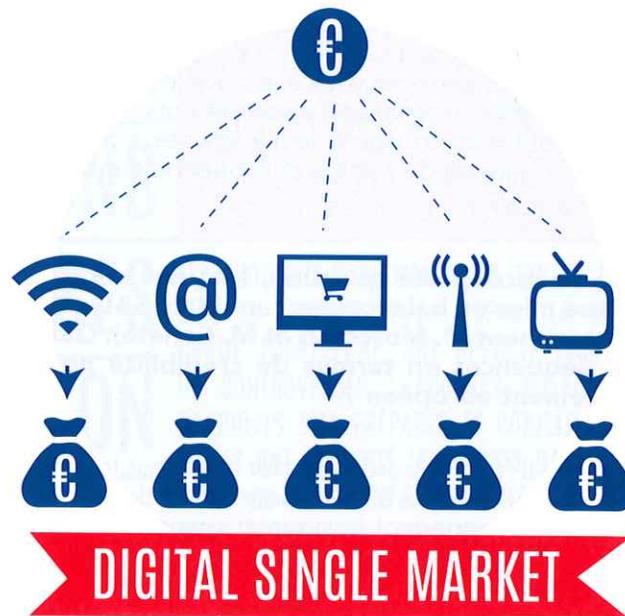
Laut seiner Rede vom 10. September 2014, hat Juncker sehr klare Vorstellungen vom Zusammenspiel zwischen Kommissaren und Vize-Präsidenten: während die einen die Rolle der „Team-Player“ einnehmen, sind die anderen die „Team-Leader“. Letztere werden, so Juncker, für die Aufnahme einer neuen Initiative auf die Agenda der Kommission zuständig sein, während die „Team-Player“ die Feinarbeit für die Ausformulierung der Initiative vornehmen. Eine Steigerung der Interdependenzen zwischen den Beteiligten ist förderlich für die Ausführung der Projekte; im Umkehrschluss bedeutet dies, dass ein Alleingang nahezu unmöglich wird. Da die Portfolios nicht nur formal, sondern auch thematisch interdependent sind, wird die Kooperation ermutigt, koordiniert durch den jeweiligen Vize-Präsidenten.

Was genau diese Rückbesinnung auf die vertragsrechtlichen Ursprünge für den politischen Alltag der Kommission bedeutet, bleibt offen und wird sich bald zeigen müssen. Allerdings steht sie sinnbildlich für den Wunsch Junckers, durch die neue Kommission ein neues Europa zu schaffen.

DIGITAL ECONOMY, DIGITAL SOCIETY : THE EUROPEAN VISION

THIS PERSONAL ARTICLE BY ROBERT MADELIN, DIRECTOR GENERAL FOR COMMUNICATIONS NETWORKS, CONTENT AND TECHNOLOGY AT THE EUROPEAN COMMISSION, SEEKS TO DESCRIBE THE OPEN, DYNAMIC, FAIR WORLD OF OPPORTUNITY WHICH THE EUROPEAN UNION COULD, WITH HELP FROM DIGITAL TECHNOLOGIES, SEEK TO CREATE, AND TO DEFINE SOME CHANGES NEEDED TO MAKE THIS VISION A REALITY.

CONTACT WITH ROBERT MADELIN BY MAURO SANNA, MASTER'S STUDENT AT THE INSTITUTE FOR EUROPEAN STUDIES.



VISION

I believe that the Internet and digital technologies (hereafter just «the Internet» or «things digital») are a set of revolutionary tools that can advance humankind. Europe can hasten that advance by showing clear, coherent leadership where things digital touch our economy and society.

“I believe that the Internet and digital technologies are a set of revolutionary tools that can advance humankind”

Where digital disruption creates societal tension or controversy, this more frequently reflects some sense of unfairness or vulnerability than the mere protection of incumbency or rents. By removing more swiftly any such sense of unfairness, we can keep open the roads of Europe, and the world, for creative disruption and human growth. By improving our digital assets, Europe can reap the fullest benefits from digital opportunity.

HUMAN OPPORTUNITY

For society to advance in the digital age, all its members must enjoy the effective opportunity to take part in the digital opportunity.

The two preconditions for participation are access and know-how.

We need universal access at speeds and bandwidth that allow every household to enjoy the full potential of digital public services, notably educa-

tion and health. I do not believe that the extension of the Universal Service Model could achieve that goal. Instead, we should concentrate on bridging the chasm that so far still separates public-private capital plans in most Member States from the level of investment that society needs.

“Cybersecurity is the «digital public health challenge» for our Networks”

In parallel, Europe must create for all generations the skills jump that a new technological tool-box requires of every individual. We have done well in launching the «Grand coalition for skills» and «European Code Week». We need more: to work cooperatively with teachers and with those responsible for formal learning across our continent to put coding, creativity and digital know-how in the mainstream. Only an EU-wide skills network for employers and trainers can ensure that no citizens, whatever their age, are left behind in the digital age and that no-one is forced by the lack of skills to forego the enjoyment of digital jobs, leisure and well-being.

Beyond understanding in academia and specialised circles, every citizen should be aware of how the digital world works, and how they can best enjoy its benefits. This is a matter for educators and for civil society, notably in areas such as consumer policy and the «safer Internet», but also for those whose business is on-line. The European Institutions can continue to cooperate with all actors of the Internet economy, especially in a model of self- and/or

co-regulation, to facilitate and create awareness of both risks and opportunities.

Awareness is not always enough. Cybersecurity is the «*digital public health challenge*» for our Networks. All citizens and all actors in society and the economy share responsibility to detect, contain and treat both systemic and acute threats, to maintain resilience and to ensure smooth recovery. Europe's institutions must be leading partners in this endeavour, and must maintain a solid network for cooperation. This work is underway (NIS). Likewise, the security of sensitive data within our networks requires careful protection. This applies with equal importance to the data running critical infrastructure (SCADA), the data underpinning trustable dealings between remote actors and the data entrusted by citizens to the Networks (IoT, financial data, personal data).

FAIRNESS

The shock of the new is everywhere in the digital world. Europe has always created and typically relished the new. But in some aspects, digital disruptions are challenged by governments as well as citizens because they seem not just disruptive and uncomfortable but also unfair.

At government level, EU, national or regional, this unfairness relates to the loss of control over «*our own*» economy or society.

Within the Single Market, the principle of the single home regulator for broadcast content for example, has been uncontested. The maintenance of a single local regulator is a critical source of efficiency, in matters where the goals of EU society are sufficiently clear, and subject to a safeguard clause and EU-level review of difficult cases.

However, it is clear that the trend is moving against tax arbitrage, where cross-border business models are used to take slices of another country's consumer content market, for example, while avoiding consumption levies and minimising also corporate tax. The ease and scale of base erosion that born-digital businesses can practice has created a sense, within the Single Market, but also world-wide, that new approaches are needed if governments are to maintain their ability to apply the principle that «*tax should fall where economic activities generating profit are performed and where value is created*».

Consumer fairness is worth a thought, too. Consumers do not seek a free lunch or criminal benefits. They largely expect to pay the going rate and to get a fair deal, on the Internet as much as on the High Street. Consumers also expect fair and increasingly

open access to copyright material, although not without fair returns for rights owners.

This is not yet the norm. Vertical constraints also create greater loss of welfare, other things being equal, in the digital market than was the case in the off-line economy. Finally, it is a perhaps predictable tragedy that there has not been swifter progress on a Common European Sales Law (CESL). We need to do more to boost corporate opportunity within the DSM if we are to maximise human opportunity in European Society.

We need ideally to define an Innovation Principle worthy of Europe's pioneering traditions. Already, in opening the scope of Collaborative public-funded EU research from Research to Innovation, the Horizon 2020 programme has defined the ideal of Responsible Research and Innovation (RRI).

Responsible Research and Innovation is an approach that anticipates, assesses and manages potential implications and societal expectations with regard to research and innovation, with aim to foster the design of inclusive innovation and sustainable outcome.

The goal must be to let responsible innovators out of the lab and into the streets. This is surely a good idea on certain simple conditions:

If digital innovators live up to the RRI goal;

If they define in some detail up-front how they assure that they will do no harm on a public policy check-list of minimum assurance: for example, respecting safety standards, paying taxes, feeding public authorities the data streams about the innovation that build knowledge and allow confidence;

If authorities and civil society are engaged in a sustained conversation about the impacts of the overall Responsible Innovation Drive in Europe?

In conclusion, digital is for people. I believe Europe can win a leading, global role in the digital age. But we need to change tack if the next 5 years are to see the emergence of a thriving European digital society, based on strong rules, strong people and a strong single market.



LA COMMISSION JUNCKER FACE À L'EUROSCEPTICISME AMBIANT

INTERVIEW RÉALISÉE PAR LAURA MERENDA, ÉTUDIANTE EN MASTER EN RELATIONS INTERNATIONALES À L'ULB.

LE 25 MAI DERNIER, UNE VAGUE EUROSCEPTIQUE S'ABAT SUR LE PARLEMENT EUROPÉEN. PRÉSENTE DANS PRESQUE TOUS LES PAYS, LA DROITE POPULISTE ARRIVE EN TÊTE DANS CERTAINS D'ENTRE EUX. LE PPE, LE S&D ET L'ALDE S'ACCORDENT ALORS POUR FORMER UNE LARGE COALITION SOUTENANT LA COMMISSION. ARTHUR BORRIELLO REVIENT POUR NOUS SUR LES ENJEUX.

Arthur Borriello est chercheur doctorant au Centre de Vie Politique (ULB). Ses recherches ont principalement porté sur les clivages politiques au Parlement européen ainsi que sur la légitimité politique. Les discours politiques nationaux sur l'austérité sont sa spécialisation.

Le ralentissement économique est un des éléments qui a mené à un vote eurosceptique lors des élections européennes. Que peut-on attendre de la nouvelle Commission pour contrer cette tendance ?

« L'euroscepticisme est un concept large qui tend à souffrir de ce que Sartori (politologue italien, NDLR) théorisait comme l'élasticité conceptuelle (Sartori, 1994). Cette idée est dangereuse. Ce n'est pas un terme qui est neutre mais qui sert à disqualifier certains groupes dans la compétition politique. De plus, un concept trop vaste ne permet pas de faire une analyse fine des éléments. On peut voter pour des partis eurosceptiques, parce qu'ils font de l'opposition à l'UE leur ligne principale, mais on peut aussi le faire pour des raisons différentes.

« La logique de grande coalition est décriée par tous les partis qui sont marginalisés. »

Dans les défis de la Commission pour contrer le climat de défiance, qui n'est en fait peut-être pas une opposition à l'UE elle-même mais la traduction d'une inquiétude économique et sociale, le plan d'investissement annoncé récemment peut être un bon pas. Les budgets redistributifs européens restent assez faibles dans beaucoup de domaines mais en termes de marketing politique et d'image, cela permet au moins de trancher avec l'image austéritaire ».

À la veille des élections européennes, les leaders d'extrême droite ont tenté de s'allier, notamment autour de Marine Le Pen, Harald Vilimsky et Geert Wilders. Bien qu'ayant échoué, cette tentative a-t-elle joué un rôle dans la volonté de créer une coalition aussi large, qui exclut les partis eurosceptiques ?

« La logique de grande coalition rejette les groupes minoritaires. Les partis dits eurosceptiques ont fait de bons résultats aux élections, mais ils sont confrontés à un paradoxe : ils doivent s'ordonner à un niveau de pouvoir dont ils contestent la légitimité. La coopération est difficile. Je ne pense pas que ces partis puissent réellement gêner le Parlement européen, vu leur faiblesse organisationnelle. Ils sont désavantagés par leurs contradictions internes, mais aussi par les logiques de fonctionnement propres au Parlement européen : coalition et négociations en coulisse. L'équilibre plus serré entre les grandes forces politiques a poussé à former une Commission autour des trois grands groupes. Le succès électoral eurosceptique était marquant, mais de là à le valoriser dans l'organisation politique européenne, il y a des obstacles institutionnels et idéologiques très importants. Cette tentative, au final, a échoué. C'est bien la preuve qu'elle n'a pas exercé de pression particulière sur la Commission. »

Afin de discréditer les deux grands partis français, le Front national ne cesse d'amalgamer leurs politiques à travers l'abréviation « UMPS ». Ne peut-on pas craindre, au niveau européen, une critique identique adressée par les partis eurosceptiques, visant à discréditer la nouvelle Commission puisqu'elle repose sur une coalition ?

« La logique de grande coalition est décriée par tous les partis qui sont marginalisés. On l'entend souvent aussi de la part des Verts ou de l'extrême-gauche. Cela repose sur une base réelle : l'absence de frac-

ture visible majorité/opposition. Forcément, les partis marginaux vont s'appuyer sur une critique de cet ordre-là : c'est le décrié manque de politisation de l'Union, souvent lié au manque de légitimité démocratique. Les périodes d'affrontements entre les grands groupes politiques européens concernent surtout les sujets relatifs aux libertés civiques qui opposent une vision conservatrice et une vision plus progressiste. Sur les grandes questions socio-économiques, les leviers budgétaires européens sont assez faibles. Les capacités redistributrices sont plus faibles qu'au niveau national. On n'a donc pas les mêmes conflits au niveau des ressources existantes. Or, je pense que s'il y a bien un point central dans les démocraties contemporaines, c'est l'économique et le social. Les petits partis marginaux vont donc affirmer qu'ils représentent eux-mêmes l'alternance. »

Lors des élections du 25 mai, UKIP est arrivé premier au Royaume-Uni et David Cameron a affirmé une nette opposition à la nomination Jean-Claude Juncker. Comment la Commission peut-elle composer avec une telle opposition ?

« La caractéristique britannique est que les partis politiques en interne sont très divisés par rapport à l'Europe. La difficulté réside dans la peur d'un désalignement de l'électorat et de défections internes puisque l'équilibre est délicatement maintenu. Les élections européennes sont soulignées par les politologues comme des élections de second ordre, qui se caractérisent généralement par un vote sanction. Ici, il faut reconnaître que la dimension est assez spectaculaire avec les résultats de UKIP.

« Dans l'UE, ce n'est pas seulement un gouvernement face à un parlement, le Conseil a son mot à dire. »

L'arbitrage reste donc difficile pour savoir comment la Commission doit jongler avec cela. Je pense que la situation britannique risque à terme de conduire à un véritable blocage. Maintenant c'est aux négociations en coulisses qu'incombera la mission de le surpasser. »

En Allemagne, après le soutien apporté par Angela Merkel à la nomination de Jean-Claude Juncker, certains se sont alarmés en affirmant que ne pas tenir compte des résultats des élections pourrait engendrer un ressentiment plus profond à l'égard de l'UE. Pensez-vous que cette crainte est toujours d'actualité ?

« Tout dépend de ce qu'on entend par 'ne pas te-

nir compte des résultats des élections'. Si on a une Commission formée sur base des trois plus grands groupes du Parlement, ce n'est pas une critique légitime. Dans l'UE, ce n'est pas seulement un gouvernement face à un parlement, le Conseil a son mot à dire. Je ne pense pas que ce soit quelque chose qui ait entaché la légitimité de la Commission en place. Les problèmes sont autres. Il est possible à nouveau de citer la difficulté de cerner un véritable clivage gauche/droite autour de grands enjeux distributifs. À terme, cela mine plus profondément la légitimité des institutions européennes que le fait que tel candidat soit avancé plutôt qu'un autre. Surtout quand la Commission reflète aussi bien les trois forces politiques européennes. »

En contraste avec la Commission Barroso, la Commission Juncker se veut plus politisée. Est-ce une solution pour lutter contre l'euroscepticisme ?

« En politique, on a les institutions et on a les acteurs qui assument leur rôle et qui leur font prendre une tournure particulière. Herman Van Rompuy était initialement vu comme un homme qui allait s'effacer. Finalement, il a assumé une position beaucoup plus proactive où il s'est révélé plusieurs fois déterminant. Ici, il s'agit de la même chose : interpréter un rôle institutionnel spécifique, qui change en fonction des interprètes. Ce qui a l'air d'être avancé, c'est une volonté plus politisée, qui effectivement est probablement une réaction à l'euroscepticisme. À nouveau, ça me dérange de parler d'euroscepticisme, il s'agit plus d'une réponse au climat de crise et de défiance, à la morosité des prévisions économiques. Une image plus proactive, politisée, semble être l'état d'esprit le plus légitime et adapté à la situation de crise et défiance généralisée. »



© Federica Mogherini (eeas.europa.eu)

FEDERICA MOGHERINI: THE NEW BORDERS OF EU'S FOREIGN POLICY

CONTACT WITH M. SEMINATORE, PRESIDENT OF THE EUROPEAN INSTITUTE FOR INTERNATIONAL RELATIONS, BRUSSELS AND TRANSLATION BY CHLOÉ FÉRÉ AND KIRILL GELMI, MASTER'S STUDENTS AT THE INSTITUTE FOR EUROPEAN STUDIES.

AS FEDERICA MOGHERINI TAKES OVER AS THE EU'S NEW HIGH REPRESENTATIVE FOR CFSP, RAPID CHANGES IN THE GLOBAL SECURITY CONTEXT DEMAND A NEW APPROACH ON EUROPEAN FOREIGN POLICY. MRS. MOGHERINI WILL NEED TO HELP RETHINK THE CFSP IN SPITE OF THE NARROW STRUCTURAL BOUNDARIES TO HER POWERS.

ROLE AND FIGURE OF THE HIGH REPRESENTATIVE

The Lisbon Treaty created the High Representative (HR) to assign him or her with a key role in the decision-making of the EU's foreign policy and made the European External Action Service (EEAS) conditional on the HR – as well as on the European Parliament.

Due to the high importance of security, defence and foreign policy issues in today's international system, the Lisbon Treaty deeply amended the institutional structure of foreign policy, which needed to be adapted to the EU's international role. A certain degree of communitisation has come along with the HR and the EEAS's functional autonomy of service. Nevertheless, this communitisation does not prevent the duality between the foreign policies of the Union and the Member States.

The figure of the HR and the creation of the EEAS follow a "Realpolitik" approach on EU's international relations, but are also the logical evolution of the "Community acquis": the EU has to "speak in one voice". The task is led by the need to ensure the coordination between EU institutions and other foreign policy actors while making common positions heard by the NATO's Security Council.

"Federica Mogherini can assert two things: her great activism and ambition, and a good ability to legitimate the foreign policy of the EU as well as the visibility of her function."

From an institutional point of view, the EEAS does not participate in decision-making, but focuses more on its advisory role for the European Council - which remains the central political institution of

the EU as it is representative of the Member States' shared sovereignty in this crucial field.

FEDERICA MOGHERINI, A NEW CHIEF FOR EUROPEAN DIPLOMACY: HER LEEWAY AND ASSETS

The successor of Catherine Ashton is Federica Mogherini, whose appointment has been through a second ballot among several candidates.

Federica Mogherini, despite her lack of significant experience in the field of foreign policy, has brilliantly proven her skills in the European Parliament. Suspected of being pro-Russian by the Polish and Baltic States representatives, Federica Mogherini can assert two things: her great activism and ambition, and a good ability to legitimate the foreign policy of the EU as well as the visibility of her function. Yet, her leeway is restricted by several structural hurdles: differences between the EU's Foreign policy and the ones of its Member States; a divided vision on goals and perspectives among the Member States; the difficult overlapping of external actions between the EU and NATO; subordination of the EU's Common Foreign and Security Policy to NATO's global policy; a lack of trust between the EU and Russia regarding the Ukrainian crisis and the absence of a global strategy of the EU in an underlying multipolar world.

The CFSP is the most recent among EU policies and collides with the classical realist conception of foreign policy. Indeed, the UE has considered foreign policy as the lengthening of its domestic policy - that is, a policy of neighbourhood, proximity and stabilisation. This understanding has guided enlargement policies. The idea according to which the EU is something more than an inter-governmental

institution - a hybrid political form, rather - leads towards an appreciation of this kind of external policy. It would be the demonstration of a civilizational, humanitarian and universal power of the kind Robert Cooper has called "the soft empire" (Robert Cooper, 2006).

"The EU needs to rethink itself and reshape its future progress towards a new idea – that is, a political confederation of member States."

The European identity has to deal, nowadays, with the weakness of its political aspects and the emergence of a global society from today's global economy, but also with terrorist threats. The EU must also broach the issue of energy dependence from countries which have a black-mailing power, such as Russia, or which are potentially hostile (Far-East countries).

RECOMMENDATIONS TO THE HIGH REPRESENTATIVE

Given the underlying multipolarity of the international system and the diversity of threats against an already vulnerable global security context, the EU's foreign policy has to make a distinction between multipolarity as a hierarchical and structured distribution of power and multilateralism as an attitude leaning towards negotiation and towards the acknowledgement of a principle of equality in international relations.

Such a distinction would aim at differentiating between potentially long-lasting, structure-determined allies or enemies and occasional or context-related partners or opponents in global issues. Multipolarity can be used to describe the kind of relations the EU has with the US, Russia, China, India etc. – that is, relations characterised by an unequal international system mirroring members unequal in status or capability. Relations falling within multilateralism – be it in the form of a coalition, of crisis prevention, of opposition – would on the other hand be characterised by the influence of international entities and by economical trans-nationalisation.

Any kind of stance by the EU concerning security policy needs to give priority to multipolar thinking over multilateral strategies, as this is the only way to ensure long-term security and world order vision. The EU should therefore be completely autonomous and by no means find itself in a subordinate position in its support for US international involvement, especially in solving the Ukrainian crisis. Mul-

tilateral ways should be confined to global affairs only: international integration and interdependence are growing; all while interstate relations remain treacherous and contentious. The state of uncertainty of several issues puts the future of global security relations at stake: the chance of a destabilization in China, the likely future decline of the US, the unstable European neighbourhood, the long-term weakness of the Russian state and an uneven power balance within the EU. All these uncertain variables claim for a redistribution of global power and for energy geopolitics.

When it comes to threats, the EU needs to be able to make out among sociologically and politically highly differentiated areas – like the Near and Middle East, the Persian Gulf and the Mediterranean. "Realpolitik" should guide the EU's approach in these vast, ever-conflictual areas. However, the main geopolitical and strategic priorities remain the EU's relations with Russia on the European continent. Of course, they currently revolve around the quest for peaceful relations between Eastern and Western Ukraine.

In order to be effective in the international system, the EU needs to rethink itself and reshape its future progress towards a new idea – that is, a political confederation of member States and a sociological integration of its people and economic policies. As for its relations with the USA, the EU should protect its independence in policy-making and its freedom to act as well as acknowledge the existence of two "Westes" (the European West and the American West), without letting the historical alliance between Europe and North America get looser.

A new idea for Europe begins with a stronger identity and with a new Common Foreign and Security Policy.

A COMMISSION OF MAKE-BELIEVE

PHILIPPE LAMBERTS WAS ELECTED IN JUNE 2009 FOR A FIRST TERM IN THE EUROPEAN PARLIAMENT, FOCUSING ON ECONOMIC AND FINANCIAL POLICY. TODAY HE IS CO-PRESIDENT OF THE GREENS/EFA GROUP.

THE NEW EUROPEAN COMMISSION UNDER JEAN-CLAUDE JUNCKER IS TAKING UP OFFICE AT A MOMENT WHERE THE EU'S ECONOMIC CRISIS HAS TAKEN ITS TOLL. UNEMPLOYMENT RATES IN THE COUNTRIES MOST HIT BY THE CRISIS REMAIN HIGH, ESPECIALLY AMONG THE YOUNG, WHILE THE EUROPEAN ECONOMY REMAINS SLUGGISH. A THIRD OF ALL EUROPEANS SEE THEMSELVES AT RISK OF POVERTY. AND WHILE CITIZENS STILL HAVE MORE TRUST IN THE EU THAN IN THE POLITICAL INSTITUTIONS IN THEIR COUNTRIES, TRUST IN THE EU HIT A RECORD LOW IN 2014. ALMOST HALF OF ALL EUROPEANS ARE PESSIMISTIC ABOUT THE FUTURE OF THE EU.

Juncker is well aware of this. When speaking at the European Parliament, just ahead of the vote on the new Commission, Juncker claimed, his college represented the "last chance" to regain the confidence of European voters. The Parliament confirmed Juncker's Commission thanks to the votes of the grand coalition of Christian democrats, Social democrats and Liberals. He has repeated this phrase ever since.

Inside our political group the belief is gaining ground that the priority of Juncker's Commission may just be to regain citizens' confidence, without tackling their real concerns. This belief emerged after the Parliament had questioned the candidate commissioners. Given our overall evaluation of these hearings, and despite all good will, it was impossible to support his college without betraying the Greens' ideals.

#LUXLEAKS

A case in point: the recent scandal on Luxemburg's tax deals uncovered by an international network of investigative journalists, the so-called Lux-Leaks scandal.

A couple of weeks before the scandal became known Juncker acknowledged that "we should step up our efforts to combat tax evasion and tax fraud, so that all contribute their fair share". He promised advances on administrative cooperation between tax authorities, a Common Consolidated Corporate Tax Base and a Financial Transaction Tax. How credible are these words, when uttered by the very same Jean-Claude Juncker who was politically responsible for all of Luxemburg's sweet deals, with Amazon, Fiat and many other multinationals? The proof of the pudding is in the eating. But Juncker's proposals in response to the scandal were timid: obliging EU countries to exchange data on special tax deals and reviving the debate on a common tax-base for companies. No word on breaking the secrecy of letterbox companies. Allowing an auto-

matic exchange of corporate tax data between EU countries? Silence.

At his press conference on the Lux-Leaks Juncker stood next to Frans Timmermans vice-president of the Commission and former Minister of Foreign Affairs of the Netherlands, another country notorious for loopholes in its corporate tax system. Timmermans told the Dutch Parliament in June last year that a common tax-base for companies should be a national matter and not that of the EU Commission. Could he suddenly have changed his political convictions?

"As Greens, we are happy to see the Commission finally paying closer attention to these tax deals – a matter, which ranked high on our agenda for many years already."

Given these odds, we could not be more curious about the progress of Margarethe Vestager's initiative to examine the tax agreements offered by four additional countries. The European Commissioner for competition announced the Commission will launch investigations against the UK, Belgium, Cyprus, and Malta to find out whether their tax deals have distorted competition. As Greens, we are happy to see the Commission finally paying closer attention to these tax deals – a matter, which ranked high on our agenda for many years already. We were even happier to learn that Vestager announced that the Commission will use the Lux-Leaks. She can count on our support.

INVESTMENTS TO DRIVE EUROPE OUT OF THE CRISIS

Corporate tax evasion is only one brick in the wall of the European economic crisis. It contributes to income inequality and has drained public budgets in most EU countries.

While writing these lines, I am convinced Juncker's

A NEW FIRST VICE-PRESIDENT IN CHARGE OF BETTER REGULATION, INTER-INSTITUTIONAL RELATIONS, THE RULE OF LAW AND THE CHARTER OF FUNDAMENTAL RIGHTS: WHAT CAN BE EXPECTED?

Given the major challenges highlighted by this new Commission, Eyes on Europe had the willingness to take this opportunity to introduce this new heading, whose purpose is to promote and foster debate, exchange and confrontation of argued opinions by offering a varied range of contributors to express their views and analysis on one single topic.

Eyes on Europe therefore invited Ms. Lorna Schrefler, Ms. Marianne Dony and Ms. Rachel Tansey to comment on the creation of the new post of First Vice-President of the Commission attributed to Frans Timmermans, who is therefore in charge of Better Regulation, Inter-institutional Relations, the Rule of Law and the Charter of Fundamental Rights. This position also provides a horizontal responsibility for sustainable development and the promotion of new partnership with national Parliaments.

In this context, it seems interesting to consider the hopes, fears, expectations and regrets of different EU experts and actors with respect to this institutional novelty. The challenge is to analyse and evaluate the possible consequences of the action of Mr. Timmermans on the European decision-making system and its various procedures, also in terms of regulation (or deregulation) and transparency. These considerations will also address the future of inter-institutional relations and the ambitious project of a new agreement.

As Eyes on Europe is willing to further contribute to assess and improve the European integration, it appeared clear that this main institutional innovation and a key office in the evolution of the European Union deserved a true and open debate.

EU Better Regulation and the First Vice President: a new mandate between challenges and opportunities

Lorna Schrefler is Research Fellow and Head of Regulatory Policy Unit at the CEPS

(A longer analysis by Schrefler, Renda and Pelkmans is available on the CEPS website entitled «What can the Better Regulation Commissioner do for the EU»)

The creation and prominence given to the post of First Vice-President (VP) in charge of Better Regulation, Inter-Institutional Relations, the Rule of Law and the Charter of Fundamental Rights is one of the most interesting novelties in Juncker's team. After only a few weeks in office, First VP Frans Timmermans has already made the headlines with a push for greater transparency in Commission's dealings with lobbyists and during the recent episode on plastic bags. While these are key signals on how he plans to shape his mandate, the complexity and extensive remit of the first VP's function deserve a deeper reflection, particularly as regards better regulation.

In this area, Mr. Timmermans inherits an intricate and challenging dossier. Specifically, the Commission impact assessment guidelines are under revision; evaluation guidelines are not yet ready, and the exact role and functioning of REFIT (the Commission's Regulatory Fitness and Performance programme) and fitness checks remain far from clear. Existing achievements, in particular the broad uptake of impact assessment by Commission services, cannot hide the persistence of quality issues (e.g. when impact assessment supports a pre-cooked decision) and governance questions (e.g. the role of the Impact Assessment Board) within the Commission itself.

This affects the overall coherence and effectiveness of the EU better regulation strategy. It is thus a wise

decision to make the First VP a sort of primus inter pares: this should provide a strong basis to clarify and finally resolve some open questions. The most pressing ones are discussed below.

Despite dedicated Inter-Institutional Agreements in 2003 and 2005, impact assessment has remained essentially a Commission business, with the rather prominent downside that the potential consequences of amendments by Parliament and Council are rarely assessed. Since 2012 the European Parliament has taken active steps to address this issue, but Council is still lagging behind.

Mr. Timmermans will have to come up with pragmatic solutions to make better regulation a shared responsibility under the ordinary legislative procedure.

Another key issue concerns transparency on 'delegated' and 'implementing' acts. The EU's approach in this area remains rather murky. How will the Commission select, among the thousands of such technical acts, which ones should be subject to impact assessment?

Impact assessment and risk assessment traditionally go hand-in-hand. This is not the case in the EU, where instructions on how to assess risk are rather terse. Yet, the regulation of risk is a significant portion of the EU acquis. EU risk assessment needs to be better codified, with clear guidance for Commission officials. The same goes for the use of scientific knowledge for policy-making purposes.

Finally, much speculation surrounds the "veto power" of the First VP on legislative proposals by fellow Commissioners. Whether this will transform Mr Timmermans into a super-Commissioner, or place him between a rock and a hard place, marginalised by the rest of the Commissioners, is too early to say. To be sure, he still has the additional burden of having to build his own job profile. This is going to be far from easy, but it is essential for a better, more effective EU.

Un premier vice président de la Commission européenne : quelle plus value ?

Marianne Dony est professeur ordinaire à l'ULB, Chaire Jean Monnet de droit de l'Union européenne et membre de l'académie royale de Belgique (classe des lettres, sciences morales et politiques)

L'une des grandes nouveautés de la nouvelle structure de l'exécutif européen est le renforcement du rôle des vice-présidents, désormais au nombre de sept. La plupart d'entre eux ont la charge de coordonner des groupes de commissaires sur des domaines politiques liés aux priorités annoncées par le nouveau président, conformément au système de cluster préconisé par divers auteurs.

Mais le collège comprend désormais aussi un premier vice président, en charge de coordonner l'ensemble des actions de la Commission de l'amélioration de la réglementation, des relations interinstitutionnelles, de l'État de droit et de la Charte des droits fondamentaux et du développement durable. Véritable bras droit du président, aux dires mêmes de ce dernier, il dispose d'un droit de veto et pourra arrêter n'importe quelle initiative, dont les initiatives législatives, lancée par un commissaire, faisant ainsi office de « filtre » pour le président Juncker.

Avec ce titre un peu fourre-tout, la portée exacte de la mission du premier vice président reste un peu difficile à saisir, de même que sa pertinence et sa valeur ajoutée, d'autant qu'elles dépendront en grande partie de la manière dont M. Timmermans exercera ses nouvelles prérogatives.

Au titre de l'amélioration de la réglementation, sa mission principale sera sans aucun doute de veiller au respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité, qui occupent une place déterminante dans le travail de l'institution. Cela reflète le nouvel objectif que s'est fixé l'institution, à savoir « montrer aux citoyens que l'Union européenne peut résoudre les problèmes à grande échelle et s'abstenir d'intervenir sur les enjeux mineurs ». A cet égard, le choix du premier titulaire de la fonction est tout sauf anodin, si l'on

se souvient qu'en tant que ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Timmermans avait dressé en juin 2013 un inventaire de 54 règles européennes qui devraient selon lui « retourner » sous la compétence des Etats membres. Il devra, maintenant, dans les trois premiers mois de son mandat, discuter avec le Parlement européen et le Conseil, de la liste des propositions législatives en instance et déterminer s'il faut les poursuivre ou non. Mais comment seront définis les « problèmes mineurs » dont l'Union devrait moins s'occuper ?

Le premier président jouera aussi un rôle de sentinelle dans la promotion de l'Etat de droit et des droits fondamentaux, là où cette mission était auparavant confiée aux commissaires en charge des différentes missions matérielles. Ce contrôle préventif et indépendant de la législation de l'Union est en ligne avec la conviction du président de la Commission que les droits fondamentaux et les valeurs sont au cœur du projet européen. Il pourra aussi s'avérer particulièrement utile au vu de la montée en puissance de la Cour de justice en la matière. Au titre des droits fondamentaux, le premier président aura aussi la délicate tâche de finaliser la conclusion de l'accord d'adhésion à la CEDH.

Enfin, il sera en première ligne pour la supervision des relations de la Commission européenne avec les Parlements nationaux et les autres institutions européennes. Il est ainsi chargé de négocier d'ici la fin de l'année un nouvel accord interinstitutionnel en vue d'établir « un meilleur processus législatif ». L'objectif est que les trois institutions trouvent un consensus sur un programme pluriannuel qui poserait les jalons stratégiques et les objectifs dès le début du mandat de la nouvelle Commission.

***The First Vice-President of “Red Tape”:
A powerful tool for the Commission’s deregulatory agenda***

Rachel Tansey is a freelance writer and researcher on environmental and economic justice issues, who regularly works with Corporate Europe Observatory.

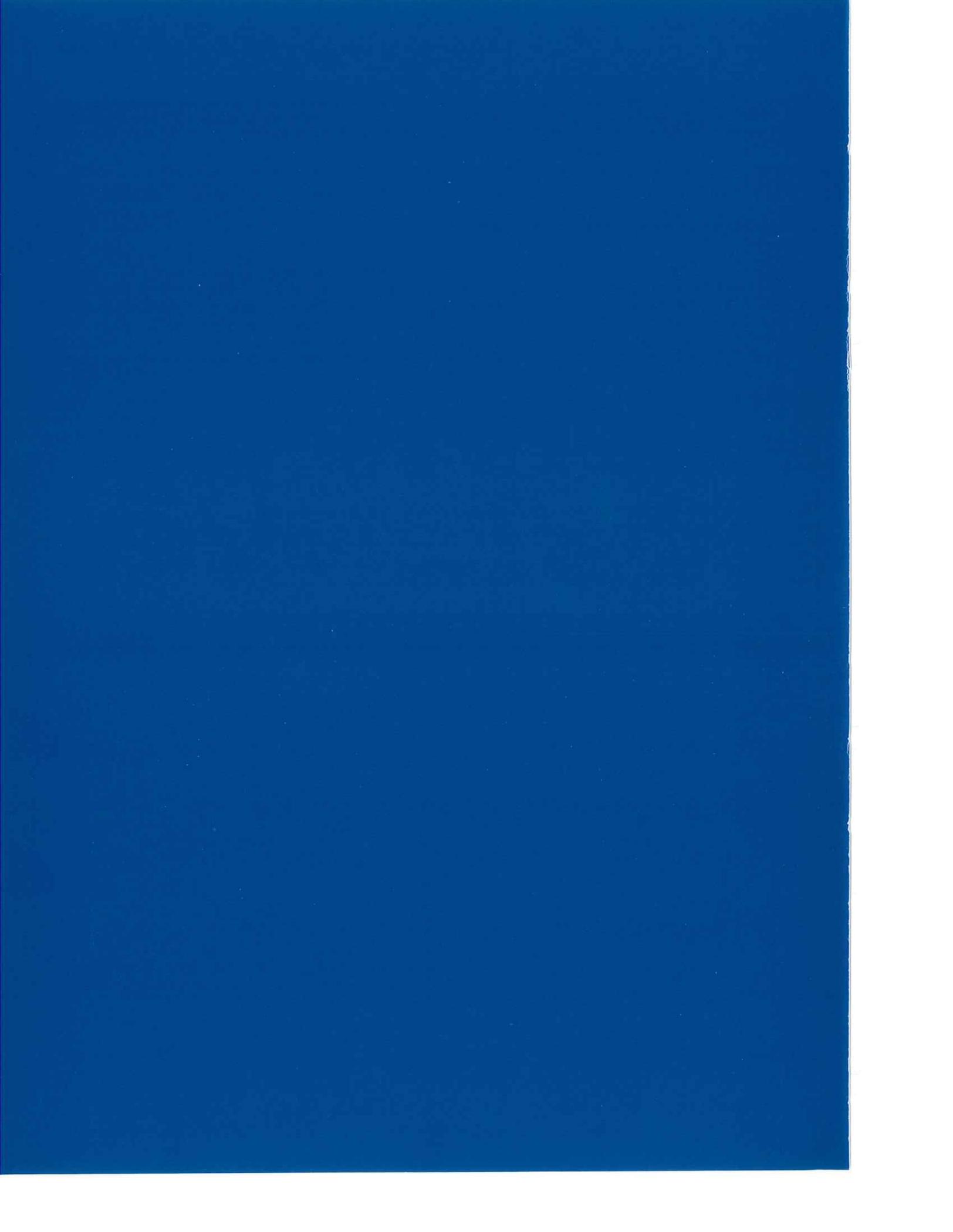
(She authored the report «The crusade against 'red tape': How the European Commission and big business push for deregulation» which was published by Corporate Europe Observatory and Friends of the Earth Europe in October 2014. This more complete and referenced analysis is available on the Corporate Europe Observatory website)

A deregulatory agenda favourable to big business interests has permeated the European Commission over the last decade. With the entrenchment of former Commission President Barroso's REFIT agenda (Regulatory Fitness and Performance Programme), the goal of “cutting red tape” has morphed into slashing regulations that protect the environment, workers and consumers but supposedly raise costs for business.

For example, in the last year, the Commission has scrapped laws or proposals on access to environmental justice, soil protection, carcinogens and mutagens, and compensation for oil pollution damage. This neo-liberal deregulatory push, under misleading banners like “red tape”, “better regulation” or “competitiveness”, is set to expand under Jean-Claude Juncker.

The structure of Juncker's thematic, cluster-based Commission can be traced to “advice” from influential big-business-linked groups, notably the “Friends of the European Commission”, an array of business representatives and ex-officials who've gone through the revolving door into the private sector. More significant however is the creation of a First Vice President for Better Regulation - a god of red tape, who can smite down any proposed law that burdens business.

Assigned to former Dutch Foreign Minister Frans Timmermans, Juncker claims Timmermans “will be my right-arm”. The role includes a veto right over any proposal – including legislative initiatives – coming from



any of the Commission departments. Timmermans is tasked with working with the European Parliament and Council to swiftly remove unnecessary “red tape”, including discussing all pending legislative proposals, within the first three months, to determine what to scrap. The role not only shows Juncker’s intention to take scissors to ever more ‘red tape’, but has been seen as a way to placate David Cameron with “a buffet of policies to please British eurosceptics”.

Whilst Timmermans assures that “Better regulation is not deregulation, it is not ideologically driven”, the European Peoples Party – the political grouping that nominated Juncker – has praised his role precisely as a “portfolio for better regulation and deregulation”.

As Dutch Foreign Minister, Timmermans was a vocal opponent of EU “regulatory burdens” on business. In his first month at the European Commission, Timmermans – together with Juncker - has drafted a “kill list” of EU laws that mainly targets environmental legislation, including on improving air quality, reducing waste and energy labelling. Perversely, whilst the better regulation agenda is often justified by reference to a perception of over-regulation, one area where polls clearly show citizens want more EU action is the environment. Yet the Commission’s crusade against red - and green - tape shows every sign of speeding up.

With the Commission having already embarked on a screening of around 130 pending legislative proposals, it is no surprise that big business has jumped on the opportunity. BusinessEurope has lobbied Timmermans to scrap proposals that would “damage the competitiveness of European companies” such as gender balance on boards, the circular economy package (resource efficiency, recycling, packaging, etc) and the Financial Transaction Tax.

This kind of profit-motivated corporate lobbying is only the tip of the iceberg. From corporate dominated expert groups to a revolving-door culture, big business interests have been pushing the rhetoric of red-tape reduction, “better regulation” and competitiveness-proofing for years. The primacy of such profit-friendly – but people and planet hostile – doubletalk, as exemplified by Timmermans’ role, threatens public-interest laws that protect our health, employment and planet.



Relations internationales

L'UNION EUROPÉENNE, UN ACTEUR FONDAMENTAL DANS LA LUTTE CONTRE EBOLA



L'EBOLA EST UNE DES URGENCES HUMANITAIRES LES PLUS GRAVES DE CES DERNIÈRES ANNÉES. AVEC PLUS D'UN MILLIARD D'EUROS APPORTÉS, L'UNION EUROPÉENNE EST UN ACTEUR CLÉ DANS LA LUTTE CONTRE LA MALADIE.

BEATRIZ RÍOS EST ÉTUDIANTE EN MASTER EN RELATIONS INTERNATIONALES À L'ULB.

En mars 2014, Médecins sans frontières tire la sonnette d'alarme : une épidémie d'Ebola sans précédent déferle sur la Guinée. Il faudra attendre jusqu'à août pour qu'elle soit reconnue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme une « urgence de santé publique de portée internationale ». A ce jour, plus de 5000 personnes ont perdu la vie. 14 400 personnes sont aujourd'hui contaminées et nous comptons déjà 3 pays considérés comme étant sérieusement affectés par le phénomène.

L'Ebola est une maladie mortelle dans 90 pour cent des cas. Très contagieuse, elle se propage très vite d'un pays à l'autre. Les trois pays les plus affectés sont le Libéria (6878 cas), la Sierra Leone (5586 cas) et la Guinée (1919 cas). En plus, cinq autres pays ont été touchés par l'épidémie : les Etats-Unis, le Mali, Le Nigéria, le Sénégal, et le seul pays européen affecté, l'Espagne. Ces cinq pays ont heureusement contrôlé la propagation de la maladie.

« Dès que l'épidémie a été déclarée, l'Union européenne a commencé à travailler pour y faire face, avant même que celle-ci soit reconnue en tant « qu'urgence internationale » par l'OMS. »

Dès que l'épidémie a été déclarée, l'Union européenne a commencé à travailler pour y faire face, avant même que celle-ci soit reconnue en tant « qu'urgence internationale » par l'OMS. Le risque de propagation vers le continent européen est bas mais l'importance de la situation fait réagir l'UE, par solidarité envers les pays affectés.

1 MILLIARD D'EUROS POUR LA LUTTE CONTRE L'EBOLA

Le 28 mars, juste après l'annonce de MSF, la Commission européenne octroie une aide de 500.000 euros destinée à l'approvisionnement en matériaux. « Il est essentiel que nous agissions rapidement pour éviter que la maladie se propage » affirmait l'ancienne Commissaire pour la coopération internationale, l'aide humanitaire et la gestion des crises, Kristina Georgieva.

Mais l'Ebola ne fait qu'avancer. Seulement une semaine après cette première main tendue, la Commission augmente le montant de l'aide à 1,1 million d'euros. En plus de l'aide, elle envoie du personnel. « La Commission européenne a mobilisé des experts et, dans un bref délai, a fourni une aide sur le terrain » affirmait l'ancien Commissaire pour le développement, Andris Piebalgs. Le Commissaire met notamment en exergue l'importance de la coopération avec l'Institut africain de la santé et l'Organisation mondiale de la santé.

Dans les mois qui ont suivi, l'opération se répétait et l'Union européenne a dû augmenter son apport financier pour atteindre le milliard d'euros symbolique. Un montant partagé entre la Commission européenne et les Etats membres destiné à l'aide humanitaire (visant des approvisionnements, des ONG sur le terrain, des projets de l'OMS,...). Une partie est notamment allouée à la mission de l'Union africaine (5 millions d'euros) et aussi à la recherche médicale (24 millions d'euros).

A l'aide fournie par l'Union européenne, il faut ajouter l'apport de chacun des Etats membres à hauteur de 600 millions au total.

UNE QUESTION FINANCIÈRE QUI PASSE AU SECOND PLAN.

Cependant, il faudra attendre septembre pour qu'il y ait une réponse coordonnée de l'Union face à l'Ebola. Deux résolutions du Conseil européen définiront l'action de l'UE.

L'aide humanitaire est très importante pour financer les projets en place, l'approvisionnement en aliments et en matériel sanitaire. Mais la lutte contre l'Ebola requiert d'autres mesures.

L'Union européenne a aussi contribué grâce au dépêchement d'experts qui ont suivi l'évolution de la situation, tout en mettant en place des laboratoires mobiles. Plusieurs Etats membres ont fait de même et ont participé individuellement à l'effort européen.

De plus, un pont aérien a été mis en place pour assurer le transport de biens de première nécessité et l'évacuation, en cas d'infection, des travailleurs humanitaires vers des hôpitaux européens.

Finalement, il y a aussi une démarche diplomatique. Entre le 12 et le 16 novembre, Christos Stylianides, Commissaire chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises et assurant le rôle de coordinateur européen dans la lutte contre l'Ebola, ainsi que Vytenis Andriukaitis, Commissaire à la santé, se sont tous deux déplacés au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone. Les Commissaires ont pu évaluer la mise en place de l'aide humanitaire européenne, et ainsi assister à l'évolution de l'épidémie puis identifier les futurs besoins. Ils ont offert leur soutien aux pays les touchés par le drame humanitaire qu'entraîne l'Ebola.

VERS UNE COLLABORATION INTERNATIONALE DANS LA LUTTE CONTRE L'EBOLA

Cette contribution européenne s'inscrit dans le contexte d'une coopération internationale plus étendue. Cette dernière implique un niveau inter-tatique mais aussi la participation d'organisations internationales, d'ONG et de certaines agences des Nations-Unies, acteurs clés dans la lutte contre cette épidémie.

« la gravité et l'ampleur de la situation exigent désormais un niveau d'interventions internationales sans précédent pour une crise de santé publique ».

En mars, Médecins sans frontières a sonné l'alarme, signalant une nouvelle épidémie en Guinée. L'expérience de MSF dans ce type de crise en fait un acteur immuable de la coopération internationale. L'aide apportée par l'Union européenne est en grande partie destinée au fonctionnement clinique de MSF et d'autres ONG présentes sur le terrain.

« Ban Ki-moon : la gravité et l'ampleur de la situation exigent désormais un niveau d'interventions internationales sans précédent pour une crise de santé publique »

En août, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a estimé que cette épidémie en Afrique occidentale avait atteint le stade d' « urgence de santé publique de portée mondiale ». L'OMS va alors devoir jouer un rôle fondamental dans la coordination des efforts internationaux dans la lutte contre l'Ebola, mais a pu être fortement critiquée pour la lenteur de sa réponse face à l'urgence.

En septembre 2014, l'Ebola devient un véritable enjeu de sécurité puisque le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une nouvelle résolution considérant Ebola comme une menace pour la paix et la sécurité internationales. Pour M. Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies :

Cette résolution estime que l'Ebola pourrait « conduire à d'autres cas de perturbations, de tensions sociales et une détérioration du climat politique et sécuritaire ». Un discours appuyé par José Manuel Barroso lors d'une conférence avec MM. Ban Ki-moon et Obama, alors qu'il était président de la Commission européenne. Ainsi, l'aide humanitaire devient d'une certaine manière un outil de contrôle et de sécurisation.

LA PAUVRETÉ N'EST PAS CONTAGIEUSE

L'Union européenne joue donc un rôle primordial par son soutien financier et matériel dans la lutte contre l'Ebola en collaboration avec d'autres États, et bien entendu avec les organisations internationales. Pour MSF, cet effort n'est cependant pas suffisant. Selon cette organisation, cette crise de santé publique exige un compromis plus fort au sein de la communauté internationale.

La lutte contre l'Ebola relève d'une urgence sanitaire internationale du fait du caractère contagieux de cette maladie. Néanmoins, chaque année des millions d'Africains meurent pour d'autres raisons : maladies oubliées en Europe ou tout simplement à cause de la famine. Or, de nombreuses voix en Europe s'élèvent, soulignant que de telles inégalités Nord-Sud exigent un compromis plus profond qu'une simple réponse ponctuelle à une crise sanitaire.

L'UNION EURASIATIQUE : ENJEUX STRATÉGIQUES ET RÉGIONAUX SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

L'UNION EURASIATIQUE SE VEUT ÊTRE UNE RÉPLIQUE AMÉLIORÉE DE L'UNION EUROPÉENNE. CETTE ORGANISATION RÉGIONALE EN PASSE DE NAÎTRE, ET DÉJÀ EN VOIE D'AFFIRMATION SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE, MÉRITE TOUTE L'ATTENTION DES DÉCIDEURS EUROPÉENS.

CHLOË SEBAGH EST ÉTUDIANTE EN MASTER À L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES.

©CharlesFred (Flickr.com)

« Imaginaire orientaliste ou géopolitique anti-européenne ? » (Laruelle, 2002), telle est l'une des premières interrogations qui émerge lorsque l'on tape « Eurasie » sur internet. Le projet d'Union eurasiatique (UEA) qui s'est matérialisé par l'accord du 29 mai 2014 unit le mythe de l'Eurasie, ensemble continental à la jonction entre deux mondes, aux réalités stratégiques actuelles.

Cette organisation scellant l'union de la Biélorussie, du Kazakhstan et de la Russie est un objet qui doit interpellier l'Union européenne ; entre mimétisme et concurrence, elle la renvoie à une pluralité d'enjeux relatifs à sa construction, à ses orientations et à son avenir.

L'ÉLABORATION D'UNE UNION ÉCONOMIQUE, OBJECTIF PREMIER DES SIGNATAIRES

Le projet eurasiatique n'est pas une nouveauté. En mars 1994, Noursoultan Nazarbaïev affirmait déjà sa volonté de structurer l'espace post-soviétique autour d'une « Nouvelle Union » visant à créer un espace économique commun et favorisant une politique de sécurité coordonnée.

Après maintes tentatives d'intégration, ce projet cher au Président kazakh, récupéré par Vladimir Poutine, est aujourd'hui en passe de devenir une réalité. Pour lui, l'Union eurasiatique est appelée à devenir un acteur mondial jouant le rôle de pont entre l'Europe et l'Asie.

S'inscrivant dans la poursuite des avancées effectuées dans le cadre de l'Union douanière et de l'Espace économique commun, respectivement créés en 2010 et 2012, elle constitue le quatrième stade d'intégration économique entre trois acteurs centraux de l'espace post-soviétique, susceptibles d'être rejoints par d'autres Etats membres de la

Communauté des Etats indépendants (CEI), notamment l'Arménie et le Kirghizstan.

Elle vise à mettre en place un marché commun de 170 millions d'habitants au sein duquel la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes pourrait s'exercer sans entrave dès son entrée en vigueur fixée au 1er janvier 2015.

« Oscillant entre intégration économique et début d'intégration politique, partiellement réalisée avec la création de la Commission eurasiatique, l'UEA semble marcher dans les pas de l'Union européenne. »

La dimension économique est celle qui est privilégiée par les futurs Etats membres. L'enthousiasme de leurs dirigeants sur les potentialités qu'elle offre sur ce plan ne saurait dissimuler leurs divergences. D'importants blocages subsistent à propos de l'intégration politique, quant à la perspective d'une intégration militaire, la volonté de renforcer l'Organisation du Traité de sécurité collective, qui pose des questions évidentes de souveraineté nationale.

Oscillant entre intégration économique et début d'intégration politique, partiellement réalisée avec la création de la Commission eurasiatique, l'UEA semble marcher dans les pas de l'Union européenne.

UNE RÉPLIQUE ORIENTALE DU PROJET EUROPÉEN : ENTRE MIMÉTISME ET VELLÉTÉ DE CONCURRENCE

Au-delà de la méthode de construction et de la prééminence des objectifs économiques, les similitudes se manifestent dans les questionnements auxquels l'Union doit se confronter. Lorsqu'il s'agit

de choisir entre privilégier l'intégration ou l'élargissement, ou encore de trouver une solution aux disparités entre Etats membres, l'une peut puiser dans l'expérience de l'autre.

Si les fondateurs de l'Union eurasiatique s'inspirent ouvertement de l'Union européenne, ils n'hésitent pas à la fustiger en affirmant créer un modèle hybride et capable de la concurrencer : « A la différence de l'Union européenne, l'Union eurasiatique est une structure souveraine qui prendra ses décisions seules » soulignait Vladimir Lepekhn, directeur de l'Institut de l'Association économique eurasiatique. Il rapporte ainsi sans équivoque la critique d'une Union « pro-atlantiste » qui apparaît incapable de gérer de façon autonome et efficace les conflits régionaux.

« La nouvelle organisation pourrait miser sur sa position géographique et sur le contexte international actuel pour s'imposer en tant que puissance stratégique. »

La nouvelle organisation pourrait miser sur sa position géographique et sur le contexte international actuel pour s'imposer en tant que puissance stratégique. Vladimir Poutine y voit l'occasion de s'affirmer sur la scène internationale et de préserver les intérêts russes dans les pays membres de la CEI. « Cet étranger proche qui s'éloigne » (Dreyfus, 2013) est au cœur d'une lutte d'influence qui s'est concrétisée par la mise en œuvre du Partenariat oriental à partir de 2009.

Cette politique de voisinage de l'Union européenne vise à renforcer ses relations avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine par le biais d'Accords d'Association. Bien qu'elle ne soit pas parvenue à démontrer toute son efficacité, la Russie a perçu cette stratégie comme une réelle menace euro-atlantique visant à réduire sa capacité à s'immiscer dans les choix de ces Etats. Or, l'enjeu est crucial pour le Kremlin au regard du développement de mouvements contestataires favorables à la perspective européenne et des multiples affrontements qui se sont déroulés dans la région ces dernières années.

ATOUTS ET FAIBLESSES DE L'UNION EN DEVENIR

Regain d'influence pour la Russie, sortie de l'isolement et nouvelles opportunités économiques pour la Biélorussie et le Kazakhstan sont les objectifs affichés dans leur engagement. Qu'en est-il de la cohérence de cette Union, indispensable à sa viabilité et à son affirmation en tant que concurrent ou partenaire stratégique de l'Union européenne ?

L'UEA dispose d'indéniables atouts et d'une force énergétique considérable avec 1/5 des ressources

pétrolières et 15 % des ressources gazières mondiales. Cependant, elle ne saurait être en mesure de concurrencer l'Union européenne (500 millions contre 171 millions de consommateurs) ou la Chine sur le plan industriel, ne serait-ce qu'en considérant les écarts de taille entre leurs marchés respectifs.

Toutefois, l'organisation naissante est déjà menacée par la prédominance démographique, économique et militaire de la Russie. Au-delà de la contrainte qu'il fait peser sur les négociations, ce déséquilibre met en exergue le risque de réduire la Biélorussie et le Kazakhstan à de simples « Etats vassaux » subissant l'ingérence de « l'ours russe ». Astana s'est d'ailleurs farouchement opposée à la création d'un Parlement eurasiatique dans les négociations qui ont abouti au Traité instituant l'UEA. Vecteur de crispations quant à la vocation politique de l'Union, cette disproportion apparaît d'autant plus alarmante au regard de l'attitude largement coercitive de Moscou pour inciter d'autres Etats de la CEI à prendre part à l'Union.

La stratégie russe fait ressortir les désaccords entre Etats membres, notamment concernant l'Ukraine, grande absente de l'Union qui occupe pourtant une place de choix dans la liste des partenariats de ces Etats. L'issue de la crise ukrainienne sera déterminante pour l'avenir de cette organisation.

Par ailleurs, les profondes inégalités entre les Etats, les retards dont ils souffrent et les problématiques ethniques régionales devront être dépassés pour parvenir à une Union stable, de surcroît avec l'intégration de l'Arménie officialisée par un accord d'adhésion signé le 10 octobre 2014 à Minsk.

Ajoutons que sa pérennité dépend aussi de sa capacité à survivre à ses initiateurs et à la dissolution du caractère autocratique de ces régimes. L'Union eurasiatique ne fait pas l'unanimité au sein des populations des Etats membres, effectifs ou potentiels, comme en témoignait la proposition de référendum sur la sortie de l'Union douanière initiée par l'opposition kazakhe en mars 2013.

Malgré ses faiblesses, l'Union eurasiatique deviendra une réalité en janvier 2015. Sous hégémonie russe, elle constitue un outil qui présente autant de risques que de potentialités pour ses membres et ses observateurs. Que l'Union européenne l'appréhende comme une menace ou un partenaire, nous ne saurions ignorer ce qui pourrait devenir, au fil de ses développements, un nouvel acteur clé dans l'actuel contexte international.

EU-BRAZIL : WHAT FUTURE FOR THEIR RELATIONS?

EUROPE IS GETTING CLOSER AND CLOSER TO THE LATIN AMERICAN POWERHOUSE : BRAZIL. EVEN THOUGH NEGOTIATIONS ON A FREE TRADE AGREEMENT STARTED IN THE LATE 90'S, BOTH PARTNERS ARE STILL FACING MANY INTERNAL ISSUES THAT INHIBIT THE ACHIEVEMENT OF AN EFFECTIVE AGREEMENT.

CHUMIŃSKA KATARZYNA IS A LAW STUDENT AT THE JAGIELLONIAN UNIVERSITY IN CRACOW AND AN EXCHANGE STUDENT AT THE ULB.

DRAGOMIR BIANCA GEORGIANA IS A MASTER'S STUDENT IN INTERNATIONAL RELATIONS AT THE ULB.

Brazil is one of the BRICS-powers on the international scene and an important global player in many fields. All this success attracted EU's attention and they started negotiations to put the basis for a strategic and bilateral partnership in 2007 in order to satisfy common interests in economy, trade and politics.

PERSPECTIVES

The real lever here is trade and economic interests: Brazil is the 9th trading partner of the EU, which in turn is Brazil's largest trading and investment partner. While the EU is focusing its exports mainly on manufactured products, such as machinery, transport equipment and chemical products, the South American country is the biggest exporter of meat, agricultural and other primary goods to the EU. European Commission statistics reveal that all member states imported € 450 million worth of beef from Brazil in 2011 and this figure is meant to grow in the next years.

It is important to specify the relevant position of Brazil in the MERCOSUR and UNASUR to understand the EU's interest towards this country. Actually, both organizations were originally created thanks to the Brazilian government's engagement and its participation in these projects represents the pivot of the Brazilian foreign policy. Thanks to them Brazil is seen as promoter of regional integration and a guardian of stability of the continent.

"Brazil is the most powerful and influential state in Latin America"

Also from the point of view of economic power, two thirds of gross domestic product of MERCOSUR come from Brazil. Besides, the EU considers Brazil as a good opportunity to intensify its relations with the MERCOSUR and to reach a multilateral dialogue with the South-American region. However, Brazil

is more focusing on the projection of its influence on the MERCOSUR, leaving little autonomy to the organization itself. Another indication of Brazil's economic strength is that this country and others from Latin America, such as Argentina and Uruguay, were excluded from the European Union's Generalised Scheme of Preferences in January 2014. Now these countries are considered too rich to benefit from low import duty and this should be an incentive to accelerate the negotiations for an equal and liberalised trade agreement as proof of mutual interests, but as you can read further, the negotiations for their partnership are blocked.

CONTRADICTIONS AND DIVERGENCES

For that matter, we can observe that some issues in the past months revealed some divergent opinions especially on trade: while Brazil is keener on agricultural liberalization, the EU wants to keep a more protective Common Agricultural Policy. Especially countries that benefit the most from CAP subsidies are afraid of the competition from across the ocean. Ireland, who is the largest per capita beneficiary has formed an alliance with France and Spain and consequently fights to preserve existing benefits for Irish farmers. Irish agriculture minister Simon Coveney said in 2011 that since 80% of Irish beef is exported to EU countries his country is particularly vulnerable to trade agreements with MERCOSUR. Meanwhile Jackie Cahill, the president of Irish Creamery Milk Suppliers Association, one of the biggest farmers lobbies in Ireland, stated

"We should oppose the MERCOSUR deal with every ounce of energy we have"

and that *"any possible trade deal between the EU and MERCOSUR would present a substantial threat to Ireland's national interests"*.

The other problem that the EU is facing, common for most of the member states, the decreasing number of farmers and the ageing farming population. According to the Overview of CAP Reform 2014-2020,

launched by the European Commission only 14% of EU farmers are under 40 years of age. Growing competition from the part of Brazil and MERCOSUR will obviously not be an incentive to reverse this situation.

“Some protectionist fields block the negotiations”

Brazil has also demonstrated an ambiguous behaviour: while reaffirming in official meetings and briefings its commitment to liberal and open markets, the government has enacted laws which restrict foreign investments in Agribusiness; for instance, the acquisition of rural land is restricted for foreigners or Brazilian companies controlled by foreigners. Some protectionist behaviour in certain economic fields is blocking the negotiations too.

Moreover, the Brazilian legislation imposes some restrictions for a number of activities that can only be exploited by born or naturalized Brazilian and even have the participation of foreign capital forbidden. These protected areas include among others national airlines, navigation and shipping companies, mining and hydro agencies. So the Brazilian government tries to prevent the acquisition or the exploitation of domestic companies by foreigners. Another divergent point is the current Ukraine crisis. In fact, Brazil is not willing to share the European view of imposing economic sanctions; on the contrary, it has increased the flux of exports to Russia, which has replaced in part banned European exports.

POSSIBILITIES FOR PARTNERSHIP

Nevertheless, their interaction is based also on common values about democracy, peace, international stability and human rights promotion as the Joint Action Plan 2012-2014 shows and which allows often meetings between the two actors to put into practice the agenda. During their most recent meeting, this 7th Summit on 24th February 2014, they highlighted the strategic partnership in three key areas: firstly re-launch a strong and sustainable growth economy and job creation, including new emerging fields; secondly, how to cooperate effectively on foreign policy issues and thirdly, how to develop their partnership facing new challenges in areas such as climate change, environment, cyber security and energy.

Great propositions to solve this stalemate are expected from the first Juncker commission. Since its investiture, many European and Brazilian investment and trade companies have shown a great in-

terest to strengthen this bilateral dialogue and prepared a document with several proposals to be sent to Mr. Juncker and to the Commissioners in charge of trade and agriculture. Not only European Institutions were renewed this year, but this autumn also Brazil was confronted with domestic elections: the citizens had to choose their new president. However, in the electoral campaign, the external politics was generally put apart by the candidates in order to cope with and answer to the expectations of Brazilian population, so the main attention was dedicated to domestic problems. The recent elections in Brazil, confirmed Dilma Rousseff for her second mandate, starting from 1st January 2015 and together with the Juncker Commission they could have a noteworthy opportunity to overcome these commercial limitations and open a new phase in their partnership in order to reach a liberalised trade agreement.

Overall, their dialogue progressed substantially thanks to close historical, cultural and human ties, as they share basic values: on the one hand, they respect democracy and multilateralism; on the other hand, they struggle against poverty, inequality and human rights violations. By starting this strategic partnership, EU has demonstrated awareness and recognition about the Brazilian leadership position in its own area and also its powerful status in the international politics and economy. However, there are also ambiguous positions : at the first sight their common values and aspirations can allow a real and successful partnership, but on the other side EU must be realistic and first solve internal issues on trade and CAP, as well as Brazil should open its market to European investors.

Only by facing their domestic complications, the partnership could offer a valuable opportunity for greater prosperity to their over 700 million citizens.



INTERVIEW RÉALISÉE PAR JOHANNA BOUQUET, ÉTUDIANTE EN MASTER COMPLÉMENTAIRE À L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES.

LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE : ÉTAT DES LIEUX

YVES ROSSIER, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, NOUS EXPOSE L'ÉTAT ET LES PERSPECTIVES DES RELATIONS ENTRE LA SUISSE ET L'UNION EUROPÉENNE. LES DERNIERS MOIS ONT EN EFFET ÉTÉ MOUVEMENTÉS À BIEN DES ÉGARDS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE BERNE ET BRUXELLES.

EoE : En février dernier, les citoyens suisses se sont à 50,34% exprimés, lors d'une initiative populaire, en faveur de la limitation de l'immigration au sein de leur pays (notamment au travers de l'introduction de quotas et de la préférence nationale sur le marché du travail) ce qui, à terme, aura des conséquences sur la libre circulation de nombreux Européens. Quelles sont les raisons, selon vous, de ce vote?

Y.R. : Il y en a plusieurs mais j'en citerais deux principales. La première est une forte augmentation de l'immigration européenne depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne (UE). Entre 2002 et aujourd'hui, le nombre de citoyens de l'UE résidant en Suisse a augmenté de 45%. Plus de 1,3 million de citoyens de l'UE sont domiciliés en Suisse, pour une population de 8,1 millions d'habitants. Ce n'est pas rien et j'en viens à la seconde raison : malgré une situation économique favorable et un chômage bas, la hausse de la migration provoque des craintes au sein de la population suisse qui craint le dumping social, l'abus des prestations sociales et, globalement, une réduction de son niveau de vie. Les Suisses redoutent aussi que l'immigration menace leur mode de vie.

« Les craintes exprimées chez nous se retrouvent dans beaucoup de pays de l'UE. »

Cela dit, le cas suisse ne doit pas être vu comme un cas particulier ou un accident. Il est le reflet de ce qui se passe dans l'UE également. Les craintes exprimées chez nous se retrouvent dans beaucoup de pays de l'UE. Le vote suisse est l'expression d'une certaine méfiance face au modèle de développement économique qui, bien que globalement positif, est un défi pour certaines catégories de population. Le résultat du 9 février doit être compris comme un signal au monde économique et politique. En ce sens, il serait faux de refuser un débat sur la libre circulation des personnes en s'arc-boutant sur l'intangibilité des principes.

EoE : Votre gouvernement semble avoir été mis dans l'embarras quant aux résultats de ce vote. Comment la future proposition de loi, qui découlera du résultat de l'initiative populaire, fera-t-elle la synthèse entre le respect du choix du peuple suisse et le maintien d'une relation bilatérale approfondie avec l'UE ?

Y.R. : C'est tout l'enjeu des prochains mois. Nous devons trouver, d'une part, une solution qui respecte la volonté du peuple suisse en matière migratoire d'ici février 2017, date à laquelle l'initiative populaire doit être concrétisée dans la législation et, d'autre part, poursuivre la voie bilatérale qui régit fructueusement nos relations économiques et humaines avec l'UE, voie qui a été maintes fois confirmée par des votes populaires. Cette voie bilatérale doit également être rénovée. Dans ce but, des négociations entre la Suisse et l'UE en vue d'un accord institutionnel ont débuté en mai dernier. Elles avancent bien mais ne sont pas achevées. L'idée est de trouver un mécanisme qui gère les accords existants et futurs entre la Suisse et l'UE s'agissant de l'accès réciproque aux marchés. L'objectif est que, dans l'espace juridique commun créé par les accords bilatéraux, les règles soient interprétées et appliquées de la manière la plus homogène possible.

EoE : Comment ces derniers développements en matière migratoire ont-ils affecté vos relations (de travail, de négociations etc...) avec l'UE? Est-il devenu plus difficile de négocier des accords bilatéraux?

Y.R. : Les relations entre la Suisse et l'UE sont très intenses mais le vote du 9 février les a rendues incertaines. Au lendemain du vote, l'UE a suspendu certains accords (les programmes Erasmus et Horizon 2020) et gelé certaines négociations. Puis les choses ont repris un cours normal : nous avons conclu un accord pour la participation partielle de la Suisse au programme de recherche européen Horizon 2020 jusqu'à fin 2016. Les négociations dans le domaine de l'électricité ont repris. Mais il faut savoir

que le maintien de certains accords ou le développement de nouveaux accords sont suspendus à ce qui se passera dans le domaine de la libre circulation des personnes.

EoE : L'UE étant le premier partenaire commercial de la Suisse, les derniers événements ont-ils eu un impact au plan des relations économiques entre l'UE et la Suisse?

Y.R. : Non, pas pour l'instant. Mais à terme, l'incertitude quant à l'avenir de la voie bilatérale entre la Suisse et l'UE peut créer un climat d'insécurité pour l'économie suisse et les relations économiques bilatérales. Les relations économiques et humaines entre la Suisse et l'UE sont très étroites. Il y a plus de 120 accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Il n'existe aucun pays tiers avec lequel l'UE ait tissé un tel réseau d'accords. La Suisse est à bien des égards un pays plus intégré à l'UE que certains Etats membres.

« La Suisse est à bien des égards un pays plus intégré à l'UE que certains Etats membres. »

Quelques chiffres seulement, mais qui sont impressionnants : la valeur totale du commerce de marchandises et des services s'élève à plus de 1,58 milliard d'euros par jour ouvrable. La Suisse est le deuxième investisseur dans l'UE avec des stocks d'investissement directs qui dépassent 500 milliards d'euros. En même temps, la Suisse est le second lieu de destination des investissements étrangers européens dont la valeur s'élève à 680 milliards d'euros. Chaque jour, près de 1,3 million de personnes et 700 000 véhicules traversent les frontières communes. C'est plus que le trafic de frontière entre les Etats-Unis et le Mexique et les Etats-Unis et le Canada !

EoE : De nombreux représentants politiques des pays membres de l'UE se sont exprimés sur le résultat du vote. Entre autres, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a déclaré que la Suisse s'était auto-pénalisée avec ce choix, qu'en pensez-vous?

Y.R. : La libre circulation des personnes contribue à la croissance économique de la Suisse. Mais elle suscite aussi des craintes qui ont été exprimées lors du vote du 9 février. La Suisse doit donc trouver une solution qui préserve à la fois les bénéfices de la libre circulation et qui prend en compte les préoccupations des citoyens. Je le répète : si nous devons trouver nous-même la réponse aux implications posées par ce vote sur nos relations avec l'UE, le problème soulevé par la Suisse, s'agissant de la migration, est le miroir de ce qui se passe aussi au sein de l'UE. Nous devons par conséquent trouver ensemble une voie qui tienne compte des intérêts des deux parties.

L'UE À TRAVERS LA COALITION CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE



ABORDER L'ÉTAT ISLAMIQUE EST DEvenu ESSENTIEL POUR COMPRENDRE LES ENJEUX QUI SE DÉROULENT ACTUELLEMENT AU MOYEN-ORIENT ET EN EUROPE. LE DJIHADISME EST UN PHÉNOMÈNE INTERNATIONAL CONTRE LEQUEL L'UNION EUROPÉENNE LUTTE, MAIS AVEC QUELS OBJECTIFS ?

MOHAMED FAHMI EST ÉTUDIANT EN MASTER À L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES.

Le 29 juin 2014, Abou Bakr Al-Baghdadi proclame le rétablissement d'un califat à cheval entre l'Irak et la Syrie, doté d'une puissance militaire et financière sans précédent parmi les organisations terroristes à travers le monde.

Son objectif est simple, l'expansion de son territoire jusqu'à la reconfiguration complète de la carte du Moyen-Orient en sa faveur. Très vite, ce proto-Etat va s'imposer par la force mais surtout par son instrument le plus redoutable, sa capacité à faire peur. « Daesh » (acronyme arabe de l'état islamique) est doté d'une agence médiatique qui exporte la propagande djihadiste à travers le monde entier.

Twitter, Facebook, YouTube et autres réseaux sociaux sont les cibles privilégiées pour transmettre les différents messages et vidéos. Notamment les quatre vidéos d'exécutions des journalistes américains et britanniques qui ont suscité un grand émoi au sein de la société internationale (Knobel, Le Huffington Post, 10/2014). La sortie de *flames of War*, un documentaire réalisé par l'Etat islamique (EI), démontre une grande maîtrise de la cinématographie de la part des djihadistes.

« Obama veut éradiquer l'EI et l'UE cherche un plus grand rôle sur la scène internationale. »

Scénario retravaillé, les offensives sont toutes suivies par trois caméras à haute résolution qui élaborent des épisodes au ralenti, sous-titrés et d'une violence extrême, le tout décoré par des chants guerriers et des récitations des versets du Coran qui interviennent simultanément pour façonner les uns et terroriser les autres.

UNE GUERRE SANS MERCI

Initiée par Barack Obama, la coalition qui regroupe plusieurs états occidentaux et arabes a pour but de contenir l'EI à court terme et de le détruire à long terme. Sa stratégie consiste à supporter ses alliés au sol (gouvernement irakien, les kurdes et la rébellion syrienne) par des frappes aériennes ciblées sur les terroristes d'un côté, et par un soutien logistique de l'autre. Cependant, la situation n'est pas aussi simple que cela car Daesh est doté d'un armement lourd de fabrication américaine (chars, véhicules blindés, armes légères sophistiquées...) récolté après ses batailles avec l'armée irakienne.

De plus, l'organisation compte sur le soutien d'une bonne partie de la population irakienne arabe sunnite qui avait subi des discriminations sous le gouvernement de Nouri Al-Maliki. Enfin, l'EI compte entre 31.000 et 50.000 combattants dont 12.000 étrangers en provenance du monde entier. Quelque 3000 occidentaux dont au moins 700 Français, 400 Britanniques, 320 Allemands et 250 Belges sont partis faire le djihad en Syrie et en Irak. Ces chiffres qui sont en croissance font très peur aux gouvernements européens qui redoutent des risques sécuritaires en cas de retour de ces recrutés. Les expériences Merah en France et Nemmouche en Belgique illustrent l'entrée en action des loups solitaires radicalisés et entraînés aux attentats en tous genres. Pour l'Union européenne, il est donc capital d'arrêter ces flux de djihadistes sur son territoire.

L'APPROCHE EUROPÉENNE

À travers la coalition d'Obama, l'UE veut non seulement participer à la guerre contre le terrorisme aux côtés des Américains, mais espère également stériliser la plaie djihadiste qui s'est ouverte au cœur de son territoire. Ce phénomène de radicalisation est tellement inquiétant pour Bruxelles qu'il a été décidé de participer avec unanimité des états membres à une intervention militaire. Nous assistons donc à un tournant majeur dans la politique étrangère européenne car les états membres sont en général d'accord pour intervenir directement ou indirectement en Irak et en Syrie afin d'éradiquer le terrorisme, sauver les minorités ethniques et religieuses victimes d'exactions, et stopper le recrutement d'Européens. Dans ce cas, la politique européenne de voisinage (PEV), qui vise à promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité économique dans les régions avoisinantes de l'UE s'applique différemment par rapport aux autres cas. Par exemple, le cas libyen a démontré que l'UE avait eu recours aux sanctions politico-économiques et l'imposition de la démocratie comme précondition à toutes formes de négociations pour résoudre le conflit. L'option militaire avait été refusée par l'UE et ce sont la France et le Royaume-Uni qui sont intervenus militairement pour mettre fin à la dictature de Kadhafi. Tandis que dans le cas de l'EI, en plus des sanctions, il y a actuellement une forme d'unanimité quant à l'intervention militaire aux côtés des alliés en Irak et en Syrie

Même l'Allemagne, qui s'est toujours montrée hostile aux déploiements armés et qui manifeste souvent son soutien à l'alternative diplomatique, a envoyé 40 officiers afin d'entraîner les peshmergas kurdes et les soldats irakiens pour qu'ils puissent faire face à la menace terroriste. L'UE est aujourd'hui clairement sur le devant de la scène internationale de par son implication dans la crise ukrainienne d'une part, et de par sa participation à la coalition contre l'état islamique d'autre part.

Il est en effet certain que la politique étrangère de l'Union européenne soit de nouveau en cohérence avec la politique étrangère des États-Unis, et il est encore trop tôt pour parler d'une autonomie totale au niveau des relations extérieures de l'UE vis-à-vis de l'Oncl Sam, même si la coalition internationale n'aurait pas vu le jour sans l'accord des dirigeants européens. Cette crise démontre que les États-Unis ne peuvent plus agir seuls pour contrer une menace extérieure, ils ont besoin des Européens pour lutter contre les différentes menaces. Il y a une dépen-

dance mutuelle multi-niveaux qui s'est développée ces dernières années entre l'Amérique du Nord et l'Europe : la crise ukrainienne, la guerre contre le terrorisme, et le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) ne sont que le reflet d'une nouvelle réalité, celle d'une possible remise en question de l'hégémonie des États-Unis et l'émergence de l'Union européenne comme puissance régionale sur la scène internationale (Telo, 2013).

« La stratégie de la coalition est encore pleine de défauts. »

L'interrogation se situe actuellement sur l'efficacité de la coalition pour lutter contre l'état islamique. L'échec de l'opération militaire qui dure depuis des mois en Irak (surtout dans la province d'Al-Anbar dont 80% du territoire est sous le control de Daesh) et qui regroupe : le gouvernement irakien, les milices chiïtes, les peshmergas kurdes et les pays de la coalition ; fait émerger des doutes quant à l'efficacité de la nouvelle stratégie qui vise à reconquérir les territoires pris par l'EI.

Aussi, la crise syrienne démontre l'impasse à laquelle mène la tactique de l'Occident dans son combat contre le terrorisme, la ville syrienne de Kobané étant dans une situation critique malgré le soutien massif aux combattants kurdes du YPG (Unités de protection du peuple). Plus inquiétant encore, de nombreux experts militaires expriment leur scepticisme face à cette stratégie. Selon ces derniers, le nombre de combattants au sol est insuffisant pour repousser les djihadistes et se baser sur les frappes aériennes est une erreur puisque les bombardements ne feront que ralentir l'avancée de l'EI (Benraad, 2014). Pour que l'UE réussisse à réaliser ses objectifs au Moyen-Orient, il faudra qu'elle commence par mener une politique étrangère plus cohérente entre sa structure supranationale et les états membres pour pouvoir déployer des moyens d'intervention plus efficaces (Telo, 2013).

EU, RUSSIA AND UKRAINE: WHAT'S THE STATE OF PLAY ?

JAVIER FERNÁNDEZ QUEVEDO IS A MASTER'S STUDENT AT THE INSTITUTE FOR EUROPEAN STUDIES.

AFTER THE CEASEFIRE SIGNED ON SEPTEMBER 5 IN UKRAINE AND THE PRESIDENTIAL ELECTIONS HELD ON OCTOBER 26, WE ARE FACING A NEW INCREASE OF THE TENSIONS IN THE EAST OF THE COUNTRY. BUT, WHAT HAS BEEN DONE AND WHAT IS THE CURRENT SITUATION AND POSITION OF THE EU REGARDING THIS MATTER? INTERVIEW TO **MAJA KOCIJANCIC**, THE EUROPEAN EXTERNAL ACTION SERVICE (EEAS) SPOKESPERSON.

EoE: What is the agreed European policy with regards to Crimea?

M.K. : We have implemented a common non-recognition policy to the illegal annexation of Crimea. This means that this annexation has not been and will not be accepted. We have also agreed on restrictive measures that aim to hinder this process and support the importance of the territorial integrity of Ukraine, which we consider inviolable. These measures include sanctions on people who keep supporting, promoting or collaborating with the illegal annexation. It includes members of the military forces of Russia, as well as political leaders in Moscow and Crimea, whose work has contributed to the illegal annexation. The EU also has imposed restrictive measures regarding partnership collaboration and investment in Crimea, which implies that most of the cultural, research agreements and the development cooperation programs have been suspended. Furthermore, the investment of European enterprises in Crimea is forbidden until further notice, and those who might incur in activities in this region will be sanctioned.

The EU does not recognise neither the authorities of the new government in Crimea nor the documents (mainly passports) that they are issuing for the population. In May 2014 the EU prepared guidelines regarding the issuing of Schengen visas to persons residing in Crimea. As per the European Council Conclusions of 20 March 2014 and in line with our non-recognition policy, EU Member States should continue to apply the current rules on visa applications. This means that all residents of Crimea, irrespective of whether they hold Ukrainian, Russian or any other citizenship, should apply for Schengen

visas at the consulate of the relevant Member State in Ukraine.

EoE: Are we in accordance with other international partners in this policy?

M.K. : The United Nations has adopted a Resolution saying that the annexation of Crimea is illegal and violates the territorial integrity of Ukraine. Even though there are some countries that do recognize Crimea as a new territory of the Russian Federation, like Armenia or Cuba, the great majority voted for this Resolution (number 68/262) that reaffirms the belonging of Crimea to the State of Ukraine.

Apart from the European Union, many other countries have imposed sanctions linked to Russia's actions. Among these countries, the United States and Canada have taken similar measures to those of the EU. Japan, Australia, New Zealand, Switzerland and Norway have also imposed sanctions regarding individuals and enterprises operating in Crimea.

EoE: What is the EU's view on the elections of November 2, 2014, in the East of Ukraine?

M.K. : The EU does not recognise these so called «elections». We believe that they breach the peace process established by the Minsk Protocol, and that they hamper the negotiation process. In fact, these elections have not been supervised by the OSCE-ODIHR or any internationally recognised experts and have therefore not been recognised by any state. The Minsk Protocol, co-signed by representatives of the Russian Federation and the two self-proclaimed «republics», foresees early local elections in parts of the Donetsk and Luhansk regions in accordance with the Ukrainian law on interim self-governance.

EoE: What are the EU's short-term goals, and what are the long-term objectives with Ukraine?

M.K. : For the EU, Ukraine must be allowed to decide on its own future. Right now, an important short-term goal is to see Ukraine form a government that will be able to commit to the reform called-for by its people as well as to Ukraine's international commitments. This would mean that Ukraine is on its way to having a solid democracy that is capable of passing the necessary anti-corruption laws, starts the decentralization process, reforms the judiciary, protects its minorities and becomes more energy efficient.

Another important short-term goal is to see the demilitarization of the Eastern part of Ukraine, which is intimately connected to the long-term goal of seeing the OSCE Special Monitoring Mission to Ukraine control the totality of the Ukraine-Russia border. About the current situation on the ground, the High Representative has already stated that “It is imperative to avoid any re-escalation of hostilities. All parties must now show utmost restraint, strictly abide by their commitments under the Minsk Protocol [...] I call on the Russian Federation to fully assume its responsibilities in this regard, including by preventing any further movement of military weapons or fighters from its territory into Ukraine”.

“The main goal is to arrive to a sustainable political solution in accordance with the Minsk Protocol. A diplomatic, non-belligerent solution that respects fully the unity, independence, territorial integrity and sovereignty of Ukraine, as well as international law.”

The main goal is to arrive to a sustainable political solution in accordance with the Minsk Protocol. A diplomatic, non-belligerent solution that respects fully the unity, independence, territorial integrity and sovereignty of Ukraine, as well as international law.

EoE: How much readiness is Ukraine showing towards more involvement with the EU, and how is the EU responding to these actions?

M.K. : Even though Ukraine’s compromise with the EU has been reflected in the last elections, with a high support for the pro-European parties, the changes are rather slow, and some progress can be done in this aspect. As the Council has concluded, following the outcome of the elections a broad national consensus should be sought in view of intensifying much needed political and economic reforms in Ukraine, including constitutional reform, decentralisation, reform of the judiciary, law enforcement, fight against corruption and ensuring the rights of persons belonging to national minorities. A renewed inclusive, country-wide national dialogue on reforms will be important to consolidate Ukraine’s unity and internal cohesion.

The EU has already shown a great support to Ukraine’s efforts. First, we have shown great flexibility with the delay in the application of the DCFTA. The support has also been seen through the great financial and in kind aid that is being appointed to Ukraine and the work of the OSCE there. The European Commission has already planned a series of economic packages to help the economic and poli-

tical progress of the country that could reach € 11 billion, with funds coming from the EU budget and EU-based international financial institutions. Just the week before last on 12 November, the Commission, on behalf of the EU, disbursed €260 million to Ukraine as part of the EU Macro-Financial Assistance (MFA) for the country, coming in addition to the €600 million disbursed earlier this year under the two ongoing MFA programmes.

EoE: Can we say that there is a humanitarian crisis in Ukraine? What is the EU action in this respect?

M.K. : Thousands of vulnerable civilians are being pushed into humanitarian crisis by the fighting, especially with winter approaching.

On 12 November the EU boosted its humanitarian assistance and recovery aid to €32 million, to meet the immediate needs of the vulnerable and conflict-affected populations in Ukraine.

It is also imperative that all sides to the conflict adhere to International Humanitarian Law and ensure unhindered humanitarian access to the people in need. The European Union is ready to increase its support for the population affected by the conflict as part of its overall support for Ukraine. And we must not forget host communities, who are demonstrating a huge amount of solidarity towards Internally Displaced Persons. Confidence-building measures between these two groups are important to strengthen Ukrainian society as a whole.

“It is also imperative that all sides to the conflict adhere to International Humanitarian Law and ensure unhindered humanitarian access to the people in need.”

We are also very worried about the situation of the Tatar community in Crimea and the human rights situation there more generally. Abuses described in recent report by Human Rights Watch include limitations of freedom of expression and of peaceful assembly; intimidation of those who opposed Russia’s actions, including by paramilitary groups whose activities have not been duly investigated; effects of coercive granting of Russian citizenship, as well as intimidation and persecution of the Crimean Tatar community.

The general findings of the report confirm what the UN, OSCE and CoE missions have reported. We call once again on the so-called authorities and on Russia to fully respect all fundamental rights and freedoms in Crimea.



Économie et social

L'INNOVATION SOCIALE : UNE SOLUTION POUR SORTIR DE LA CRISE ÉCONOMIQUE?

ALESSIA CHIAVETTA EST ÉTUDIANTE EN BACHELIER EN SCIENCES POLITIQUES À L'ULB.

DANS LE CONTEXTE EUROPÉEN ACTUEL, OÙ LE TAUX DE CROISSANCE DU CHÔMAGE JUVÉNILE SEMBLE NE PAS S'ARRÊTER, IL EST TRÈS IMPORTANT DE CONSIDÉRER LE RÔLE-CLÉ QUE LES JEUNES PEUVENT JOUER POUR CONTRIBUER AU DYNAMISME ET À LA PROSPÉRITÉ DU FUTUR. LEUR TALENT, LEUR ÉNERGIE ET LEUR CRÉATIVITÉ PEUVENT CONTRIBUER, D'UNE MANIÈRE DÉCISIVE, À LA CROISSANCE DE L'EUROPE POUR L'AIDER À LUTTER CONTRE L'ACTUELLE CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE. DANS CES CONDITIONS, IL SEMBLE NÉCESSAIRE DE FOURNIR AUX JEUNES LES INSTRUMENTS POUR EXPRIMER LEURS PROPRES CAPACITÉS ET COMPÉTENCES ET VALORISER LEUR PROPRE CRÉATIVITÉ. LE SENS D'APPARTENANCE, LA COLLABORATION ET LE PARTAGE À L'INTÉRIEUR D'UNE COMMUNAUTÉ REPRÉSENTENT LES BASES POUR RÉALISER LES PRATIQUES DE L'INNOVATION SOCIALE. MAIS QU'EST-CE QUE L'INNOVATION SOCIALE? ET, SURTOUT, PEUT-ELLE AIDER LES JEUNES EUROPÉENS À SORTIR DE LA CRISE ÉCONOMIQUE?

L'INNOVATION SOCIALE ET SES CARACTÉRISTIQUES

L'innovation sociale représente l'ensemble des nouvelles idées (produits, services, et modèles) qui répondent aux besoins sociaux (précarité économique, absence des services, etc..) grâce à l'emploi de nouvelles technologies (on peut citer comme exemples l'introduction d'ordinateurs dans les classes ou encore le développement des systèmes électroniques pour la sécurité et l'assistance des personnes âgées).

« L'innovation sociale et la responsabilité sociale, entre autres, se fondent sur l'idée de développement et d'organisation que permettent d'aborder les plus récentes transformations de l'économie. »

L'innovation sociale et la responsabilité sociale, entre autres, se fondent sur l'idée de développement et d'organisation que permettent d'aborder les plus récentes transformations de l'économie. En particulier elles créent de nouvelles relations sociales ou de nouvelles collaborations (on observe, par exemple, comment aujourd'hui la plupart des jeunes se retrouvent dans la « online community » qui représente un nouveau type de participation, d'union et de groupe). Le principe de base est donc que chaque technologie peut contribuer au développement de l'innovation sociale. Mais l'innovation sociale peut-elle aider les jeunes européens à sortir de la crise économique?

L'IMPACT DE L'INNOVATION SOCIALE EN EUROPE : EXEMPLES DES PROJETS SOCIO-INNOVANTS.

Pour aborder les incertitudes et défis du monde du travail, on observe qu'au sein des politiques européennes d'innovation sociale (et plus précisément dans le cadre du Fond Social Européen), beaucoup de projets ont déjà été réalisés. Parmi ces projets, on en retiendra deux, particulièrement efficaces : « Fit for IT and for the job market » et « Digital skills in demand ».

Le premier projet, réalisé en Estonie, avait pour but de former des chômeurs dans le domaine des hautes technologies. Les participants ont notamment appris l'analyse et la gestion des dossiers et la connaissance du système opératif informatique. Après une période de formation, ils ont également eu l'opportunité de faire un stage dans différentes entreprises. A la fin du projet, 55 participants sur 65 avaient trouvé un emploi.

Le deuxième projet a été réalisé en Irlande où 200 participants ont créé des sites internet gratuits pour des entreprises, en leur offrant l'opportunité de publier leurs activités en ligne. Après trois mois, 56 % des participants avaient trouvé un emploi.

Chaque année la Commission européenne organise un concours où les idées les plus novatrices et exceptionnelles reçoivent un prix. Les citoyens européens proposent de nouvelles solutions pour répondre au défi de l'emploi. Cette année la Commission a reçu 1.254 propositions, dont trois ont remporté un prix.

Le premier projet, intitulé « From waste to wow! QUID project », a été réalisé en Italie dans le secteur de la mode. Le projet consistait à recycler des déchets de première qualité pour créer des col-

lections limitées et fournir ainsi des emplois à des femmes issues d'un milieu défavorisé. Avec cette activité de recyclage, les femmes ont créé des produits facilement commercialisables (comme t-shirt, jupes et pantalons), ayant une valeur sociale en plus. Dans une interview relative au projet, une des participantes parle de son expérience : « Il y a dix ans que je suis arrivée en Italie et j'ai fait beaucoup de travaux pour entretenir mes fils. Ce projet a ramené le soleil dans ma vie ».

Le deuxième projet, appelé « Urban Farm Lease », a été réalisé en Belgique dans le secteur de l'agriculture urbaine. Il s'agissait d'organiser une formation, un réseau et des services de conseils pour permettre à des chômeurs de tirer partie des vastes surfaces urbaines disponibles qui se prêtent à l'agriculture.

Le dernier projet, intitulé « Voidstarter », a été mis en place en Irlande. Il avait pour but de fournir aux chômeurs la possibilité d'apprendre à rénover des espaces vides en bénéficiant de l'expérience d'artisans qualifiés. Ce projet a permis de convertir des logements sociaux abandonnés en espaces d'apprentissage et en laboratoires de l'esprit d'entreprise. Autrement ces logements resteraient inoccupés parce que les conseils municipaux n'ont pas de budgets suffisants pour les rendre habitables.

L'ex-commissaire européen au Marché intérieur et aux Services, Michel Barnier, à l'issue de la remise des prix, a déclaré : « Nous estimons que les projets primés peuvent tirer parti des lacunes dans la réponse aux besoins sociaux pour créer des emplois durables. Je souhaite que ces projets soient développés et reproduits et inspirent davantage d'innovations sociales en Europe. Nous devons exploiter ce potentiel pour apporter des solutions novatrices aux besoins de nos citoyens et créer de nouveaux types de travail. »

POUR UNE EUROPE PLUS INNOVATRICE

L'innovation sociale pourrait donc contribuer à créer de nouveaux emplois ou de meilleurs emplois, tout en apportant une réponse aux défis urgents auxquels l'Europe est confrontée.

« L'innovation sociale pourrait donc contribuer à créer de nouveaux emplois ou de meilleurs emplois, tout en apportant une réponse aux défis urgents auxquels l'Europe est confrontée. »

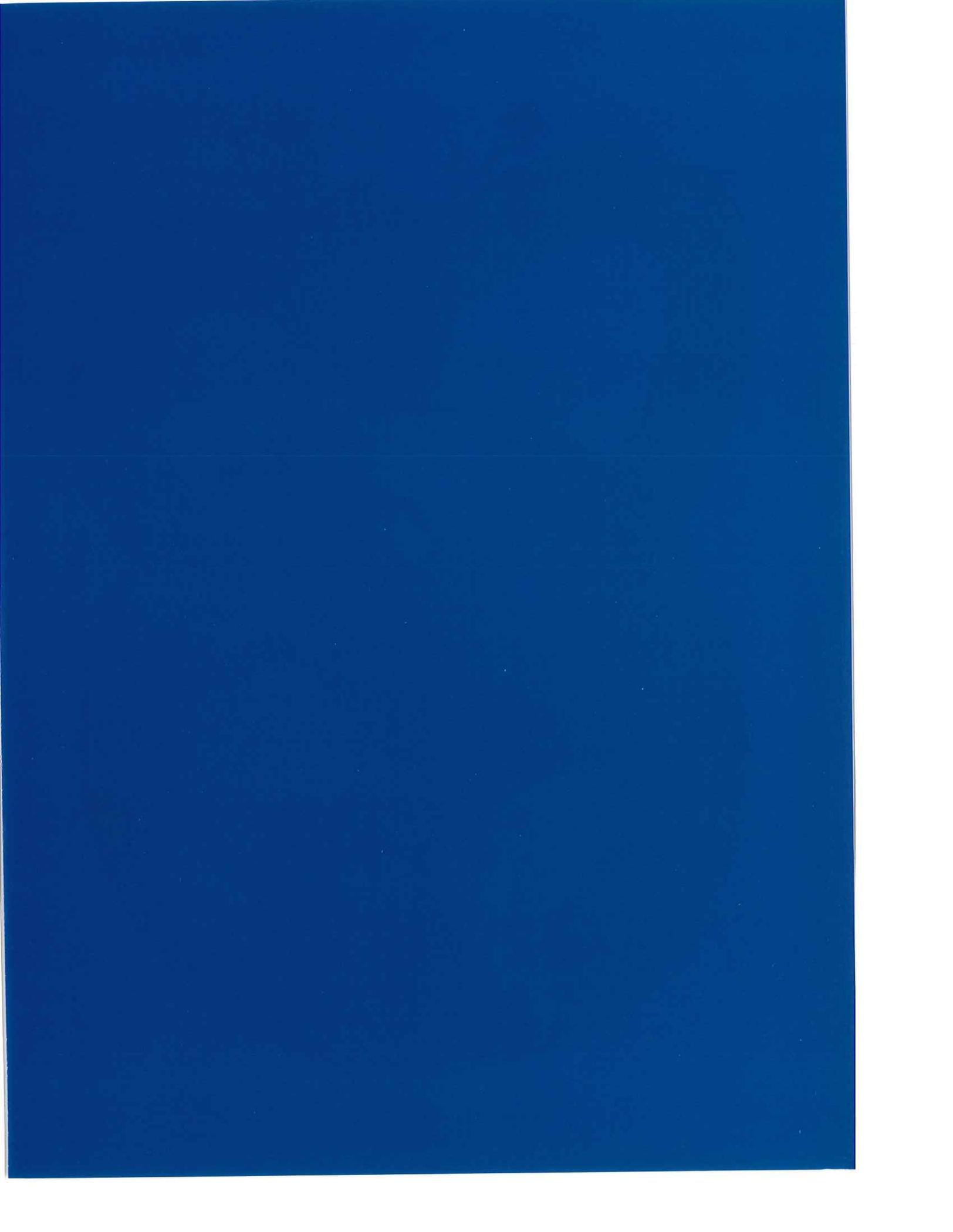
Toutefois, peu des projets ont réalisés à ce jour ont

été couronnés de succès et la situation générale du chômage juvénile reste inchangée. Pour une bonne réussite des politiques d'innovation sociale, il est important que les institutions européennes créent au préalable les infrastructures et facilitent l'accès à la technologique ; autant de conditions nécessaires au développement de l'innovation sociale, surtout au niveau local.

Ces interventions sont nécessaires pour résoudre les problèmes sociaux liés à la croissance, à l'inclusion et à la qualité de la vie. D'ailleurs, l'Union européenne a lancé « The Innovation Union » au sein de la Stratégie Europe 2020. Dans cette stratégie politique on parle de l'importance de créer des nouvelles typologies de ville, appelées « Smart Cities ». On fait référence en particulier à des nouveaux espaces urbains où la créativité, la liberté, la mobilité sociale, la qualité de l'environnement et la culture sont le produit de la bonne interaction entre les différents acteurs de la société (citoyens, institutions publiques et entreprises privées).

QUEL FUTUR POUR LES JEUNES EN EUROPE ?

Le futur de l'Europe dépendra donc de l'interaction entre la société et les principaux facteurs d'innovation. Toutefois, il faut attendre de voir si, dans les prochaines années, les politiques de l'Union européenne seront capables concrètement de conduire les jeunes européens vers un parcours de sortie de l'actuel contexte de crise économique et, surtout, si l'innovation sociale pourrait leur offrir la perspective d'un futur meilleur.





ARTICLE DE LOÏC CHARPENTIER, ÉTUDIANT EN MASTER À L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES, ET HENRIQUE SAMPAIO, ÉTUDIANT EN BACHELIER DE DROIT À L'ULB, BASÉ SUR L'INTERVIEW DE JEAN-FRÉDÉRIC MORIN, PROFESSEUR AGRÉGÉ AU DÉPARTEMENT DE SCIENCES POLITIQUES DE L'ULB.

LE TTIP : ÉCOSYSTÈME ET POLÉMIQUES D'UN TRAITÉ

LE PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT (TTIP) FAIT AUJOURD'HUI GRAND BRUIT SUITE À SES NÉGOCIATIONS QUI ONT DÉBUTÉES EN JUILLET 2013 ENTRE LA COMMISSION EUROPÉENNE ET L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE. IL TENTE D'INSTITUER POUR 2015 LA PLUS GRANDE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'UNION EUROPÉENNE. MAIS MALGRÉ LES NOMBREUSES CRITIQUES AUXQUELLES IL FAIT FACE, IL EST AVANT TOUT UN TRAITÉ DANS UN ÉCOSYSTÈME INTERNATIONAL DES NÉGOCIATIONS.

UN TRAITE QUI INFLUENCE ET QUI EST INFLUENÇABLE

Le TTIP fait débat car il impressionne non seulement par les parties que sont l'UE et les États-Unis, représentant environ plus de 40% du PIB mondial (Banque Mondiale, 2013), mais aussi par les champs concernés, « le commerce des biens et services stricto sensu [et] toutes les dimensions économiques, incluant l'investissement, les marchés publics et les normes techniques » comme l'explique J-F. Morin. Sans oublier sa dimension géographique comparable aujourd'hui à l'accord de partenariat transpacifique en cours de négociation.

Il va créer un « nouveau standard » pour l'ensemble des administrations de négociation dans le monde. Il s'inscrit dans un écosystème où il influence les autres traités à termes. Ainsi, si les négociations se terminent avant celles de l'Accord sur le Commerce des Services (TISA), le TTIP mettra en place un « plancher de négociation » entre les parties. Mais cela peut s'étendre aussi aux autres traités que les partenaires discutent. L'ensemble des pays ayant négocié des traités de libre-échange avec les États-Unis et l'UE en ont aussi conclus entre eux et prennent pour modèle les traités précédents, permettant ainsi la diffusion de normes (J-F. Morin et S. Meunier, 2014).

« Le TTIP va créer un « nouveau standard » pour l'ensemble des administrations de négociation dans le monde. »

Mais ce traité a aussi été influencé par d'autres. On parle de « living organism » pour mettre en avant le fait qu'il résulte de traités précédemment négociés et qu'il sera toujours influencé par ces interactions avec les institutions au cours de sa vie (J-F. Morin

et S. Meunier, 2014). Les accords précédemment contractés entre les États-Unis et les pays membres de l'UE ainsi que les nombreuses institutions communes aux États-Unis et à l'UE ont donc permis de développer de nombreux planchers à la négociation. L'exemple des États-Unis pourrait influencer l'UE dans ses relations avec certains États en matière de sécurité voire d'éthique.

« La politique commerciale et la politique sécuritaire sont relativement bien intégrées, l'une contribuant au développement de l'autre. Par exemple, après le 11 septembre 2001, les États-Unis ont réorienté leur politique commerciale vers le « Grand Moyen-Orient » et ils ont préféré conclure des accords commerciaux avec des pays qui appuyaient leurs efforts en Irak. En Europe, par contre, cette articulation entre la politique commerciale et la politique sécuritaire est plus difficile à réaliser, malgré des améliorations depuis le Traité de Lisbonne ». (J-F Morin, interview)

Sans oublier que l'anticipation des futures négociations par les parties a pour effet, selon J-F Morin et S. Meunier, de rechercher le plus haut dénominateur commun et non le plus faible afin de s'assurer une référence pour les négociations à venir.

UN DÉBAT PASSIONNÉ

En 1980, l'auteur américain Gregory Benford écrit ce qui sera plus tard appelé la loi de Benford: «La Passion est inversement au montant d'informations réelles disponibles». Autrement dit, c'est-à-dire, c'est l'inconnu qui génère les discussions les plus animées. Dès le début des négociations du TTIP, le secret entourant les propositions des parties a engendré des critiques de tous bords.

Cependant, début 2014, des fuites ont dévoilé des extraits de documents en négociation, tels que des chapitres de l'avant-projet, et notamment les lignes directrices de négociation du Conseil des ministres, exposés par les Verts allemands. Face aux critiques faisant suite aux révélations, le commissaire européen au commerce de l'époque, Karel de Gucht, a invité en mars les intéressés à donner leur avis. Celui-ci portait sur le chapitre du traité le plus contesté, la protection des investisseurs, dans le cadre d'une consultation publique. Il s'agissait de 13 questions. A l'exception d'une, toutes étaient plutôt techniques et inaccessibles pour un profane. Malgré la difficulté, la Commission a eu plus de 150.000 réponses, toujours analysées pour produire un rapport substantiel pour 2015. En octobre, l'annonce de De Gucht de déclassifier les négociations peut être perçue comme un pas en avant pour la démocratisation du débat autour du TTIP. Or, on ne doit pas attendre un changement massif. Comme nous rappelle le professeur Morin, la transparence pleine est incompatible avec la négociation, mais les négociateurs dévoileront progressivement et stratégiquement leur jeu pour exercer une pression sur l'interlocuteur.

«On ne peut pas jouer au poker en dévoilant toutes ses cartes à son adversaire»

En termes substantiels, le traité s'est heurté à une résistance considérable envers certaines mesures prévues, particulièrement l'introduction d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS en anglais). Ce type d'instrument permet aux investisseurs de poursuivre un État pour expropriation indirecte si ses actions, en théorie prises pour le bien public, affectent les attentes ou perspectives commerciales des entreprises. C'est avant tout une pratique qui ne respecte pas l'État de Droit.

Cependant, le système judiciaire européen comme américain sont tous deux fiables et indépendants, et l'ampleur avec laquelle les clauses ISDS peuvent être interprétées pose des problèmes. Pour certains, il met à mal la souveraineté. L'État serait forcé de s'abstenir de légiférer contre les entreprises pour éviter de payer des compensations importantes décidées par un comité de trois juristes.

Toutefois, les tribunaux ont réaffirmé plusieurs fois à travers leur jurisprudence que les États ne sont pas tenus d'indemniser un investisseur étranger s'ils adoptent des lois de bonne foi et de manière non-discriminatoire pour le bien-être général (Saluka Investments B.V. c. La République tchèque ; 2006).

Au sein de la nouvelle Commission, l'ISDS est très critiqué, et pourrait être enlevé du traité. Un document interne destiné à Cécilia Malmström y fait allusion. Informés, 14 ministres de l'UE ont réagi en envoyant une lettre à la Commission, divulguée depuis par la presse, arguant que l'ISDS faisait partie d'un mandat du Conseil et ne devait donc pas être annulé par M. Juncker.

Selon la Commission, une croissance économique de centaines de milliards d'euros découlera du TTIP. Mais en cas d'augmentation du commerce entre les deux parties, les émissions de Co2 s'accroîtront mécaniquement et d'ampleur sans précédents. Les externalités négatives par rapport à l'environnement ne doivent donc pas être oubliées.

En dépit de ses aspects négatifs, ce traité a le potentiel de montrer que l'UE peut, au lieu de cultiver le scepticisme à son égard, être un moteur de croissance économique et de démontrer la capacité des États membres à parler d'une seule voix au niveau supranational et imposer ses visions (J-F. Morin) : «S'il y a une question sur laquelle les pays européens parviennent à se liguer et à négocier d'égal à égal avec les États-Unis, c'est bien le commerce».

INVESTMENTS AND REFORMS NEED TO GO HAND IN HAND

EUROPE STANDS AT A CROSSROADS. DESPITE EU MEMBER STATES CONSOLIDATION FOLLOWING THE CRISIS CAUSED BY SOVEREIGN DEBTS, WE ARE STILL FEELING THE EFFECTS OF THE CRISIS. UNEMPLOYMENT RATES ARE FAR TOO HIGH IN SOME MEMBER STATES AND THE EUROPEAN ECONOMY IS NOT GAINING ENOUGH MOMENTUM. POPULISTS AND EXTREMISTS ARE GAINING GROUND IN MANY COUNTRIES AND MANY PEOPLE FACE UNCERTAINTY. THE POLITICAL FORCES WHO TOOK RESPONSIBILITY FOR EUROPE MUST NOW GIVE A CONVINCING ANSWER.

MANFRED WEBER IS THE CHAIRMAN OF THE EPP GROUP, THE LARGEST POLITICAL GROUP IN THE EUROPEAN PARLIAMENT.

THE INVESTMENT PLAN

EU Commission President, Jean-Claude Juncker, has presented a 300 Billion Euro investment package. This package opens new possibilities and gives hope. This is why we, the EPP Group, will support it and why there is a broad political consensus in the European Parliament. However, the package alone cannot solve all our problems. Boosting the European economy will take more than grand ideas and much work will be required to make real change.

The right question now is not who is promising the biggest package but which old habits do we need to get rid of and what leverage can we use to make sure investments have real effects.

THE NEED FOR REFORMS

The EPP wants a threefold European reform agenda: Firstly, entrepreneurs have to be relieved from bureaucracy, public administration has to be made more efficient and structural reforms in the Member States have to continue. Secondly, the existing Internal Market has to be stepped up and new internal markets in other areas have to be created. Finally, we need targeted investments.

“The right question now is not who is promising the biggest package but which old habits do we need to get rid of and what leverage can we use to make sure investments have real effects.”

In other words: «reforms» and «more reforms» are required to make sure investments are not a flash in the pan. Our societies need the courage to reform and the readiness to change. As we have witnessed in several Member States, only reforms will increase the EU's capacity to compete in the world economy.

The EPP Group wants reforms in some specific areas. We need new possibilities for small and medium sized enterprises (SME's), the employment drivers of our economies, better and less bureaucratic access to finance for these companies and incentives for banks to finance the real economy. We also need new instruments from the European Investment Bank (EIB).

Moreover, it is vital that new steps are taken to implement the European Internal Market, in particular, the digital single market. Growth will only take off when we remove as many obstacles as possible out of consumers' and businesses' way, allowing them to buy and sell across borders, including harmonizing intellectual property rights and scraping roaming fees across Europe, for example.

Finally, we must do more to make Europe an attractive location for industry. There won't be any growth without a functioning production industry.

It is absolutely clear to us that the 300 Billion investment package must not be financed by new debt, at the expense of the next generation. This recipe has already failed in the past. EU Member States must not repeat this mistake. What is true is that the Investment Package will be more effective if Member States join in with their own investment programs without contracting new debts.

We want Jean-Claude Juncker's investment package to be successful. However, to start a turnaround in Europe, we need courage to reform. Only with both, investments and reforms, the European Union will succeed on the course to economic recovery.

LET THEM COME: WHY EUROPE NEEDS MORE IMMIGRATION

LORENZO TONDI IS A MASTER'S STUDENT
AT THE SOLVAY BUSINESS SCHOOL.

MIGRATION IN THE LAST YEARS HAS BECOME A TRULY SENSITIVE TOPIC IN THE PUBLIC DEBATE ACROSS EUROPE: IN THE AFTERMATH OF THE FINANCIAL CRISIS, THE EUROPEAN UNION HAS FORCED SOME MEMBER STATES TO PURSUE A RESTRICTIVE FISCAL POLICY TOGETHER WITH THE APPROVAL OF SEVERAL "STRUCTURAL REFORMS" AIMED AT RESTORING THEIR ECONOMIC COMPETITIVENESS. THESE REFORMS HAD SEVERE PRO-CYCLICAL EFFECTS, PLUNGING THE CONTINENT IN A RECESSION THAT DOES NOT SEEM TO SEE AN END: THE COUNTRIES HIT BY AUSTERITY MEASURES HAVE EXPERIENCED A SHARP INCREASE IN XENOPHOBIA AND HOSTILE ATTITUDES TOWARDS MIGRANTS. THE MAIN RESULT OF THIS IS THAT THE IDEA OF A COMMON MIGRATION POLICY HAS BECOME POLITICALLY NOT FEASIBLE AND THE ONLY ATTITUDE WHICH IS COMMON TO ALL MEMBER STATES IS THE IDEA THAT MIGRATION IS A CRIME PROBLEM RATHER THAN AN ECONOMIC ONE: THE CREATION AND STRENGTHENING OF FRONTEX IS A LOGICAL CONSEQUENCE OF THIS IDEOLOGICAL POSITION.

We find a recurring pattern in the history of democratic systems: very often the most efficient and effective policy is not considered viable by the policy-makers for its ambiguous impact on electoral consensus. A European migration policy is a striking example of this phenomenon: it has still to be implemented in spite of being highly beneficial for the future of the Union. Why is that so? Why do we need to let migration become a federal issue?

A COMMON POLICY BUILDS A COMMON FUTURE

There is a first order of reasons which is strictly political: whoever is interested in fostering European integration and eventually achieving a federal Europe must face the fact that the control of its boundaries and the final say on who can immigrate and who cannot are two main elements of the set of power which defines a sovereign State. There cannot be any political union without a federal foreign and defence policy: a political entity is credible only if it can force the other agents to follow its decisions. This can only be done through the control of the armed forces and of the police, that is through the legitimate use of force within the territory of the State and on its borders.

This argument could anyway be not really worthwhile if you are not particularly interested in federating Europe. Nonetheless, I guess that you are pretty much interested in preserving your living standards, in keeping your welfare systems on track, in securing the future a healthy workforce and a strong economy. Well, if you do care about any of these issues, you should support a more open communitarian approach to migration because immigrants have several beneficial effects on our economies.

YOUNGER AND STRONGER: HOW MIGRATION HELPS OUR ECONOMY

Immigration is indeed an opportunity for Europe rather than a threat. First of all, the claim that immigrants «steal» our jobs is false: according to the OECD, over the past ten years, immigrants accounted for over 24% of new jobs in the most declining sectors in Europe. In other words, immigrants tend to accept jobs that Europeans do not want any more, generally because those jobs enjoy a low social status.

Secondly, immigrants are important because they help us slow down the decline in our population. Demographics may vary a lot across different geopolitical areas of the world but we can easily draw a general law of its dynamics, according to which developing countries generally have a younger and faster growing population than developed ones. This can be explained by different factors: better life conditions in developed countries have as a consequence a higher life expectancy, therefore a higher percentage of elder people. Similarly, when economic conditions improve and social conventions on the role of women change the total fertility rate tends to become lower.

The total fertility rate is the number of children per woman and is a good measure of whether the natural population (that is to say the population which is born in the territory of the state) is growing or not. The population is said to be growing if the rate is above the so-called replacement threshold of 2. If every woman gave birth to 2 children, then we would have 2 children for each couple and the total population would be stable. As the graph shows, in the European Union the fertility rate has been constantly staying under the threshold over the last decade. This implies that in the long run, the

European Union would lose population in absolute terms, if we did not account for migration.

Why is that a problem? A declining population is bad for the economy because in modern societies a great range of services have reached such a level of complexity that they require huge resources to run smoothly. Only a high population and a high density/km² can allow these services to be financially sustainable. High speed trains need customers, and many of them: if they keep operating below a certain capacity, they will not be profitable any more. If you care about the health of the press, the most important watchdog of our societies, you also know that it needs readers. The Anglo-Saxon press is strong and authoritative because it has a enormous market. A growing population would help the European press to counter the effects of the technological change.

“A declining population is bad for the economy because in modern societies a great range of services have reached such a level of complexity that they require huge resources to run smoothly.”

Not only do we need a growing population but we also need it to be younger. Our fellow citizens are ageing fast and this has several unwelcome consequences.

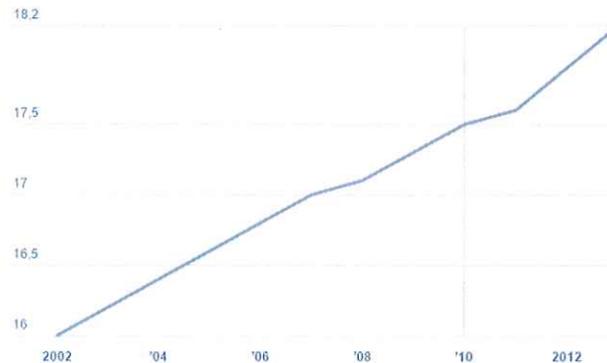
As you can see, European Union population aged 65 or over was 16% of the total in 2002 and 18.2% ten years later. If we do not manage to reverse this trend, the inactive population will grow faster than the active one. The second graph shows that this has already been happening through all the last decade. The line depicted illustrates the evolution of the ratio between the inactive population and the proportion of the population which is in work age. Plainly speaking, this is the ratio between people who get pensions and people who work and therefore pay for them: if it keeps growing, it will seriously threaten the stability of the welfare system in the long run.

“We need millions of immigrants and we need the right federal institutions to manage the inflows.”

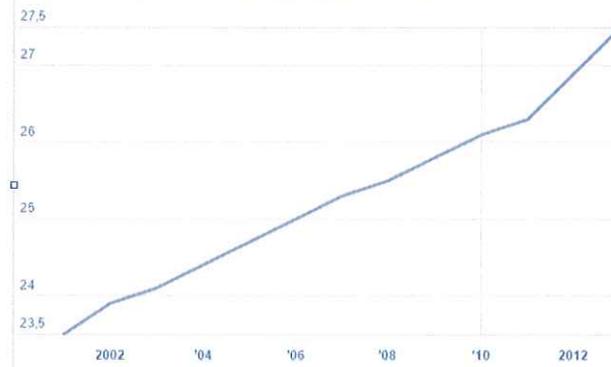
What we have seen so far is not just a bunch of data. It should indeed have some policy implications. Our natural population is declining or it stays constant at best and is slightly increasing only thanks to immigration; our population is also ageing at a really

rapid pace, and this phenomenon does not seem to be slowed quickly enough by the recent inflows of immigrants that the Union has experienced. We need millions of immigrants and we need the right federal institutions to manage the inflows. If we want to live in a growing economy, if we want to maintain our welfare systems, if we want to be part of a thriving society and to be able to face our competitors in the global economy, we must reverse the current, fragmented attitude on migration and proceed to create a common European framework. It means a unique set of laws on immigration, a unique political entity entrusted with their making and a unique authority to enforce them.

Percentage of EU population aged over 65



Dependency ratio in the European Union



FINANCIAL TRANSACTION TAX - IS IT THE RIGHT STEP TO ENSURE STABILITY ?

LUCYNA BLUSZCZ IS A LAW STUDENT AT THE JAGIELLONIAN UNIVERSITY IN CRACOW AND AN EXCHANGE STUDENT AT THE ULB.

FTT is conceptually similar to the levy introduced by James Tobin, recipient of the Nobel Memorial Prize in Economics. Tobin tax was intended to apply to financial sector as a mean of controlling the currency stability. Unlike a Tobin tax which covers only currency trading, FTT would target a wider range of asset classes including the purchase and sale of stocks, bonds, commodities, unit trusts, mutual funds and derivatives such as futures and options (Jackson, 2013).

The tax is also commonly referred to as Robin Hood tax, since those who advocated its introduction pointed up that revenues should be allocated to defray expenses for such purposes as climate change or global poverty. The idea was strongly supported by a group of non-governmental organisations. Promoters have suggested that the tax could be implemented globally, regionally or by individual nations.

THE EUROPEAN FINANCIAL TRANSACTION TAX

Attempts to impose the FTT in the European Union have progressed in three steps. Initially the supporters of the tax went on the offensive, due to the after-effects of the financial crisis. This stage ended with a drafting to a FTT proposal by the European Commission in September 2011. The second stage consisted on looking for ways to put the levy into action. It resulted in the publication of an amended FTT proposal in February 2013 which would result in the implementation of the levy in 11 EU Member States. The last stage is distinguished by a strong opposition of the financial lobby which resulted in constant disagreements of FTT supporting countries about the scope of the tax, particularly between Germany and France.

FINANCIAL TRANSACTION TAX (FTT) IS WITHOUT A QUESTION A CONTROVERSIAL PROPOSAL. WHILST ITS ADHERENTS SEE THE INTRODUCTION OF SUCH A TAX AS A NECESSARY SOLUTION, ITS ADVERSARIES CLAIM THAT, AT A TIME WHEN ECONOMIC GROWTH IS URGENTLY NEEDED, SUCH A LEVY WOULD REMARKABLY DISRUPT THE EUROPEAN ECONOMICS. COMMON POINT OF VIEW IS THAT THOSE WHO CONTRIBUTED TO THE CURRENT FINANCIAL CRISIS SHOULD CONTRIBUTE AS WELL TO ITS COSTS. BUT FIRST, IT'S NECESSARY TO DECIDE IF A FINANCIAL TRANSACTION TAX IS THE RIGHT WAY TO SEEK TO MEET SUCH DEMANDS.

The FTT project stipulates that the tax would be imposed on transactions between financial institutions with a 0.1% tax rate for shares and bonds and 0.01% for derivatives. The proposed numbers were very low, in order to abstain from increasing the cost of capital by passing costs of the FTT to financial institutions' clients.

“The main goal of the tax is to obtain financial stability, which would reduce the scope of price bubbles and false signals, improve the allocation of international resources and also restore some of the autonomy governments and central banks can lose as a result of heavy speculation.”

The main goal of the tax is to obtain financial stability, which would reduce the scope of price bubbles and false signals, improve the allocation of international resources and also restore some of the autonomy governments and central banks can lose as a result of heavy speculation (Spahn, 1996).

EVALUATION OF EXPECTED IMPACTS

While it is easy to consider that a new tax on the financial sector would ensure that financial institutions contribute to the cost of economic recovery due to substantial tax revenue, it is still not sure if it would prevent future banking crises, moreover, its implementation may cause unintended consequences with an associated financial and social cost. European Banking Federation presented its negative statement on the possible impacts of the levy: “Even when an FTT is introduced in a limited num-

ber of member states in the EU, its effects will be detrimental to the entire European economy”

The levy will certainly increase capital costs which will result in the decrease in investments and that would lead to declining growth rates and to the possibility of a cascade effect. The Commission itself expects the gross domestic product to decline by 0.53%, so even if Commission states in its FTT Impact Assessment that the effects will be neutralised by tax revenues, negative impact on employment can also be expected. If as a result of tax avoidance the volume of trade declines, there will be a negative impact on the financial services industries and it's likely that financial institutions will relocate away from the EU, thus a decrease in employment will follow. Proposed tax will likely reduce European market liquidity, which would entail an increase in transaction costs for retail customers and increase rates of long-term mortgages.

Despite its low costs of collection due to usage of computing systems, the FTT negative impact on consumers and freedom of choice will cause severe efficiency losses. So-called deadweight losses are estimated by the Commission to amount to around 200 billion euro.

“However, the implementation of the FTT only in certain Member States is problematic and not sufficient to achieve its goals effectively since it would be imposed only on chosen transactions and part of the financial sector wouldn't be affected by the levy.”

The potential future crisis can be prevented only if market conditions were changed so that real, entrepreneurial activities would be more favourable than risky secondary financial products. A well-designed general FTT could serve this purpose. However, the implementation of the FTT only in certain Member States is problematic and not sufficient to achieve its goals effectively since it would be imposed only on chosen transactions and part of the financial sector wouldn't be affected by the levy. Being introduced only in the European Union, the FTT would without a doubt reduce the attractiveness of the European Union as a business location.

Despite deep divisions between states and uncertain effects on the European Union's economy, during the debate that took place in Brussels on 7 November 2014, eleven EU finance ministers made headway in compromising on the FTT and agreed to diminish initial proposals even if revenues will be lower than earlier estimated (30-35 billion Euros per

year). Pier Carlo Padoan, who chaired the debate said: “We have agreed on the scope of taxation, which looks at shares first and then looks at taxation of some derivatives. On this last point, discussion is still ongoing, but I am confident progress will be made.”

Implementation of this tax appears to be the matter of the following months as countries agreed to implement it by 1 January 2016. The levy will certainly create revenues, notwithstanding it clearly misses its main objective. It will not discourage financial institutions from entering into risky business transactions, nor can it prevent future banking crises like global financial crisis in 2009.

The FTT can even destabilize the financial markets, because even if minimal, tax rates will encourage financial institutions to relocate away from the EU (Baran, Eckhardt, 2011).

LE CETA OU L'AVENIR DES TRAITÉS DE LIBRE- ÉCHANGE EN DÉBAT

EMMANUEL MAUREL EST UN EURODÉPUTÉ FRANÇAIS DU GROUPE DE L'ALLIANCE PROGRESSISTE DES SOCIALISTES ET DÉMOCRATES AU PARLEMENT EUROPÉEN (S&D). IL EST NOTAMMENT MEMBRE DE LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL. IL A PRIS PLUSIEURS FOIS POSITION SUR LA QUESTION DES TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE LORS DE SESSIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN, SUR SON BLOG ET DANS LE QUOTIDIEN LIBÉRATION.

INTERVIEW RÉALISÉE PAR LORRAINE LAUNOIS, ÉTUDIANTE EN MASTER EN SCIENCES POLITIQUES À L'ULB.

Eyes on Europe : Le 18 octobre dernier, la Commission européenne et le gouvernement canadien ont signé un traité de libre-échange : l'Accord Économique et Commercial Global (AECG ou CETA en anglais). Quelles sont les forces et les faiblesses de cet accord ?

Emmanuel Maurel : Je ne poserais pas la question en termes de forces et faiblesses, je parlerais plutôt d'avantages et de risques. Théoriquement, l'avantage d'un traité de libre-échange est de produire de la croissance dans les pays concernés. Le principe est qu'en supprimant les barrières douanières, on crée un nouveau marché où les entreprises peuvent exporter (selon les calculs prévisionnels de la Commission européenne, le CETA devrait permettre une hausse du PIB européen de 12 milliards d'euros d'ici 2025).

En fait, les accords commerciaux actuellement en discussion - aussi bien le CETA que le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (ou TTIP pour son acronyme anglophone), ou encore l'Accord sur le Commerce des Services (TISA) - reposent sur la même idéologie : plus on libéralise, plus on dérégule, plus on organise le libre-échange généralisé, plus les parties contractantes y gagnent. Sauf que ces affirmations restent à démontrer scientifiquement.

Au-delà de ces prétendues vertus, le CETA induit des risques très importants pour notre modèle social européen. Au sein de l'UE, les entreprises doivent respecter des normes sociales, environne-

mentales et sanitaires auxquelles ne sont pas soumises les entreprises canadiennes.

« Avec l'ouverture des frontières, on risque de voir le marché européen inondé par des produits à très bas prix, mais de mauvaise qualité, qui constitueront une concurrence déloyale pour nos agriculteurs. »

Par exemple sur la question de l'élevage, l'Union européenne s'oriente vers une agriculture raisonnée. Nous avons mis en place une réglementation stricte en matière d'alimentation animale, d'interdiction des hormones de croissance, de gestion des effluents d'élevage, etc. Outre-Atlantique, le développement durable ne constitue pas une préoccupation première. Avec l'ouverture des frontières, on risque de voir le marché européen inondé par des produits à très bas prix, mais de mauvaise qualité, qui constitueront une concurrence déloyale pour nos agriculteurs.

EoE : Doit-on comprendre que vous êtes hostile aux politiques de libre-échange de manière générale ? En tant que membre de la commission du commerce international, quel type de politique commerciale défendez-vous ?

E.M : Je ne suis pas hostile au libre-échange par définition. Je pense que de tels accords peuvent être profitables pour les pays qui les contractent tant que les intérêts commerciaux ne passent pas avant les intérêts des citoyens, des salariés et des consommateurs. C'est pourquoi je défends le concept du « juste échange » : bien sûr il faut des accords commerciaux mais les normes des pays européens doivent être préservées. Je ne dis pas que c'est une tâche facile. Au contraire cela implique des rapports de force, des négociations mais ça constitue, selon moi, l'objectif ultime d'un accord commercial. En résumé, le juste-échange, c'est le libre-échange avec des règles et des normes. C'est mettre de la régulation dans le commerce.

EoE : La Commission européenne a été très critiquée pour son manque de transparence lors du processus de négociation avec le gouvernement canadien. Pensez-vous que ces critiques soient justifiées ?

E.M : L'argument porté par la Commission était que cet accord représentait des sommes trop importantes pour qu'il soit négocié sur la place publique. Ce n'est pas totalement faux. Néanmoins, nous avons atteint ici un niveau d'opacité préoccupant. Quand les parlementaires européens et nationaux

ne peuvent même pas connaître les secteurs en discussion, la situation est inquiétante. On se retrouve finalement dans une politique du fait accompli où, en tant que législateur, notre rôle se résume à ratifier un accord auquel on a très peu, voire pas du tout, participé. Pourtant les traités européens nous donnent aujourd'hui un droit de regard sur les négociations commerciales.

EoE : Le texte doit maintenant être voté au Conseil et au Parlement européen. Quelle sera sa réception au sein des deux institutions?

E.M : Majoritairement les États sont en faveur du libre-échange. Donc je pense que ce texte passera au niveau du Conseil. Sa réception au Parlement est plus incertaine. Jusque là, les deux principaux groupes politiques, le S&D et le PPE, étaient plutôt enclins à ratifier ce type d'accords. Mais, récemment, il y a eu un retournement de situation au sein du groupe social-démocrate, par exemple du côté de la délégation allemande, qui remet en question l'introduction d'un mécanisme de règlements des différends investisseurs-États (ou ISDS) dans le traité CETA.

EoE : Ce mécanisme donne la possibilité à un investisseur privé, s'il s'estime lésé par une décision du pays hôte, d'attaquer ce dernier devant un tribunal arbitral international composé de trois arbitres (un nommé par l'entreprise, un par l'État et un par la Cour). L'ISDS constitue aujourd'hui la clause la plus critiquée du CETA. Vous avez à plusieurs reprises exprimé des réticences vis-à-vis de ce mécanisme. Pourriez-vous revenir sur vos arguments?

E.M : Je ne suis pas contre l'ISDS en tant que tel. C'est un mécanisme qui peut s'avérer utile dans le cadre d'accords avec des pays en voie de développement où le système judiciaire ne répond pas toujours aux exigences attendues. Mais dans le cas du CETA et du TTIP, c'est différent : il s'agit du Canada et des États-Unis.

Pourquoi devrait-on inventer des mécanismes de règlement des différends qui sortent du droit commercial européen ? Nous avons un cadre législatif qui suffit à protéger les investisseurs. L'introduction de l'ISDS est une demande des entreprises nord-américaines (et dans une moindre mesure de certaines entreprises européennes). On a affaire à des multinationales qui disposent d'une puissance de feu considérable, avec des services juridiques énormes, dont l'objectif est d'évincer les tribunaux classiques en passant par des tribunaux arbitraux, pour contourner, ou en tout cas modérer, les normes qui ne leur conviennent pas. Je suis entièrement dé-

favorable à l'introduction de ce mécanisme. Ça va être la grande bataille à venir.

EoE : Existe-t-il à l'heure actuelle, dans le groupe S&D, une consigne pour s'opposer à ce texte lors de son vote au Parlement ?

E.M : Non, cette question est aujourd'hui en débat. Rappelons-nous que le groupe social-démocrate a voté le mandat de négociation du TTIP (moi, je n'y étais pas, je n'étais pas encore député à l'époque). Il y a finalement assez peu d'élus qui ont alerté sur les dangers potentiels d'un tel accord.

« Il y a finalement assez peu d'élus qui ont alerté sur les dangers potentiels d'un tel accord. Si cela se retrouve au cœur de l'actualité aujourd'hui, c'est grâce au travail d'associations et de mouvements citoyens qui se sont emparés du sujet. »

Si cela se retrouve au cœur de l'actualité aujourd'hui, c'est grâce au travail d'associations et de mouvements citoyens qui se sont emparés du sujet. La mobilisation publique sur le TTIP a permis de sensibiliser l'opinion et les parlementaires sur le traité CETA qui sinon serait passé totalement inaperçu.

EoE : Lors de la séance plénière du 16 octobre, le député S&D Guillaume Balas a affirmé : « le mécanisme ISDS ne passera pas, c'est une évidence ». Seriez-vous aussi péremptoire ?

E.M : Disons qu'il y a de fortes réticences au mécanisme ISDS dans tous les groupes. Maintenant, je ne me prononcerais pas sur l'issue du vote. Il faut être conscient de la puissance des acteurs dans ce jeu : le Canada comme les États-Unis, représentent des puissances financières colossales et des entreprises très importantes. Je pense qu'il va falloir être très vigilant et en alerte jusqu'au bout.

EoE : Pensez-vous que l'issue de ce vote sera déterminante pour les accords commerciaux à venir et notamment le TTIP ?

E.M : C'est sûr! Sur la question du mécanisme ISDS par exemple, si le texte était voté en l'état, nous n'aurions aucun argument pour refuser l'inclusion de cette possibilité d'arbitrage dans le TTIP. C'est une question de cohérence. Le CETA porte en lui les germes des accords commerciaux à venir, c'est pour cela que ce débat est si important.



Citoyenneté

JONAS PETITPAS EST ÉTUDIANT EN MASTER À L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES

QUAND L'EUROPE DEVIENT CONCRÈTE...

COMMENT FAIRE GERMER UN SENTIMENT D'APPARTENANCE EUROPÉEN À UNE ÉPOQUE OÙ LA DÉFIANCE ENVERS L'UE EST BIEN SOUVENT TROP GRANDE ET QUE LES GENS CONSIDÈRENT LES AVANCÉES QU'ELLE A RENDUES POSSIBLES COMME « ALLANT DE SOI » ? S'INTÉRESSER À UNE ASSOCIATION ÉTUDIANTE QUI PERMET DE VRAIMENT « VIVRE » LE PROJET EUROPÉEN PERMET SANS DOUTE DE DÉGAGER UN ÉLÉMENT DE RÉPONSE.

Après des décennies de progrès, les peuples d'Europe sont entrés dans une ère de doute sans précédent en ce début de XXI^e siècle. Le projet européen est décidément en panne, ne semblant plus être soutenu que par une classe dirigeante déconnectée des citoyens et par des intellectuels lutant à armes bien inégales contre la résurgence des vieux démons du passé. L'Union européenne n'arrive plus à se légitimer auprès d'une large part de la population. Cependant, il demeure, notamment chez les jeunes, une frange non négligeable de personnes qui croient encore à l'idée d'Europe. Ces jeunes se sentent européens, citoyens de l'Europe. Les débats autour des enjeux européens sont souvent théoriques, lourds, pompeux et finalement incompréhensibles pour ceux qui en sont l'objet. Pour trouver des solutions aux problèmes actuels, ne faudrait-il pas plutôt aller à la rencontre des gens, dans ce cas-ci de ces jeunes qui font vivre concrètement les valeurs d'ouverture et de solidarité que promeuvent les dirigeants de l'Union?

Dans cette optique, s'intéresser à l'association AEGEE (Association des États Généraux des Étudiants de l'Europe) semble pour le moins pertinent. Comme on peut le lire sur leur site internet : « AEGEE is one of Europe's biggest interdisciplinary student organisations. As a non-governmental, politically independent, and non-profit organisation AEGEE is open to students and young people from all faculties and disciplines. Founded in 1985 in Paris, today AEGEE has grown to a Network of 13000 friends, present in 200 cities in 40 countries all over Europe ». L'association fut fondée par les étudiants de 5 grandes écoles, sous la houlette d'un leader très charismatique, Franck Biancheri. L'objectif à l'époque était de créer une plate-forme pour permettre aux jeunes de discuter des problèmes européens et de porter leurs voix auprès des institutions nationales et européennes.

L'ADN D'AECEE

Matthieu Savary, ancien dirigeant d'AEGEE Bruxelles (octobre 2013-octobre 2014), nous explique plus en détail en quoi consiste l'association.

L'AEGEE a dans son ADN, ancrée très profondément dans ses fondements, la croyance en l'ouverture aux autres cultures européennes comme ciment d'une identité européenne. Cela passe notamment par un séjour des jeunes dans un autre pays européen. Matthieu rappelle ainsi que le programme Erasmus a été mis à l'agenda européen après que le président d'AEGEE de l'époque, Franck Biancheri, ait rencontré François Mitterrand, qui fut l'initiateur du projet. Tout le monde reconnaîtra aisément le succès de ce programme, et ce qu'il apporte pour rendre l'Europe plus concrète auprès des citoyens.

L'objet principal de l'association est de faire bouger les étudiants hors de leur pays, de faire se rencontrer des jeunes de tous les horizons européens, principalement au moyen « d'universités d'été » qui leur permettent de voyager à petit budget (loger chez l'habitant, repas collectifs,...). Elle veut mettre à bas les frontières. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'il n'existe que des antennes locales, comme AEG Bruxelles, et pas d'antennes nationales comme il pourrait exister « AEG France ».

Matthieu explique également que, à l'instar de l'Union européenne qui a besoin d'un second souffle, l'AEGEE doit se renouveler. Après avoir été pionniers au niveau des échanges universitaires, ils ont aussi été parmi les premiers à se tourner vers l'Est, à promouvoir le projet européen au-delà du mur de Berlin après sa chute. Aujourd'hui les frontières au sein de l'Union sont ouvertes et l'élargissement est presque accompli. L'association s'occupe toujours des pays en voie d'adhésion, mais se

tourne aussi maintenant vers les frontières externes de l'Europe. La facilitation de l'obtention de visas pour les Turcs par exemple. Ou l'ouverture à la Russie. Ainsi dans le cadre de la crise ukrainienne ils ont à cœur la promotion du dialogue entre les deux « camps », ce qui selon eux donne des résultats, permet une meilleure compréhension de l'autre.

« Matthieu explique également que, à l'instar de l'Union européenne qui a besoin d'un second souffle, l'ÆGEE doit se renouveler. »

Le renouvellement de l'association passe de plus par un engagement politique plus important dans des projets européens, comme la diminution de l'âge du droit de vote à 16 ans par exemple. Il existe « AEG Europe », qui rassemble toutes les antennes locales et porte leurs voix auprès des institutions européennes.

« YOU EXPERIMENT EUROPE »

Néanmoins l'ADN de l'association reste fidèle à lui-même. Au-delà d'un engagement politique qui pourrait sembler nécessaire à certains pour avoir une réelle conscience européenne, les membres pensent que la citoyenneté européenne passe d'abord plus simplement par des fêtes entre étudiants (en évitant certains effets pervers comme celui de se transformer en « club med »), par des dialogues entre étrangers, une meilleure compréhension de l'autre, une plus grande conscientisation de la richesse qu'apporte la découverte d'autres cultures et, par-là, des acquis européens que sont l'ouverture des frontières et la libre-circulation. C'est de cette façon que les avancées européennes des septante dernières années deviennent plus concrètes pour les citoyens. Ainsi le slogan de l'association est « You experiment Europe ».

N'est-ce pas là profondément porteur d'espoir ? Le but de cet article n'est pas de défendre telle ou telle Europe, au niveau économique ou politique. Mais bien d'essayer de mettre en évidence le terrain qui peut faire germer et croître la citoyenneté européenne.

LES LIMITES DU TOP-DOWN... ET DU BOTTOM-UP

Quel est le problème majeur aujourd'hui pour l'Union européenne ? Sans doute qu'elle n'arrive à se légitimer qu'auprès d'une certaine élite, d'une petite partie de la population. C'est un peu le même problème qui touche l'association. Elle reste essentiellement étudiante et ne touche principalement que le public qui fréquente les universités. Selon Mathieu elle a vocation à le rester, même si beau-

coup pensent qu'idéalement ils devraient pouvoir toucher d'autres publics. La difficulté est de savoir comment réussir à toucher ces publics. Comment intéresser des jeunes qui sont si éloignés dans leur quotidien des questions européennes ? Par des actions de rue ? Mais comment savoir si cela a un impact ? Et qu'en sera-t-il des financements ? Mathieu ne croit plus vraiment au « top-down », mais est-ce pour autant le rôle du « bottom-up » ? Et en a-t-il les moyens ? Sans doute que non.

« L'école a d'autres rôles que de former les jeunes pour avoir un emploi plus tard. »

Doit-on pour autant être défaitiste ? Est-ce parce que les politiques publiques ont failli par le passé qu'il n'est plus permis de croire en une solution politique ? L'optimiste pensera que rien n'est moins sûr. Si, après s'être intéressé à l'ÆGEE, on peut définir certains principes et engagements qui peuvent aider à développer le sentiment d'appartenance à l'Union européenne, ce serait tout d'abord l'importance d'un enseignement civique poussé pour faire comprendre les institutions nationales et européennes et lutter contre le populisme. Cela ne doit jamais être négligé. L'enseignement secondaire doit rester pour une part essentielle généraliste, et ne pas tomber trop profondément dans la logique économique de spécialisation. L'école a d'autres rôles que de former les jeunes pour avoir un emploi plus tard.

Ensuite, pour pérenniser les acquis de l'école, il est nécessaire de pousser les jeunes à faire « l'expérience de l'autre », par la promotion et le financement massif de programmes d'échanges pour tous les jeunes, y compris ceux qui ne font pas des études dans les universités et hautes écoles. Bien sûr il faudrait certainement pour cela s'échapper un minimum du carcan d'austérité dans lequel l'Europe est engluée. Mais cela, c'est un autre débat.

ESPACE PUBLIC EUROPÉEN : DÉFIS ET ENJEUX

LAURIANE GUILLOUT EST ÉTUDIANTE EN MASTER À L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES

JOZEF MICHÁLEK EST ÉTUDIANT EN MASTER COMPLÉMENTAIRE EN ANALYSE INTERDISCIPLINAIRE DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE À L'INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES.

LE 22 OCTOBRE DERNIER, JEAN-CLAUDE JUNCKER AVERTISSAIT LES DÉPUTÉS QUE SA COMMISSION ÉTAIT CELLE DE LA DERNIÈRE CHANCE. SI L'EUROPE NE PARVIENT PAS À SE RAPPROCHER DE SES CITOYENS, CE SERA L'ÉCHEC. CE CONSTAT ALARMISTE, TANT IL A ÉTÉ RÉPÉTÉ NÉ SEMBLE PLUS INQUIÉTER. IL SERAIT CEPENDANT MALVENU DE FAIRE LE PROCÈS DE TECHNOCRATES EUROPÉENS À QUI ON REPROCHE D'ÊTRE INDIFFÉRENTS À LA CRISE DE LÉGITIMITÉ DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES. AU CONTRAIRE, PAR CONVICTIONS OU STRATÉGIES, CEUX-CI INVESTISSENT LE DOMAINE DE LA COMMUNICATION POLITIQUE POUR PERSUADER LES CITOYENS DE LA BEAUTÉ DU PROJET EUROPÉEN. L'IMPACT DE CES EFFORTS RESTE TOUTEFOIS À DÉMONSTRER.

UN NOUVEAU RÉCIT POUR L'EUROPE

Revenons sur l'une de ces initiatives lancée en 2013 par la Commission Barroso avec l'appui du Parlement européen et nommée « un nouveau récit pour l'Europe ». Des intellectuels, artistes et scientifiques ont été invités, dans le cadre de débats publics, à créer une nouvelle narration capable de redonner confiance aux Européens. À l'issue des trois assemblées générales structurant le débat, un manifeste, se voulant porteur d'un débat futur, fut publié.

On apprend, dans cette déclaration lyrique et exaltée, que l'Europe est un état d'esprit partagé par les citoyens à travers le continent, enraciné dans des valeurs politiques et culturelles communes, et formé par ses héritages historiques, philosophiques, artistiques et spirituels. Aussi ce manifeste conclut-il, tout naturellement, que l'Europe est une responsabilité morale et politique qui nécessite l'engagement de tous les citoyens.

« Cependant la faiblesse de ce projet tient à sa normativité et à son absence d'alternative, absence qui risque fort de desservir la cause qu'il entend soutenir. »

Reste que ce projet est plus démiurgique que convaincant. Il tend à fédérer les citoyens européens autour d'un projet politique commun en reconstruisant des narrations qui, en valorisant une histoire et une culture partagées, permettent aux actions politiques d'acquiescer un sens et un devenir. Ces objectifs sont louables. Cependant la faiblesse de ce projet tient à sa normativité et à son absence d'alternative, absence qui risque fort de desservir la cause qu'il entend soutenir. Le manifeste renvoie, avant tout, à une morale politique censée susciter le consentement. Celle-ci s'articule autour de termes tels que la liberté, la démocratie, la paix, et la primauté du droit qui, d'une part, sont difficilement contestables et qui, d'autre part, présentent une dimension idéologique et politique irréductible.

Deux remarques sont ici nécessaires. Premièrement, ce discours participe de l'exclusion systématique du débat des voix dissidentes notamment sur la base de leur stigmatisation. L'adhésion des citoyens à ce nouveau récit européen, et partant à une intégration politique plus poussée, ne semble pas pouvoir être questionnée. Pourtant, ignorer ces voix schismatiques et toujours plus nombreuses serait un affront à la démocratie européenne. C'est en tout cas ce qu'il faudrait retenir d'une étude qualitative eurobaromètre du 12 septembre 2014 intitulée « la promesse de l'UE ».

Elle révèle d'une part un refus croissant des citoyens eurosceptiques d'aller plus avant dans toute forme de coopération et, d'autre part que les participants ne souhaitent pas que l'UE poursuive son expansion, que l'attachement à la nationalité est plus fort que le sentiment d'appartenance à l'UE, que l'Europe évoque en premier lieu les turbulences économiques, et que la solidarité entre les peuples européens, bien qu'admise par principe, s'avère douloureuse en pratique. La réalité est donc celle d'une identité européenne controversée et ténue.

Deuxièmement, ce nouveau récit européen construit par et pour les euro-enthousiastes ne saurait convaincre que les plus europhiles d'entre nous. In fine, il ne produit pas une argumentation objective sur les aspects positifs de l'intégration politique, ne répond pas au défi normatif posé par les eurosceptiques et ne rallie pas à sa cause le citoyen dépolitisé, apathique et désillusionné par l'idéal démocratique. Finalement, ce récit ne devrait pas se borner à l'énumération vague des grandes valeurs européennes mais devrait s'attacher à expliquer leur contenu. Les élites nationales ont ici un rôle crucial à jouer dans la diffusion et l'explication de ce récit. En démontrant que l'Europe, par-delà ses différences, possède relativement au reste du monde un socle de valeurs propres que nous nous devons de protéger.

UN ESPACE PUBLIC EUROPÉEN

L'objectif n'est pas de questionner l'opportunité du projet politique européen. Au contraire, sa pertinence justifie notre exigence. Dès lors, quelles solutions peut-on imaginer afin de rendre audible le plaidoyer des institutions et de convaincre le citoyen de leur légitimité ? Comment remporter le combat de la politisation européenne et de la participation citoyenne ?

Il s'agirait de créer les conditions d'un débat public européen viable et inclusif, ne se dérochant pas à la critique, reconnaissant un statut aux voix d'opposition et finalement, offrant au(x) peuple(s) européen(s) les conditions d'exercice de leur citoyenneté. L'une de ces conditions est sans conteste l'existence d'un espace public européen.

Théoriquement, l'espace public est un espace de médiation permettant de s'identifier à une communauté politique. Dans l'idéal habermassien, il est également un espace argumentatif, où tous les citoyens débattent des informations politiques y circulant en respectant une éthique de la discussion: la délibération. Celle-ci consiste en une discussion éclairée permettant l'expression de tous les points de vues. Cette discussion est pensée comme rationnelle et consensuelle dans la mesure où chacun doit convaincre les autres du bien-fondé de sa position de sorte que celle-ci fluctue sous l'effet de la confrontation et d'un processus de compréhension intersubjectif.

La délibération permet finalement d'aboutir à une décision légitime puisque, par elle, les citoyens sont à la fois destinataires et acteurs du droit. Par cette procédure, « tout pouvoir politique dérive du pouvoir communicatif des citoyens » (Flynn, 2004). Il en résulte que l'espace public est le lieu de la légitimation politique. Enfin, l'espace public est l'espace d'apparition du politique selon Hannah Arendt, qui y voit le lieu où les acteurs politiques agissent et où les problèmes politiques deviennent visibles.

Cette définition idéale est cependant bien peu représentative de l'espace public européen, lequel est nettement problématique en pratique. Ses ambiguïtés intrinsèques interrogent jusqu'à sa réalité empirique. Si certains phénomènes, à l'image de l'apparition de médias européens, sont des indices de son existence, celui-ci demeure hautement perfectible. En effet, ce dernier est moins populaire que sectoriel. Aussi, loin de l'idéal d'un espace argumentatif accessible à tous les citoyens, l'espace public européen est orléaniste, c'est-à-dire élitiste, pour reprendre la formule de Paul Magnette.

En outre, de nombreux obstacles l'empêchent d'être le lieu où se joue un débat rationnel et argumenté. L'Institut Notre Europe, en interrogeant 52 citoyens de 18 États membres, a identifié deux lacunes principales. Le manque d'information des

citoyens sur les affaires européennes a, d'une part, été souligné. Les citoyens ont critiqué les médias de masse auxquels ils imputent la faible couverture des sujets européens, un traitement biaisé et « filtré » de l'information, la recherche du sentimentalisme et une approche toujours négative de l'Union européenne. Or, l'appauvrissement du débat politique européen favorise la manipulation des citoyens sur la base de facteurs socio-psychologiques. D'autre part, il apparaît que les moyens d'expression des citoyens sur l'UE sont insuffisants.

« Si certains phénomènes, à l'image de l'apparition de médias européens, sont des indices de l'existence d'un espace public européen, celui-ci demeure hautement perfectible. »

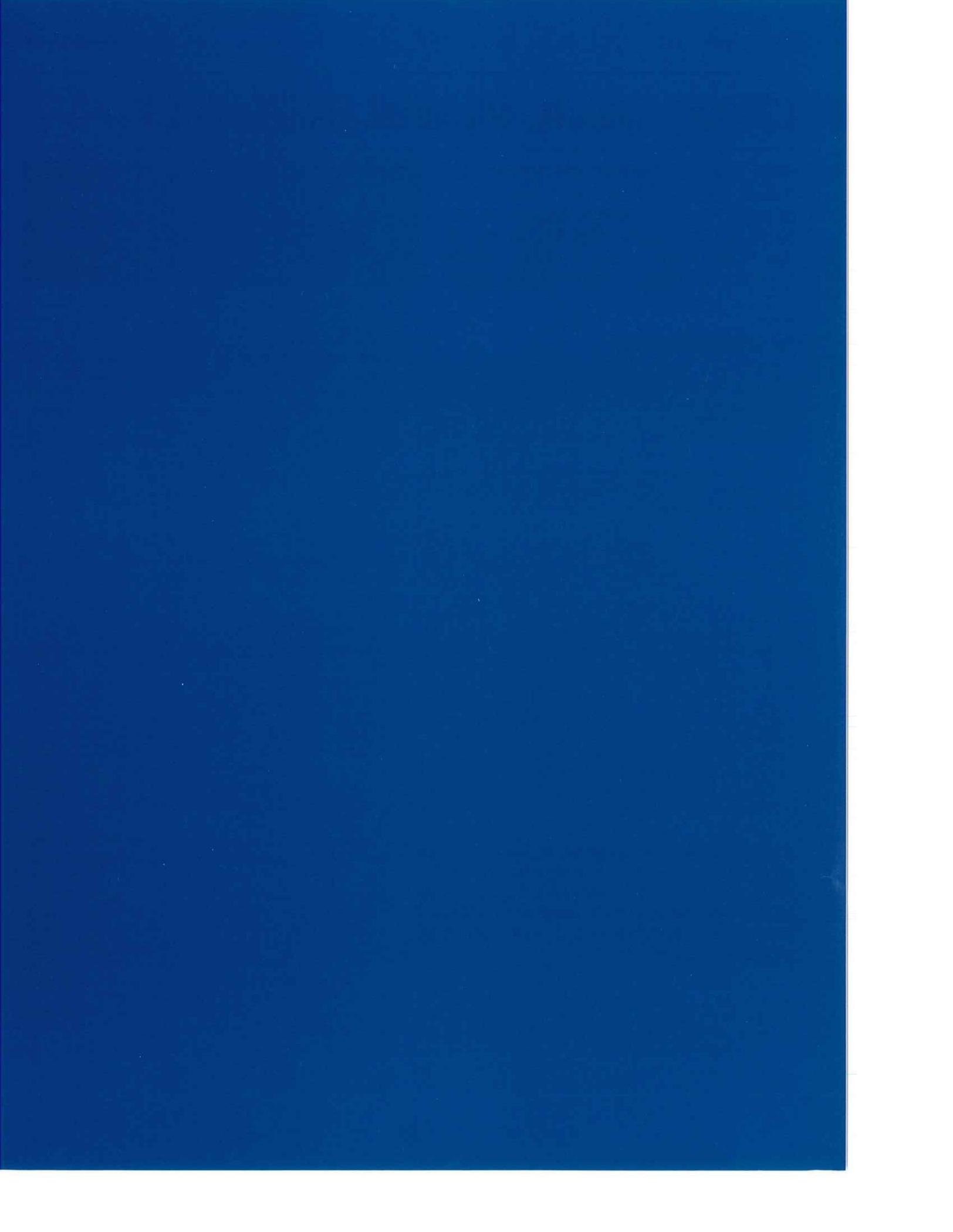
De plus, l'approche délibérative prônée par Habermas ne saurait émerger dans un espace public européen miné par les vices du double discours. La faute est de ce point de vue partagée. Les États imputent à « Bruxelles » les décisions impopulaires qu'ils ont eux-mêmes négociées au sein des institutions européennes. Ils se satisfont de garder l'apparence du pouvoir quand l'Union se plaît de l'exercer sans être dérangée. En résulte un débat européen fragmenté où les intérêts partiels de chaque acteur créent, non pas un espace public européen, mais des espaces publics hermétiques et peu propices à l'apparition de vecteurs et d'intérêts communs.

Des moyens et propositions ont déjà été imaginés pour combler les lacunes de l'espace public européen. Pensons au droit de pétition, rarement suivi d'effets, ou aux propositions de refonte des règles d'éligibilité aux élections européennes, qui subissent un sort identique. Évoquons encore la nécessité d'un changement des pratiques médiatiques pour que des médias paneuropéens, entendus comme véritables forums d'expression, se fassent le relais des revendications citoyennes. Encore reste-t-il maintenant à susciter la volonté politique nécessaire à leur mise en œuvre.

Rappelons-nous la formule de P. Reuter :

« il faut faire l'Europe en se passant dans une certaine mesure et pour un temps, des européens »

Cette mesure et ce temps semblent outrepassés et il serait opportun, désormais, de développer une conception valorisante de la citoyenneté qui, au terme d'un processus politique et participatif, établisse les conditions d'appartenance à une communauté politique, l'Europe.



L'EUROPE CADETTE, UNE AUTRE EUROPÉANITÉ ?

EUROPE RIME (TROP ?) SOUVENT AVEC OCCIDENT. POURTANT LES DEUX NE COÏNCIDENT PAS. L'EUROPE CADETTE, AUTREMENT DIT L'EUROPE MÉDIANE, CONSTITUE UNE PARTIE INTÉGRANTE DE L'EUROPE. C'EST POURQUOI NOUS ALLONS PRÉSENTER CELLE-CI AFIN DE MONTRER COMMENT ELLE PEUT ET DOIT ENRICHIR LE PROJET EUROPÉEN COMMUN.

ANTOINE CUVELIER EST ÉTUDIANT EN BACHELIER EN DROIT À L'ULB. AVEC LA COLLABORATION DE NOWICKI JOANNA, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE ET À SCIENCES PO SAINTE GERMAIN EN LAYE.

UNE EUROPÉANITÉ PLURIELLE

L'Europe cadette (Kloczowski 1998) a beaucoup réfléchi sur le sens de son européanité. En effet, cette dernière a été vécue de manière plus tardive et plus complexe dans ces régions. Deux idées contradictoires peuvent être évoquées à propos de cette partie de l'Europe. La première est de voir dans celle-ci une Europe plus authentique par opposition à un Occident « décadent ».

La seconde, au contraire, y voit une Europe constamment en retard sur sa grande sœur. Une troisième voie, celle de l'auteur de cette expression, est d'y voir seulement une « entrée dans l'Europe » plus tardive, durant le Moyen-âge, pour ces territoires. Il existe encore un quatrième sens, qui est le nôtre, qui prend comme point de départ que tous les Européens ont su formaliser dans leurs cultures le même rêve, la même conception de la vie commune. Mais tous n'ont pas su le mettre en pratique au même degré de cohérence. Certains ont été empêchés dans leurs projets soit par des forces extérieures (domination, guerre), soit par le trop petit nombre d'élites européennes à l'intérieur de leurs sociétés capables de convaincre et de faire évoluer le plus grand nombre.

« Pour définir l'eupéanité, Szücs (1985) met en avant principalement trois critères : la séparation de l'Église et de l'État, la culture du contrat, et l'existence ou non d'une société civile capable de critiquer le pouvoir politique sans être anéantie. »

Au plus nous allons vers l'est du continent, au plus ce rêve commun ou « norme de bienséance européenne » (Krol 1992) perd en réalité. Pour définir l'eupéanité, Szücs (1985) met en avant principalement trois critères : la séparation de l'Église et de l'État, la culture du contrat, et l'existence ou non

d'une société civile capable de critiquer le pouvoir politique sans être anéantie. Ces critères sont fort proches de ceux de l'acquis communautaire. Cependant, ceux-ci prennent en grande partie comme référence l'Occident et par conséquent son européanité comme unique européanité possible. Ceci ne sert pas notre propos qui est de présenter des européanités. Voilà la raison du titre de cet article. En effet, nous souhaitons présenter une européanité différente.

L'Europe cadette assume pleinement son héritage, notamment car elle a été amenée plus souvent que l'Europe occidentale à s'interroger sur son identité et son européanité. A l'heure où les legs du passé se perdent en Europe, particulièrement occidentale, des voix s'élèvent (Mattéi 2007), y compris à l'Ouest, pour « retrouver », ou du moins « garder », l'identité européenne, source de l'esprit critique propre à l'Europe. A l'Est, la même idée est développée différemment (Skarga 1997, 2000, 2005). Skarga caractérise la culture européenne par son « respect de la personne humaine ». Pour la philosophe, la culture européenne peut être fière de sa grandeur en dépit des dérapages du passé car justement elle porte sur celui-ci un esprit critique. Le ton est résolument plus optimiste.

Face à un Occident toujours plus pragmatique, l'Europe cadette revendique ses racines européennes comme fait historique et originalité qui la distingue des autres cultures du monde. Ceci peut conduire à des incompréhensions avec l'Europe occidentale. La culture y est vue comme un effort et une élévation d'âme et non un patrimoine ou un loisir, vision qui domine aujourd'hui dans l'Occident européen. L'Europe est décrite comme une notion spirituelle qui découle d'une grande expérience collective plutôt que d'un territoire ou d'un concept politique ou juridique.

De plus, soulignons qu'il n'y a pour elle aucune contradiction entre la(les) nation(s) et l'Europe. Au

contraire les deux sont intrinsèquement liées. Ce qui nous amène à présenter l'idée que l'Europe cadette peut être vue comme une miniature de l'Europe car elle concentre un maximum de diversité culturelle sur un minimum d'espace (Kundera). Conséquence de ceci : l'altérité y est une expérience quotidienne et fait partie de l'apprentissage linguistique, moral, esthétique, politique.

Ceci est bien illustré par la notion de cosmopolitisme de l'Europe cadette. Ce concept renvoie à l'idée d'une éducation tournée vers l'étranger, et s'oppose au provincialisme étroit des partisans du nationalisme. Dans cette région, le cosmopolite a davantage l'allure d'un patriote européen que celle du citoyen du monde apatriote. Autrement dit, d'un homme aux cultures multiples plutôt qu'un homme sans culture.

UNE CITOYENNETÉ SPÉCIFIQUE

En ce qui concerne la citoyenneté, les délimitations culturelles et politiques ne coïncidant pas, elle y est vécue autrement qu'à l'Ouest, ou plus spécifiquement que dans un système où identité et citoyenneté se superposent.

En effet, elle a peu à voir avec le sentiment d'identité personnelle. Face à ce pluralisme culturel qui relève de la pratique et non pas d'une doctrine théorique, le seul patriotisme qui ait un sens est un patriotisme du foyer familial, jalousement inculqué par les femmes. Milosz (1980) parle à ce propos d'une forme douce de matriarcat largement respecté, ce qui fait ressortir le lien chaud, différent de ce lien traditionnellement paternel où s'opère la transmission de la loi. Ce sont les femmes qui transmettent dans cette aire culturelle la langue et la culture nationale et l'attachement affectif aux deux. Il ne s'agit nullement là d'une prise de pouvoir mais d'une place très importante qu'elles détiennent pour préserver l'identité nationale souvent menacée.

Destin d'un certain nombre d'Européens de cette partie du continent, vivre sa culture hors des frontières du pays de celle-ci a forgé une certaine tournure d'esprit : une flexibilité, une capacité d'adaptation.

Pour mieux faire cohabiter la nation et l'Europe, la question nationale étant sensible, les élites de l'Europe cadette ont rapidement trouvé une voie médiane : « le cosmopolitisme vrai » qui n'est pas un universalisme abstrait, autrement dit un internationalisme détaché des réalités concrètes, mais plutôt un enracinement multiple :

« Être un citoyen ardent d'une nation en création, c'est être également un ami de l'humanité, un Européen. Le vrai cosmopolitisme accepte l'âme nationale » (cité par Jedlicki, 1993). Cette vision des choses est évidemment extrêmement positive en matière de cohabitation culturelle.

« Destin d'un certain nombre d'Européens de cette partie du continent, vivre sa culture hors des frontières du pays de celle-ci a forgé une certaine tournure d'esprit : une flexibilité, une capacité d'adaptation. »

L'Europe se trouve dans une situation paradoxale. A l'Ouest, l'euroanéité est peut-être kidnappée par l'excès d'autocritique qui conduit à la dilution du sentiment identitaire par l'inattention de ceux-là même qui avaient la chance de mettre en œuvre le rêve commun de tous les habitants du continent européen. De l'autre côté, il y a au contraire un sentiment d'espoir.

On n'y sombre pas dans l'autocritique excessive et on y défend avec zèle la culture européenne commune. L'Europe cadette, sachant d'expérience que les civilisations sont mortelles, se sent plus que jamais responsable du destin commun qu'elle peut enfin influencer librement. Son euroanéité est fière et régénérée. Il faudrait seulement souhaiter à l'Europe que la sœur cadette ne prenne pas trop rapidement exemple sur sa grande sœur comme elle a l'habitude de le faire depuis des siècles dans tous les domaines, qu'elle sache garder sa spécificité de l'Europe cadette qui peut enrichir le projet commun.

PARTICIPATORY DEMOCRACY : A MEANS OF ADDRESSING EUROPEAN CITIZENS' CONCERNS ?

SINCE THE EUROPEAN PARLIAMENTARY ELECTIONS IN MAY 2014, THE EUROPEAN UNION SEEMS MORE THAN EVER TO HAVE BEEN FACING A CRISIS OF LEGITIMACY. COULD THE SETTING UP OF AN INSTITUTIONAL MECHANISM BASED ON PARTICIPATORY DEMOCRACY BE AN ANSWER?

LOUISE FROMONT IS A MASTER'S STUDENT IN EUROPEAN LAW AT THE INSTITUTE FOR EUROPEAN STUDIES.

MARTINA LILLO IS A BACHELOR'S STUDENT IN POLITICAL SCIENCE AT THE ULB.

After the European elections last May, Juncker's Commission formally began its 5-year mandate on 3 November. This will probably be the most difficult mandate ever since the beginning of European integration, with the prospect of linking the legitimacy of Brussels' institutions with EU citizens' expectations regarding democratic representation.

THE EUROPEAN ELECTIONS IN MAY 2014: A DEMAND FOR CHANGE

We may reflect on these electoral turnouts because of their direct link to the feeling of belonging that European citizens may have.

The most important indication comes from the level of abstention which was approximately 42.54% and has led to a rise of the far right and populist Eurosceptic parties (in France, Denmark and Austria, for example).

These alarming outcomes are perhaps worth analysing. The economic crisis is often put forward as an obvious reason for these results due to the general demotivation and emotional distance of citizens from the institutions.

This is partly true because European electoral participation has been gradually decreasing since 1979, the date of the first universal suffrage for the European Parliament. The economic crisis may have affected this result to some extent. But it is not the sole cause of this disturbing phenomenon, which has its origin in something larger and deeper that could be a disconnect between the citizens and European institutions.

European integration has required a continuous and progressive transfer of sovereignty granted by the treaties and has provided the European Institutions with the legitimacy needed in order to be effective. This legitimacy has also been supported to some extent by a parallel increase of direct involvement of the people, such as the institution of universal suf-

frage in 1979, or European citizenship as enshrined in the Maastricht Treaty. However, this form of legitimising support, which has greater "popular" acceptance, appears to be somewhat lacking now.

It would seem that the Lisbon Treaty has not been sufficiently successful in reducing the gap between the democratic ideals of representation and European institutional practice, which is frequently criticised as being too technocratic or bureaucratic. The appointment of a President of the Commission by "considering electoral results", a formula which is somehow confusingly vague, has not managed to stop or reduce the sense of determinism that European citizens have about European decision-making processes.

"It would seem that the Lisbon Treaty has not been sufficiently successful in reducing the gap between the democratic ideals of representation and European institutional practice, which is frequently criticised as being too technocratic or bureaucratic."

In view of this, the emergence of Eurosceptic and populist parties in these elections could be seen as a protest against the lack of direct participation by citizens and not as a total rejection of the European institutions. Eurosceptic and populist parties are not the only ones which openly support and propose some form of direct democratic participation, such as a referendum on withdrawal from the EU, which is the case with Marine LePen's Front National in France, or from the Euro zone, as with Beppe Grillo's Movimento Cinque Stelle in Italy. What European citizens may be seeing in Eurosceptic populist parties is the possibility of wider and more direct involvement in the European institutions that traditional parties do not seem to want to support.

A EUROPEAN CITIZENS' CONGRESS

Direct democracy is put forward by several experts as a resolution for the so-called democratic deficit affecting Europe. How could participatory democracy be implemented at European Union level?

European examples of participatory democracy already exist. These include Ireland and Iceland, which are particularly interesting for many reasons: both are European countries (one EU member state and one non-member state), both have been deeply affected by the economic and financial crisis and have both reacted by targeting the heart of democracy (redrafting the Constitution, for example).

In Iceland, the entire constitution had been rewritten by 25 citizens in a Council chosen by proportional representation by region and gender. The initiative came from Parliament. The citizens of this Council were elected by the population after volunteering. Politicians were also involved in the project. Indeed, a constitutional committee composed of 7 politicians drew up preliminary recommendations for the Council of citizens. The Council has been working for two years and has written a «Proposal for a New Constitution for the Republic of Iceland», which has subsequently been adopted by referendum by a 2/3 majority. (D. Van Reybrouck, 2013).

In Ireland, the Parliament decided to set up an assembly of citizens who were tasked with reviewing 8 of the Constitution's articles. As in Iceland, the process included politicians in the deliberations, but unlike Iceland, the citizens were not elected, but chosen by drawing lots. The assembly was composed of 100 people (33 politicians and 66 citizens and a president). They consulted with experts and heard speeches given by other citizens. Finally, they wrote a draft, «Reports and Recommendations from the Convention». The second phase of the project has begun and is still ongoing. The Irish Parliament has to decide whether a referendum should (or should not) be held. If the answer is positive,

Participatory democracy of this kind has its opponents. They often argue that a random assembly of citizens cannot be set up when a country has a wide demographic. Furthermore, they believe that citizens do not have the skills to take major or technical decisions. Are these fears justified?

The work James Fishkin has carried out constitutes a real turnaround in research on participatory democracy (Fishkin, 1988). In 1996, he decided to gather 600 citizens together in Austin (Texas) so that they could discuss the presidential election. It was the first major deliberative poll referred to as

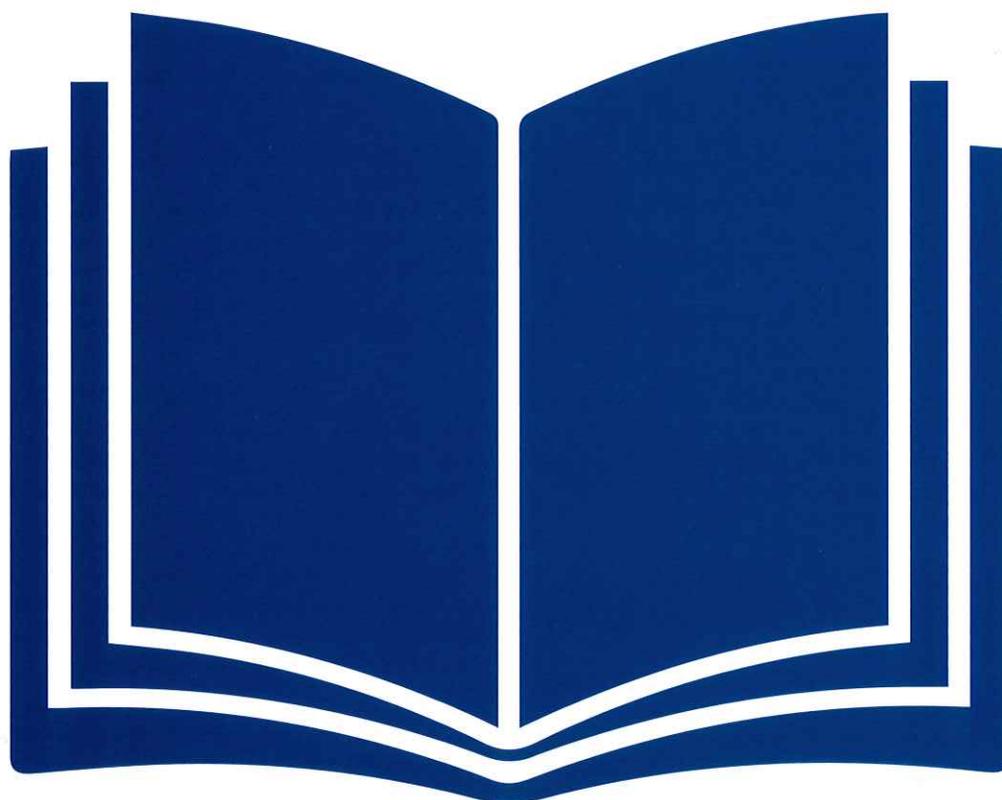
the «National Issues Convention». This experiment demonstrates that participatory democracy is possible in countries with a high population. It also demonstrates that ordinary citizens are able to take an informed view on crucial matters. Indeed, Fishkin noticed that after talking with experts and studying files, participants had refined their opinions and upgraded their skills (Gastil, 1996).

“This experiment demonstrates that participatory democracy is possible in countries with a high population. It also demonstrates that ordinary citizens are able to take an informed view on crucial matters.”

It is maybe possible to transpose both these European experiences to European level. During the Convention on the Future of Europe, Valéry Giscard d'Estaing suggested creating «un Congrès des peuples d'Europe», a European citizens' congress bringing members of national parliaments and the European Parliament together.

Why not go further? We could follow the examples of Iceland and Ireland by setting up a genuine European citizens' congress composed of European citizens chosen by drawing lots (after having volunteered). The congress could be involved in revising the Treaties on an equal footing with the «Convention composed of representatives of the national Parliaments, of the Heads of State or Government of the Member States, of the European Parliament and of the Commission» (48 § 3 TEU).

Involving European citizens in an active debate for revising the treaties by a similar and, in some way, already proven solution, seems not only feasible but also highly desirable in order to meet today's European citizens expectations and to react to their still growing feeling of detachment of EU institutions from civil life.



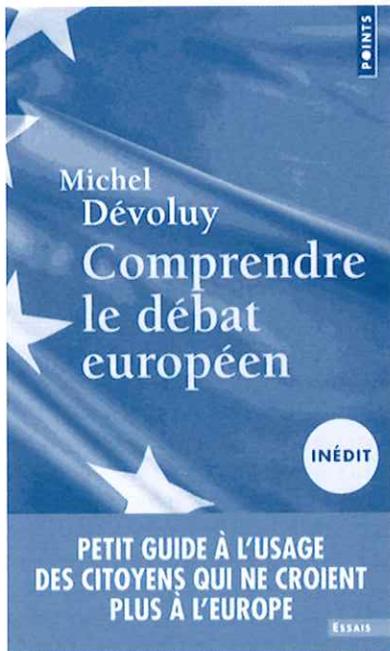
***Book & documentary
review***

COMPRENDRE LE DÉBAT EUROPÉEN. PETIT GUIDE À L'USAGE DES CITOYENS QUI NE CROIENT PLUS À L'EUROPE

MICHEL DÉVOLUY

Michel Dévoluy est professeur à l'université de Strasbourg, titulaire d'une chaire Jean-Monnet d'économie européenne et codirecteur de l'observatoire des politiques économiques en Europe.

Barbara Catalano est étudiante en master complémentaire en droit européen à l'Institut d'études européennes.



« A quoi sert l'Europe ? » Les premiers mots du livre, qui font directement référence à la crise existentielle que connaît l'Europe actuellement, en disent long sur la façon dont l'auteur a voulu orienter son ouvrage. Ayant pour cible le citoyen, qu'il soit déjà incollable sur les questions européennes, novice ou simplement curieux, Michel Dévoluy a réussi son pari, celui d'expliquer succinctement l'Europe, ses enjeux, ses failles et ses potentialités en cent cinquante pages, mais surtout, avec simplicité et conviction.

Cette ambition puise son inspiration dans la récurrence d'un illustre postulat : l'Europe manque de démocratie. Or, s'il apparaît peu probable que des changements soient opérés par les hommes politiques, l'auteur est convaincu que la situation peut évoluer grâce à une impulsion citoyenne. Pour mettre en place une telle démocratie européenne, il faudrait que le citoyen soit avant tout éclairé et conscient des problèmes qui fragilisent l'Europe et son fonctionnement.

C'est pourquoi l'auteur, dans la première partie de son ouvrage, revient sur l'origine et les différentes étapes de la construction communautaire. Il est également fait référence aux atouts du Vieux Conti-

nent et à son attractivité par rapport à d'autres Etats tiers. Tout ceci, dans le but de ne pas perdre de vue toutes les potentialités que le marché intérieur peut offrir.

Dans un second temps, l'auteur confronte l'Europe aux défis futurs qui l'attendent et s'insurge contre le modèle actuel, qu'il juge trop complexe et ambigu. Ce raisonnement s'étale sur une grande partie du spectre académique européen, comme l'architecture institutionnelle à deux composantes, l'insuffisance de la protection sociale, ou encore les failles de l'union économique et monétaire.

Enfin, en dernier lieu, tout l'intérêt de ce livre réside dans le fait que l'auteur ne se contente pas d'énumérer les problèmes auxquels est confrontée l'Europe, mais qu'il se propose d'apporter des solutions concrètes, aussi audacieuses soient-elles. Celles-ci peuvent être résumées en deux grands axes : renforcer la démocratie européenne et évoluer vers une Europe fédérée. Pour y arriver, Michel Dévoluy propose notamment d'établir un impôt européen, de créer des partis et des syndicats européens plus proches des citoyens, ou encore de mettre en place un modèle social et des services publics communautaires.

S'il est enthousiasmant de se rallier à de telles propositions de prime abord, les différents traités ainsi que l'organisation institutionnelle de l'Union européenne nous renvoient à une toute autre réalité. La plupart des idées renfermées dans cet essai sont clairement utopiques. L'auteur lui-même reconnaît d'ailleurs dans son livre cet excès d'optimisme, et il est à craindre que le lecteur se retrouve par moment perdu entre ce qui relève des changements plausibles ou au contraire improbables, du moins à court et moyen terme.

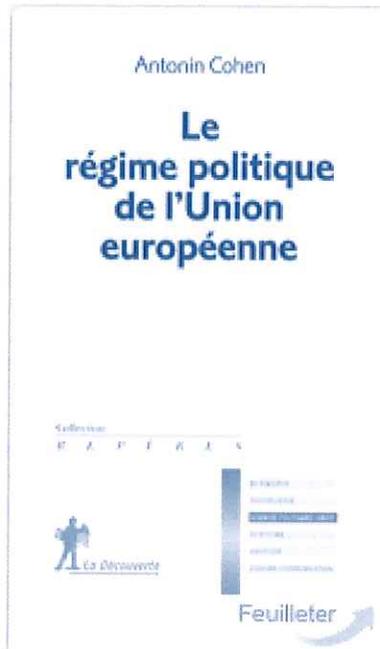
De même, cet ouvrage a le grand mérite d'être accessible à un large public et d'ouvrir le débat sur les grandes questions européennes. Toutefois, celui-ci n'existe que dans le sens voulu par l'auteur puisque toute autre hypothèse est d'emblée rejetée en faveur d'une seule et unique issue : une Europe fédérée. À cet effet, l'auteur n'hésite pas à marquer ouvertement son dédain envers le néolibéralisme et le nationalisme, et d'en dénoncer les risques.

En conclusion, malgré un positionnement très clairement affiché sur le plan politique et des propositions parfois idéalistes, voici un ouvrage instructif dont la lecture est à recommander pour toute personne soucieuse des enjeux de la construction européenne.

LE RÉGIME POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

ANTONIN COHEN

Benjamin Rosenthal is a bachelor's student in political science at the ULB.



Do you feel left at bay concerning how the institutions of the European Union functions? Antonin Cohen, professor of political science at the University of Panthéon Sorbonne, delivers a clear analysis and description of how the European Union evolved and came to be what it is today while keeping an objective point of view which makes it a 'must-read' for you. Throughout his book, Mr Cohen puts forward how the European Union (EU) adapted itself from counting 6 State Members to 27. Evidently, the founding treaties and European legislation had to be dramatically altered in order to integrate the new member states. The author, assisted by a number of illustrative graphs and tables, pinpoints what these transformations brought to the European system, such as the ascendancy of right-wing parties in the mist of the European Council.

Mr Cohen questions how much power and influence the State Members national Parliaments (and more precisely the French Parliament) have lost to the European Union. In his opinion, they appear as the great 'losers' of the European construction as their control over the EU's activities have been greatly diminished although they have always had the right to ratify the treaties.

The author makes a case out of the fact that between 1958 and 2009, France went from having a quarter of the European Parliament's seats to less than a tenth of them. In 1995, it was the first time that the equality of representation was ruptured between the four big states of the EU (France, Germany, the UK and Italy) with Germany occupying 99 seats and the others 87. However, these numbers can be easily explained by the fact that the European Union grew exponentially during the second part of the 20th century and room had to be made for the new incoming Member States.

During the 1970s, two treaties heavily modified the budgetary and financial aspects of the founding treaties of Rome and Paris by improving the role the Assembly has to play in the decision-making process. They first made a clear distinction between compulsory spending and none-compulsory spending on which the Assembly had a veto right. Furthermore, the Assembly now has the right to reject the entirety of the budget plan if the two thirds of the votes expressed and an absolute majority of its members demands it. This is important due to the fact that the proportion of non compulsory spending went from counting one tenth of the total spending to approximately seven tenth of it. It was not until the Lisbon Treaty in 2007 that the distinction between compulsory spending and none compulsory spending was removed and a simplification of the budgetary procedure was implemented. Nowadays, the European Commission has the monopoly on budgetary initiatives. The Council examines the project before further steps are taken and the Parliament has the "last word".

The author emphasizes the fact that 33% of the state budget is allocated to the European Union, which represents more than what 21 out of the 27 Member States give to the EU. Even more shockingly to him, France gives more than the plurality of the budget of the 10 weakest member States. Mr Cohen insists on the fact that there are losers and winners throughout the EU. Globally, the richest members of the E.U lose a lot in order to counteract the deficiencies of the poorest members; which evidently makes them the victors of the EU.

This book gives a very French left wing point of view, which unfortunately gives at time a biased vision of the EU. However, although Mr Cohen points out a great number of weaknesses and insists on the room for improvement for the still ongoing construction of the EU, he also depicts a positive future for it. In particular, the author states that it is not only parliamentarians and commissaries which have a role to play in shaping the EU but each and every European citizen.

LE BEL AVENIR DE L'ÉTAT PROVIDENCE

ÉLOI LAURENT

ÉLOI LAURENT

Le bel avenir de l'État Providence

L.L.L.
LES LIENS QUI LIBÈRENT

Léo Zylberman-Nasrallah est étudiant en master à l'Institut d'études européennes.

Malgré l'apparente naïveté provocatrice du titre de son ouvrage, la réflexion d'Éloi Laurent se révèle pourtant bien ancrée dans la réalité politique actuelle de l'Europe.

L'auteur commence par renvoyer dos à dos deux courants qui, particulièrement vivaces aujourd'hui, tentent de mettre à mal l'État Providence. Les économistes néo-libéraux appelant au sérieux budgétaire et les nouveaux extrêmes qui, de Suède jusqu'en France, défendent la préférence nationale, nous enjoignent de renoncer en partie à nos systèmes de protection sociale afin d'en sauver les fondations. Ces deux mouvements, bien qu'opposés idéologiquement, procèdent selon l'auteur du même « moralisme économique qui ne connaît rien à l'économie et se moque de la morale ».

Les règles budgétaires adoptées sous la menace de la crise financière sont accusées de contraindre les États à brader le patrimoine de solidarité de leurs citoyens dans le maigre espoir de s'attirer la clémence des marchés.

Non content d'être intrinsèquement suicidaire, ce mouvement semble de surcroît aller à l'encontre du sens de l'histoire. En effet, au moment où les États européens s'engagent dans un démantèlement de

leurs États Providence au nom du développement, le reste du monde, de la Chine aux États-Unis, réaligne le caractère impératif des mesures de protection sociale afin de soutenir la croissance. La plupart des projections démographiques dépeignent une Europe qui ne représentera plus à l'horizon 2050 que 5% de la population mondiale. Comment espérer dans ces conditions jouer un rôle moteur au niveau international lorsque le modèle qui fit l'originalité de l'Europe au XX^e siècle est aujourd'hui remis en cause, alors même que les puissances concurrentes finissent par s'inspirer de ses réussites ?

L'ouvrage d'Éloi Laurent tente d'offrir un avenir à cette construction précieuse qu'est l'État Providence en articulant les questions sociales de redistribution avec les problématiques environnementales. Si la prise en compte des premières fut cruciale en permettant un partage plus équitable des gains de productivité, elle est cependant inopérante en ce qui concerne le contenu et l'orientation de ces derniers.

L'auteur estime qu'il est aujourd'hui de notre devoir de bâtir un modèle dans lequel « notre système social cessera de détruire notre système vital ». Il rejette cependant la tendance catastrophiste de l'écologie contemporaine pour essayer de penser les institutions qui permettraient de faire advenir ce qu'il nomme un État social-écologique. Parmi celles-ci, l'impôt joue bien évidemment un rôle primordial.

En matière de politique environnementale, on distingue souvent les mesures d'atténuation de notre impact écologique, comme par exemple la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de l'adaptation aux conséquences du changement climatique engendré par la pollution. Comme le montre le dernier rapport du GIEC, l'adaptation s'impose désormais comme une stratégie essentielle, parallèlement à l'atténuation. La mise en place d'impôts environnementaux présente l'avantage de couvrir ces deux aspects. En induisant une modification des comportements, on peut espérer qu'ils aient un impact notable sur l'empreinte écologique de nos sociétés. Les réserves financières générées pourront ensuite être mobilisées afin de « permettre aux générations futures de supporter les effets de [la pollution] que l'on aura pas su empêcher ». Les questions de fiscalité sont donc cruciales, surtout si l'on considère qu'une répartition plus égalitaire des revenus permet de réduire la croissance totale nécessaire à la satisfaction des besoins de l'ensemble des citoyens, et donc les effets néfastes sur l'environnement d'une croissance « inutilement gonflée par l'inégalité ». Face à une Commission présidée par un homme politique accusé d'avoir facilité dans son pays l'optimisation fiscale des plus grandes

multinationales, on ne peut que constater la cruelle dichotomie entre la simplicité et l'évidence des propositions d'Éloi Laurent et l'espoir de les voir adoptées ou même discutées au plus haut niveau.

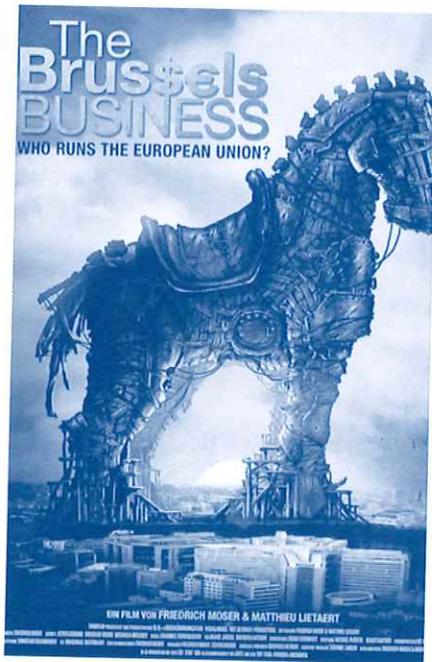
La conclusion de l'ouvrage tente cependant de rappeler le rôle central de la protection de l'environnement dans le soft-power européen. L'auteur estime à ce propos que ce sont « les standards environnementaux [qui] ont contribué à faire du marché unique la véritable politique étrangère de l'Union, imposant le pouvoir de la norme européenne aux entreprises de la planète ». Pour articuler justice sociale et développement soutenable, « les deux valeurs distinctives de l'Europe dans la mondialisation », l'auteur propose une stricte application du principe de subsidiarité.

En effet, les mesures d'atténuation ne peuvent être globales tandis que l'adaptation doit être mise en œuvre au niveau local, laissant à l'UE le soin de faire dialoguer et de coordonner les différentes pratiques. La construction d'un État social-écologique protecteur des populations et des territoires apparaît ainsi comme une opportunité non négligeable de relancer « une construction européenne essoufflée et en quête de sens ».

THE BRUSSELS BUSINESS

DIRECTED BY FRIEDRICH MOSER AND MATTHIEU LIETAERT

Michael Rossi is a master's student at the Institute for European Studies.



Brussels machinery. They invite us to sneak in “the world behind”.

It displays an old continent stage driven by economic incentives. Once the contact has been established between worldwide European firms and the political institutions, Brussels has become smaller than ever and networking has been establishing its pedigree.

This is how it started, not with a bang, but a whisper in the corridors of power. A whisper that calls for a policy driven by the urge to face the United States and Japan. Open up the market requires to break up the political arena. The ERT, (European Round Table) working hand in hand with the Commission, has been the first massive lobbying association to sneak into the cracks. Jacques Delors looked kindly upon those changes and he gave them a momentum for lasting. Ever since the doors were opened, White Papers and speeches from the EU Commission have been echoing the CEO's strategies from the mightiest European firms. Unraveling these connections, tainted with a sprinkle of romance, represents a fantastic opportunity to lean on the wall of mystery and entice people with some appealing words such as “blackmail” or “threat”. Far be it from us to blame directors for deceiving whosoever, but simply to confirm that they are fully aware of their potential scope.

Such a documentary, dealing with such a tickly issue, goes beyond the simple information's supplier aiming at feeding our spoon-fed brains with regular knowledge. As a matter of fact, arguing about Lobbying and EU decision making process represents a tempting path to be dramatic. Austrian and Belgian Directors Matthieu Lietaert and Friedrich Moser have accompanied the fruit of their labours with several external speeches regarding the democratic deficit in the European political system. As a result, this documentary has been scripted and shot in the avowed goal of satisfying a cinematographic ambition. Brussels is therefore depicted as a dark and tiny place, hosting a giant with feet of clay who is steered by a surrounding nasty pressure. All of this being overplayed by a long sequence-shot of “Rue de la Loi” by night and a loud and deep background music.

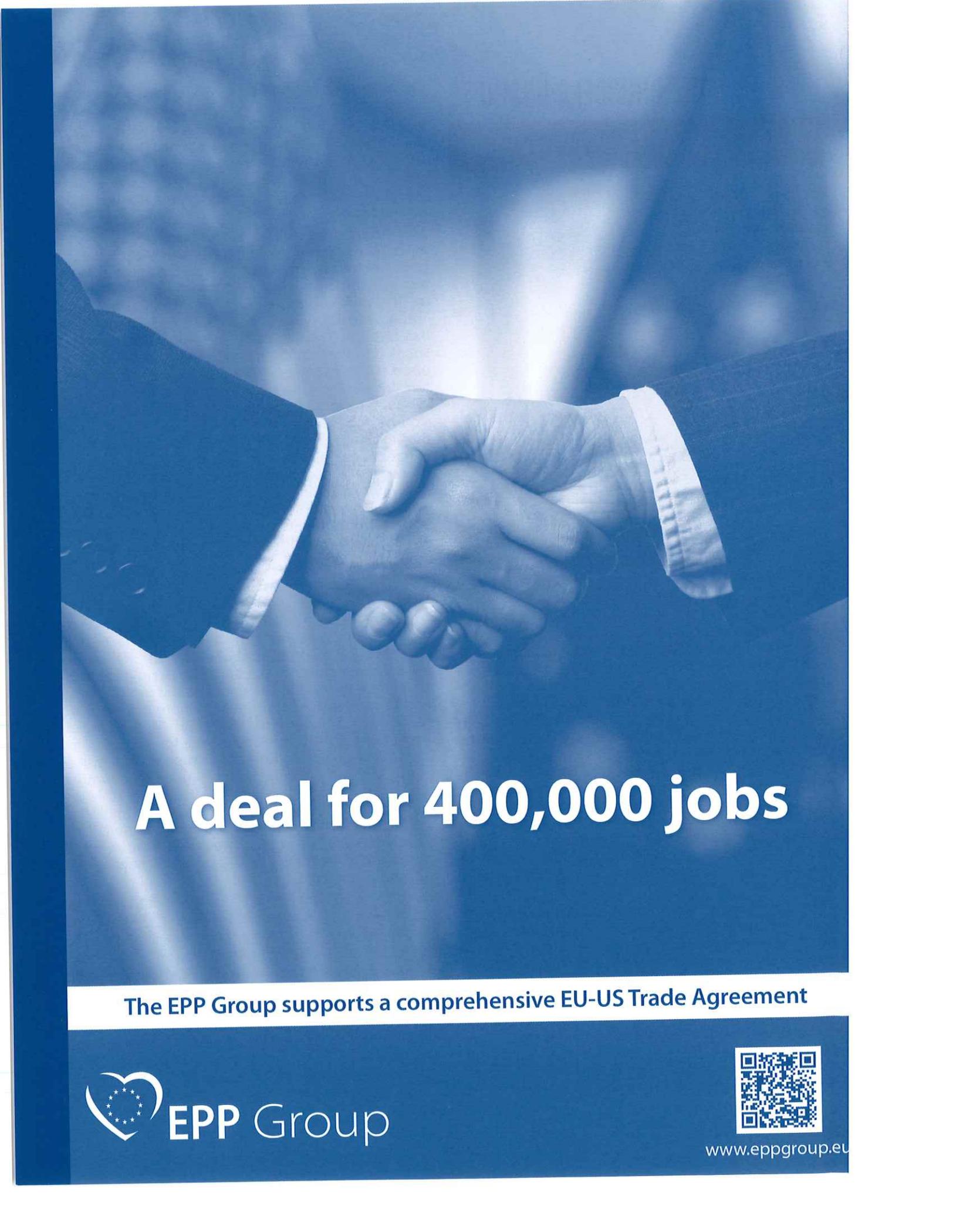
This atmosphere highlights this feeling of a “lookout from inside” the Brussels's belly in which “80% of all legislations which are touching direct life of EU citizens is actually initiated”. Blurring deliberately the topic to be able to move forward into a less overcast sky. Worthy of a blockbuster movie.

Two main protagonists, a top class industry lobbyist and a think tank leader, are leading this documentary to a global overview of their own European experience of what lobbying is and to what extent it has been a remarkable counterweight within the

Always complaining about how hard medias are trying to ignore their statement, sirs Lietaert and Moser keep insisting on the crucial gearwheel played by lobbyist associations such as ERT and its power, much closer to the impact of a political institution than the one of a private interest group. It may lead to some extreme situations where the lobbying system is pushing for a “Multilevel Agreement on Investment” (MAI). This could have forced countries into taking on unfair duties to compensate the likelihood of firms' financial losses caused by countries policies. It logically failed in 1997, although this is a serious phenomenon which turned out to be globally exhibited in the infamous battle of Seattle (1999). More precisely, economic pressures have overridden political incentives and it goes far beyond the European concerns.

Made in 2012, when Euro and the debt crisis had bottomed out, “The Brussels Business” sweats with anxiety regarding financial shadows that are still flying over our dead companies.

Neither optimistic nor alarmist, this footage pulls theatrical strings to be able to merge opinions over current matters such as setting up the Transparency Register or figuring out the role of the think tanks. Far from being exhaustive, it stresses feelings and serves as a platform for further investigations. Providing more questions than answers, this is a democratic sermon and it reveals itself one minute at a time.



A deal for 400,000 jobs

The EPP Group supports a comprehensive EU-US Trade Agreement



www.eppgroup.eu

PES

SOCIALISTS AND DEMOCRATS



Democracy doesn't start and finish with your vote, it is about how we work together between election.

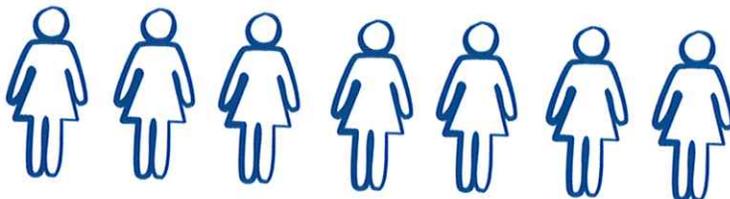
The Party of European Socialists (PES) continues to defend and further develop democracy with parties, NGOs, citizens and you. We want to listen, discuss, and find solutions together.



Join us
[#MyDemocracyMatters](#)
Follow us
twitter.com/pes_pse
facebook.com/pes.pse

7 WOMEN DIE EVERY DAY

from male domestic violence in the EU



PES

Socialists & Democrats

WOMEN

STOP VIOLENCE AGAINST WOMEN, NOW!

Our Demands: 1- 2016, A European Year for Combating Violence Against Women. 2- The Ratification and Implementation of the Istanbul Convention by the EU & all its Member States.

Join us on facebook.com/pes_women & twitter.com/pes_women

TTIP

BEWARE WHAT LIES BENEATH

EUROPEAN GREENS ARE STANDING AGAINST
THE EU-US TRADE TALKS.

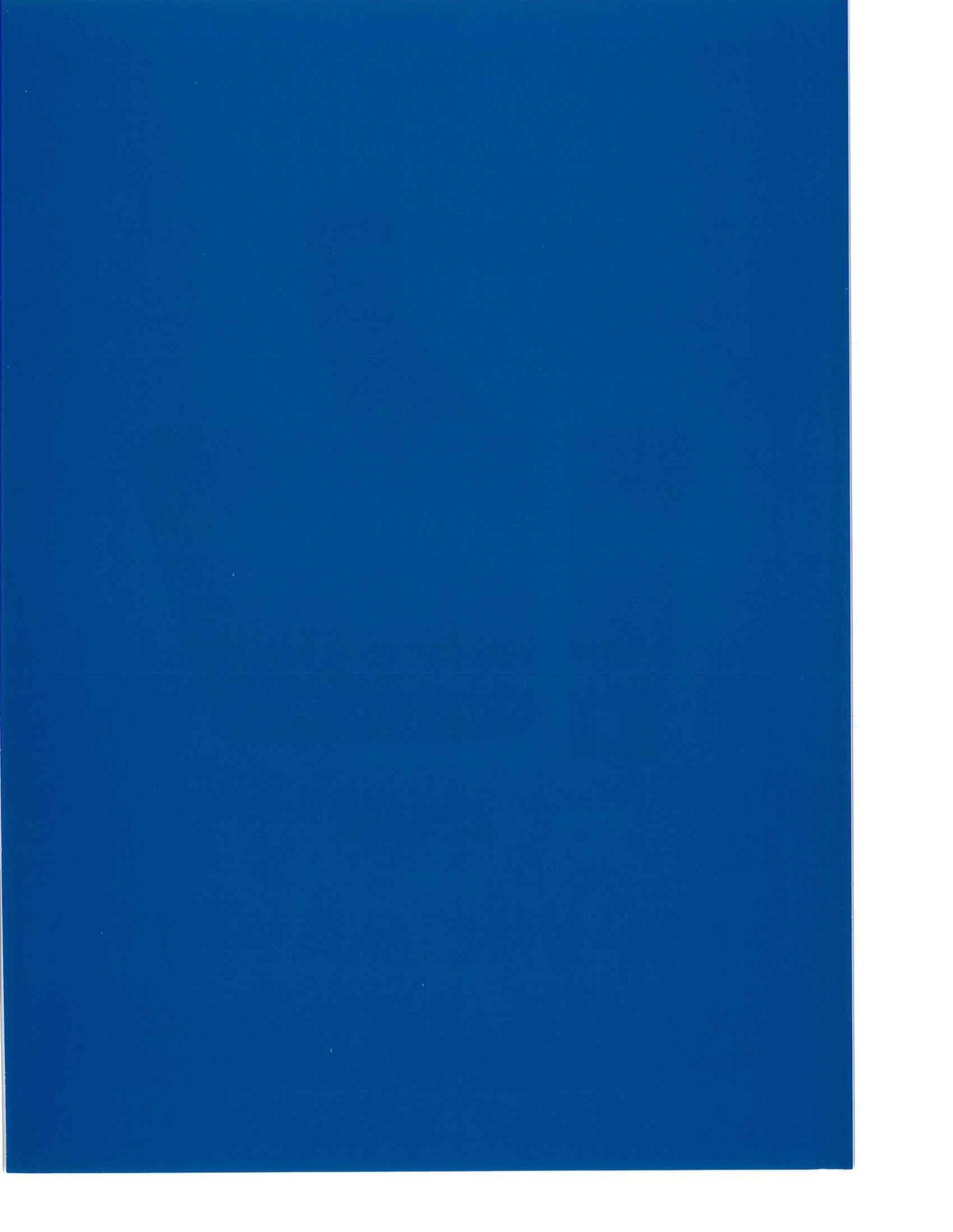
JOIN THE FIGHT.

» TELL YOUR REPRESENTATIVES TO SAY NO TO THESE SECRET CORPORATE
DEALS.

» GET INFORMED AND SEE WHAT YOU CAN DO AT

WWW.TTIP2014.EU | [#TTIP](https://twitter.com/TTIPBEWARE)







Crédits

EQUIPE EYES ON EUROPE 2014-2015

Conseil d'administration

Co-présidents

Behar Maxime
Donnersbach Alexandre

Rédacteur en chef

Messina Stefano

Vice-rédacteur en chef

Meyer William

Trésorier

Coignus Quentin

Rédactrice en chef web

Bougon Clara

Coordinatrice événements

Dias Manon

Vice-coordinatrice événements

Dubois-Graffin Pauline

Coordinateur relations publiques

Camino Velasco Jaime

Co-responsables rubrique citoyenneté

Zylberman-Nasrallah Leo
Petitpas Jonas

Rubrique citoyenneté

Teissier Lucas
Lillo Martina
Fromont Louise
Degrez Lola
Guillout Lauriane
De Clerq Chloë
Michálek Jozef
Cuvelier Antoine

Co-responsables rubrique dossier

Horbach Tania
Gehrenbeck Maxime

Rubrique dossier

Josis Vanessa
Merenda Laura
Sanna Mauro

Gelmi Kirill
Féré Chloé
Toschi Stéphanie
Planquart Marine
Catalano Barbara

Co-responsables rubrique économie et social

Ringot Alice
Kirsch Yolande

Rubrique économie et social

Charpentier Loïc
Chiavetta Alessia
Launois Lorraine
Rosenthal Benjamin
Sampaio Henrique
Bluszcz Lucyna

Co-responsables rubrique relations internationales

Fernández Quevedo Javier
Fahmi Mohamed

Rubrique relations internationales

Dragomir Bianca Georgiana
Ríos Beatriz
Brînza Mihaela
Samalp Merve
Chumińska Katarzyna
Sebagh Chloé

Responsable rubrique book & documentary review

Rossi Michael

Rédaction web

Hut Clément
Bianchi Alessandra
Nioti Christina
Ayoub Leoni
Kocer Cem
Bouquet Johanna
Rosa Oubina
Stéphanie Ha
Testenoire Emmanuel

Oguz Cansu
Shyirambere Joachim
Zheng Enzo
Colpin Mathieu

Equipe événements

Gronelli Emilie
Pawenta Agata
Kadi Jasmina
Bastin Morgane
Etienne Margaux
Hansen Victoria
Simoës Jessica
Sabarai Elena
Gislain Anais
Vigo Carolina
Müller Berit
Sbarai Elena

Equipe relations publiques

Bui Hoan Vuong
Verstegen Willem
Gand Aurélien
Valese Lisa
Volle Aurelio
Maistro Davide
Bee Kawayá Sarah
Hut Clément
Leclercq Sophie
Trofimciuc Olga
Vallese Lisa

Graphisme et illustrations

Gautier Salomé

www.behance.net/salomegautier

Eyes On Europe est une ASBL étudiante fonctionnant sur fonds propres. Nous rencontrons depuis quelques années des difficultés financières. Dans le but de continuer à publier un magazine de qualité et gratuit, de développer notre site web et organiser des événements, nous faisons appel à votre contribution, au numéro de compte suivant : 363-0388203-49 - IBAN: BE97 3630 3882 0349 / BIC: BBRUBEBB. Toutes les contributions sont les bienvenues. Toute l'équipe d'Eyes on Europe vous remercie chaleureusement !



WWW.EYES-ON-EUROPE.EU



EPP Group
in the European Parliament



The Greens | EFA
in the European Parliament

